

**Contes et légendes
de tous pays [000]
– Récits et épisodes
de la Révolution**

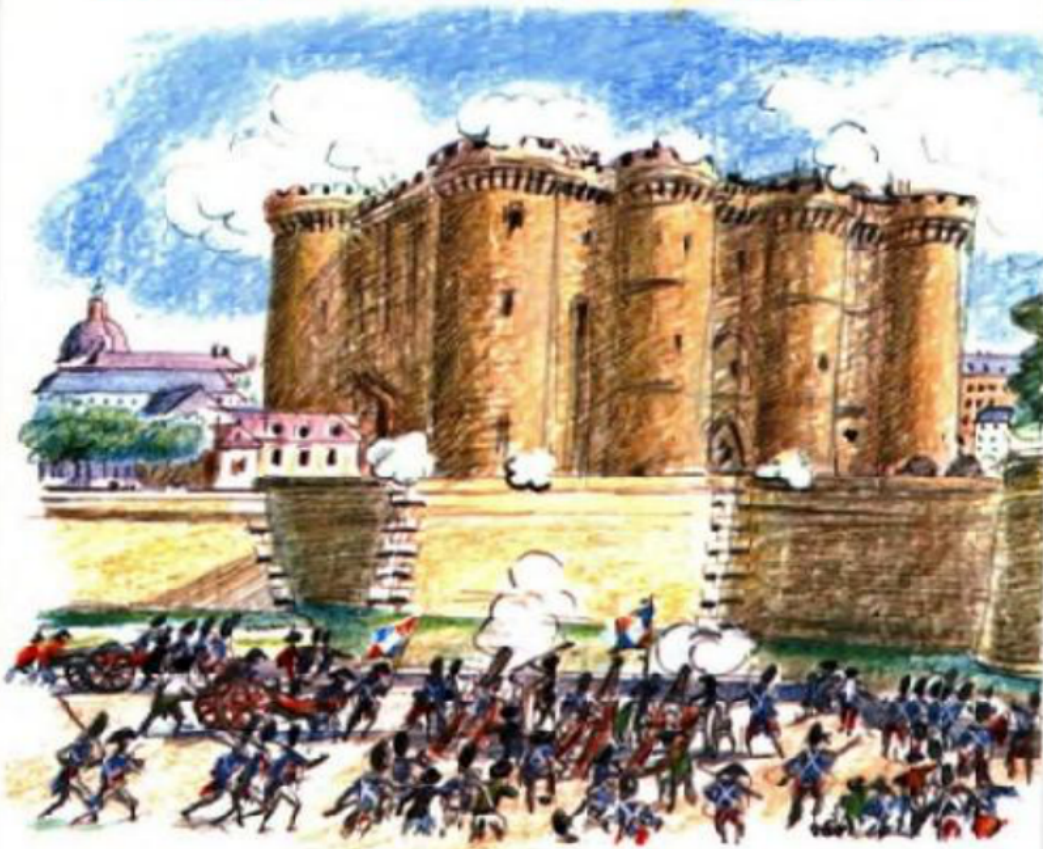
**Marcelle Huisman
Georges Huisman**

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

MARCELLE ET GEORGES HUISMAN

RÊCITS ET ÉPISODES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE



FERNAND NATHAN

Contes et légendes de tous pays

RÉCITS ET ÉPISODES DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Par
Marcelle et Georges Huisman

Illustrations de Pierre Noël
Éditions : NATHAN

*Pour Jean-Claude
Philippe et Denis*

Récits et épisodes de la Révolution Française

La prise de la Bastille



VOUS ne savez peut-être pas très bien l'histoire de la Révolution française. Mais vous connaissez tous le 14 juillet, la date que les Français ont choisie pour leur fête nationale. Si vous habitez un village, c'est la retraite aux flambeaux, les fusées multicolores, c'est le mât de cocagne dressé comme pour les grandes foires. Dans les villes, chaque carrefour est une salle de bal, les baraques foraines surgissent de toutes parts, le ciel s'illumine de feux d'artifice.



Il y a un peu plus de cent cinquante ans que les Français fêtent le 14 juillet. Il faut que ce soit un très grand jour pour qu'il soit resté si joyeux.

Le 14 juillet, c'est l'anniversaire de la prise de la Bastille. Tout le monde sait cela. Or, la Bastille, pour les gens de 1789, c'était la forteresse de l'injustice. La prise de la Bastille, ce fut la première victoire du peuple français, la victoire du peuple sur l'injustice.



Vous figurez-vous Paris, au mois de juillet 1789 ?

Depuis le 5 mai, les États Généraux s'étaient réunis à Versailles. On espérait beaucoup de ces États. Car en vérité, tout allait de travers dans le pays : le peuple était misérable, accablé d'impôts, et le Trésor était vide. Il y avait des fêtes somptueuses à la Cour tandis que Paris

manquait de pain. On savait que dans d'autres pays, il y avait plus de justice : en Angleterre, par exemple, où le roi n'était pas tout-puissant, où un Parlement limitait son absolutisme : pourquoi les États Généraux n'auraient-ils pas joué ce rôle, en France ? Ils paraissaient tout à fait décidés à l'assumer et l'avaient déclaré solennellement. Le peuple de Paris suivait avec passion tous les débats de l'Assemblée.

Le roi avait alors pour ministre un banquier suisse, très riche et très populaire : Necker. On pensait qu'un homme si riche saurait bien remplir les caisses de l'État. Et puis, c'était lui qui avait convoqué les députés, qui les avait soutenus : le peuple avait confiance en lui.

Il faisait très chaud, et l'on était très surexcité. D'étranges nouvelles circulaient.

« Les brigands rôdent autour de Paris, leurs bandes massacrent les voyageurs isolés.

— Le roi rassemble des troupes à Versailles. Il veut encercler Paris. Il veut brimer l'Assemblée...

— Le roi a renvoyé Necker ! »

Tout cela était exact. Le roi, qui ne pouvait se fier à la garnison de Paris, prête à fraterniser avec le peuple, avait fait venir secrètement une véritable armée, une armée très sûre et docile à ses ordres. Alors, il s'était cru le maître : il avait renvoyé le ministre étranger que la Cour détestait, puisqu'il plaisait au peuple.

Le dimanche 12 juillet, une vraie cohue se pressait dans les jardins du Palais Royal, bruyante, agitée. Des clameurs, des rugissements de colère s'élevaient. De toutes parts, des orateurs improvisés haranguaient la foule.

Camille Desmoulins, un tout jeune avocat, sauta sur une table, et, arrachant une feuille de marronnier :

« Mes amis, cria-t-il, que tous les bons patriotes mettent une cocarde semblable à leur chapeau ! Ce sera notre emblème de ralliement. Le renvoi de M. Necker est le signal de notre égorgement à tous. Les bataillons suisses et allemands, casernés au Champ-de-Mars, doivent anéantir le peuple ce soir même. Il faut nous battre. Des armes ! Des armes ! »

Enthousiasmée, la foule répondit à son appel. En un moment, les marronniers furent dépouillés. Séance tenante, une immense et tumultueuse procession se répandit dans les rues. On avait trouvé un buste de Necker, on l'avait voilé de crêpe et on avait résolu de le promener par dérision sous les fenêtres des Fermiers Généraux, place Vendôme.

Les Fermiers Généraux, c'étaient les hommes les plus détestés de l'ancien régime : ils avaient pour mission de percevoir l'impôt, et, pour s'enrichir plus vite, ils pressuraient si bien les malheureux qu'on les appelait les « Affameurs ».

Le baron de Bezenval, commandant des troupes de Paris, avait placé un détachement de dragons afin de protéger les « Fermiers ». Et les soldats, fidèles à la consigne, chargèrent la foule en furie. Il y eut un mort.

La foule ne recula pas, comme s'y attendaient les dragons : ramassant des pierres, s'armant de leurs sabots, ces hommes se jetèrent sur les sabres levés. Les dragons s'enfuirent, et le peuple poursuivit sa marche.

Il arriva aux Tuileries. Là, se tenait le prince de Lambesc avec tout son régiment de dragons allemands et suisses. Le baron de Bezenval lui ordonna de dégager la place et d'en chasser la foule qui l'occupait. Et les cavaliers, lentement, firent avancer leurs chevaux serrés en masse, comme un barrage mouvant.

Devant eux, le peuple s'écartait et se répandait en torrent dans les jardins. Mais de là, protégé par les grilles et les balustrades, il faisait pleuvoir sur la tête des cavaliers impassibles, des chaises, des pierres, des bouteilles, des mottes de terre.

Tout à coup, des détonations se firent entendre : des gardes-françaises étaient sortis de leurs casernes, malgré leurs officiers, à la nouvelle de l'émeute : se joignant au peuple, ils tiraient sur la garde étrangère.

« Êtes-vous pour le Tiers-État, pour les députés, vrais amis du peuple ? pour M. Necker ? avaient-ils crié aux dragons du roi.

— Nous sommes pour ceux qui nous donnent des ordres ! avaient répondu les cavaliers, fidèles à la discipline militaire.

— Eh bien, en voilà des ordres ! »

Et les fusils avaient parlé.

À cette attaque, Lambesc perdit la tête. Il chargea la foule. Ce fut une terrible mêlée. La place fut dégagée.

Mais quand la poussière, qui s'était élevée pendant la lutte, retomba, on aperçut à la lueur du soleil couchant les chabraques des dragons qui repassaient le pont dans la direction du Champ-de-Mars.

Un immense hurlement de joie s'éleva, l'ennemi fuyait : le baron de Bezenval, dans la crainte de répandre davantage le sang français, venait de donner à ses troupes l'ordre de sortir de Paris.

Seuls restaient dans la ville, comme soldats fidèles au roi, les invalides, et les trente-deux Suisses de la Bastille.

Dans l'ombre du soir, le peuple, par ses chants et ses danses, célébrait sa victoire sur les dragons. Un bruit de cloche retentit, lugubre : le beffroi de l'Hôtel de Ville sonnait le tocsin.

En même temps que les troupes du roi sortaient de la ville, vagabonds et bandits, misérables de toutes espèces, s'y glissaient.

Le tocsin appelait Paris à la lutte contre les brigands.

Ce fut une nuit d'angoisse et presque de panique. Les brigands se ruèrent dans les rues, pillant les boulangeries, brisant les réverbères, saccageant le Garde-meubles, le couvent des Lazaristes, l'hôtel du lieutenant de police. Ils ouvrirent les prisons de la Force, et les coquins qui s'y trouvaient enfermés vinrent grossir les rangs de cette dangereuse cohue.

Or, à l'Hôtel de Ville se réunit un Comité des électeurs qui avait à sa tête le prévôt des marchands, Flaisselles. Ce comité avait formé une milice bourgeoise pour défendre la ville. Mais il lui fallait des armes et il n'en avait guère.

Flaisselles envoya un courrier à Versailles, afin d'en demander au roi. Le roi ne se souciait pas d'armer les Parisiens : il fit la sourde oreille. Alors les électeurs décidèrent la confection de cinquante mille piques. Ceci se passait le 13 juillet.

Cette nuit-là, sur chaque fenêtre, s'allumaient des godets d'huile, des lampions. Paris luttait contre l'obscurité, propice aux crimes. Des gardes-françaises en patrouilles parcouraient la ville. Si quelque brigand leur tombait entre les mains, ils le pendaient à la place des réverbères brisés. Cependant que, monotone et hallucinant, le tocsin continuait sa clameur de détresse.

L'aube du 14 se leva sur la ville enfiévrée. Déjà, le même cri s'élevait des faubourgs :

« Aux armes ! »

Quelqu'un proposa :

« Il y a des armes aux Invalides. Prenons-les ! »

Et la foule de se ruer vers le palais.

Le gouverneur, M. de Sombreuil, voulut parlementer :

« Je suis soldat, messieurs, et ne puis agir sans ordre. J'ai demandé à Sa Majesté si je pouvais disposer des trente mille fusils dont j'ai la garde. Vous plaît-il d'attendre la réponse du roi ?

— Attendre ! Toujours attendre ! crièrent des voix furieuses. Attendre que la Cour ou des brigands nous assassinent ! Attendre que les sabres des dragons viennent nous égorger dans nos lits ! Non ! non, aux armes ! »

Et sur l'heure le château fut débordé, les portes enfoncées, les invalides réduits à l'impuissance. Et quand le peuple s'éloigna, il s'était emparé de trente-deux mille fusils, d'un mortier et de vingt-sept canons.

« Il nous faut de la poudre maintenant, cria-t-on. Peut-être en trouverons-nous à l'Arsenal.

— Il n'y en a pas, dirent quelques voix. Toute la poudre est à la

Bastille.

— À la Bastille ? Eh bien ! allons la prendre !

— À la Bastille ! s'écria la foule. À la Bastille ! »



Ce fut une armée de fusils et de piques qui, sous le soleil brûlant de midi, se dirigea vers la forteresse du roi. Quelques meneurs conduisaient cette foule hérissée : c'était Elie, sous-officier d'un régiment de la reine qui, porte-étendard, avait endossé pour la circonstance son habit blanc rehaussé d'écarlate ; c'était Tournay, un ancien sergent du Dauphin-Infanterie, charron de son métier, qui marchait les pieds chaussés de sabots, un ceinturon sous son tablier de cuir ; c'était Hulin, ancien sergent lui aussi, dont la haute taille et la voix retentissante en imposaient à tous, et Maillard, clerc de la basoche, tout vêtu de noir, et le riche brasseur Santerre, tonitruant et content de lui. Et tant d'autres, si nombreux qu'on ne peut les nommer tous.

En ces heures de délire et de violence, chaque homme est un chef : celui qui commanda, en vérité, le 14 juillet, ce fut le peuple de Paris. Bourgeois nourris des idées de liberté des philosophes, artisans aux mains usées de travail, gueux sortis de leurs taudis et de leurs repaires dans l'espoir de quelque pillage, allaient mêlés dans une même pensée ardente.

Devant eux, la sombre masse de la Bastille, avec ses grands murs gris flanqués de huit tours, avec son fossé profond et les gueules noires de ses canons passant entre les créneaux, se dressait comme un suprême obstacle entre le peuple et sa liberté.

Depuis des années, la Bastille n'était plus cette redoutable prison où une simple lettre de cachet du roi pouvait jeter un homme pour la vie : cependant, son nom pesait sur le peuple comme le symbole même de la tyrannie toute-puissante.

« À la Bastille ! »

Ces mots, en retentissant, avaient transporté les cœurs, et par toutes les rues du faubourg qui débouchaient sur la place, une multitude innombrable, chantant, hurlant, jurant, tendant le poing, se rassemblait autour de la vieille forteresse.

Cependant, les canons de la Bastille faisaient trembler les faubourgs.

« Le roi va faire mitrailler la ville, disait-on. Il y a dans la forteresse de quoi faire sauter tout Paris. »

Devant l'Hôtel de Ville, le peuple, menaçant, obtenait que le Comité adressât une députation au gouverneur de la Bastille, M. de Launay,

pour le prier de retirer ses canons.

À grand'peine, la députation se fraya un passage. M. de Launay la reçut le mieux du monde.

« Mes canons, dites-vous, inquiètent les Parisiens ? Ne les voient-ils pas chaque jour à cette même place ? Certes, je ne songerai pas à tirer sur les faubourgs... si l'on ne m'y force, cela va sans dire !

— Monsieur, interrompit un électeur, que devons-nous dire à ceux qui nous envoient ?

— Eh bien ! dites-leur que je ramènerai mes canons en arrière, pour que la ville ne se croie plus menacée ! Vous plairait-il cependant, messieurs, de partager mon déjeuner ? »

Ils se mirent à table.

« Que font-ils dans la forteresse ? » se demandaient les Parisiens.

Quelques agitateurs murmuraient déjà :

« Ils nous trahissent ! »

Il fallut envoyer un nouvel émissaire : l'avocat Thuriot.

La première députation était partie, enchantée de l'accueil du gouverneur. Thuriot fut reçu aussi courtoisement.

« Passez en revue ma petite garnison, lui dit le gouverneur, et visitez mes murailles. Vous verrez que mes canons sont hors des embrasures et que mes trente Suisses et mes quatre-vingt-quinze invalides ne méritent pas tant d'émoi. »

Thuriot accepta de visiter la forteresse et quand, accompagné de Launay, il arriva sur les remparts, il constata que les canons avaient été reculés en effet. Mais des projectiles étaient là en tas imposants ; mais les canonniers se tenaient à leur poste, la lance à feu en main.

« Monsieur, dit Thuriot au gouverneur, vous avez fait des apprêts de défense bien peu pacifiques ; je crains d'exciter des colères quand je rendrai compte de ma mission.

— Je suis soldat, monsieur, fit de Launay d'un ton bref, et le roi m'a confié la garde de sa Bastille. Je dois employer tous les moyens en mon pouvoir pour la conserver.

— Ainsi, dit Thuriot, vous ne vous rendrez pas au vœu des Parisiens ? Vous ne leur donnerez pas ce qu'ils réclament, c'est-à-dire l'accès de la forteresse, et les réserves de poudre ?

— Non, répondit froidement de Launay, je n'agirai que sur l'ordre du roi, non du peuple, non de cette canaille dont les cent mille bouches vocifèrent en ce moment des insultes et des cris de mort contre ma garnison et moi-même. D'ailleurs, ajouta de Launay en se penchant par une embrasure du rempart, et en désignant d'un geste la masse hostile de la foule pressée autour de la Bastille, êtes-vous bien certain, monsieur l'avocat, que ces gens-là soient vraiment le peuple de Paris ? »

Thuriot se pencha à son tour et pâlit un peu. Parmi les compagnies

de gardes-françaises révoltés qui s'étaient joints au peuple et les rudes artisans, les petits commerçants des faubourgs, une foule hâve, déguenillée, à la mine farouche, venait sans cesse grossir la multitude des assaillants. De toutes les rues, de tous les chemins, il arrivait d'autres gueux, d'autres encore...

Thuriot, pensif, descendit des remparts.



Cependant le peuple était au comble de l'énervement : cette longue station sous le soleil d'été, devant ces hautes murailles muettes, avait surexcité sa fureur.

« Ah ! ah ! criait-il, ce monstre de gouverneur se moque des pauvres gens. Il verra que ses murs ne nous font pas peur, et que s'il ne veut pas nous ouvrir la porte de la Bastille, nous sommes de taille à y entrer tout seuls.

« À moi, tous les soldats, les jeunes, les anciens ! Montrons à ces Suisses qui nous guettent du haut de leurs murs que nous savons prendre d'assaut une forteresse ! »

Comme un tonnerre, jaillissant de toutes parts, la fusillade commença.

Le premier coup de feu tomba-t-il des remparts, monta-t-il de la foule ? Nul ne pourrait le dire. Mais le peuple se crut attaqué. Il hurla et jura. Les clameurs de défi et de mort s'élevèrent en même temps que la fumée de la poudre.

Pourtant les coups de feu étaient assez inoffensifs. Deux ponts-levis, deux cours séparaient les assaillants des assiégés. Le charron Tournay et un ancien sergent, nommé Bonnemer, attaquèrent les chaînes du premier pont, à coups de hache.

Sans souci des salves tirées par les Suisses, ils réussirent enfin à faire tomber le pont et le peuple s'y précipita en torrents, envahissant la première cour qu'on appelait la cour du Gouvernement.

Mais là, un feu terrible brisa l'élan des assiégeants qui refluèrent en masse vers le pont-levis, laissant derrière eux sur le sol des mares de sang, des morts et des blessés.

« Poltrons ! cria Elie dont la voix retentissante se fit entendre par delà les cris de douleur, vous voulez tâter de la poudre, et vous fuyez ! À la rescousse, les braves ! »

Les gardes-françaises et les anciens soldats s'élancèrent. Un canon fut braqué sur le second pont-levis tandis que pour ôter aux assiégés le moyen de viser juste, on allumait de grands feux de paille et de foin dont la fumée étouffante montait vers les remparts.

Les défenseurs de la Bastille suffoquèrent bientôt. De Launay vit le danger. D'un signe il commanda aux canonniers d'ouvrir le feu. Un fracas retentit. La Bastille venait de tirer à mitraille sur le peuple parisien.

« C'est bon ! cria Elie, essuyant d'un revers de sa manche son visage sanglant, vous voulez la lutte, monsieur le gouverneur, vous l'aurez ! »

Alors commença une fusillade intense, que ponctuait de temps en temps la grosse voix des canons. Les hommes tombaient, sans même voir d'où leur venait la mort tant la fumée était épaisse. Mais, pour un assiégeant qui s'écroulait sur le sol, vingt autres prenaient sa place. Bourgeois, artisans, besaciers rivalisaient de courage.

Du haut des remparts, les défenseurs anxieux regardaient se boucher sans cesse les trous faits par leurs coups dans cette masse grouillante. Seuls les Suisses, soldats disciplinés, tiraient avec sang-froid. Ils étaient étrangers, que leur importait ce peuple français ? Le roi payait, ils étaient à ses ordres. Cependant que les invalides ne se résignaient pas facilement à tirer sur des compatriotes : n'avaient-ils pas dans leurs rangs un fils, un frère ?

Vainement, une troisième députation de l'Hôtel de Ville voulut approcher de la Bastille et apporter au gouverneur l'ordre de se rendre. La bataille était si farouche qu'elle ne put se faire entendre. Elle dut revenir sous les huées et les menaces, dans la grande salle où Flaisselles, le prévôt des marchands, attendait, tremblant et pâle, son destin tragique.

« Le prévôt nous trahit ! hurlait la populace. Il s'entend avec le perfide gouverneur pour laisser assassiner le peuple. À mort les traîtres, à mort !

Nous ferons des cocardes avec des morceaux de leur chair ! »

Ces cris horribles s'élevaient autour de la Bastille où de Launay, égaré, ne savait plus à quoi se résoudre. Les invalides avaient cessé le feu et refusaient de se battre davantage. Leur défection rendait impossible une plus longue résistance.

« Que faire ? fit de Launay avec désespoir.

— Capitulez ! s'écria un sous-officier invalide.

— Non ! » gémit le gouverneur.

Et, saisissant de la main d'un canonnier une lance à feu, il se dirigea en courant vers la Sainte-Barbe, la réserve de poudre qui se trouvait dans une des tours, celle dite de la Liberté. Il y avait là vingt mille livres de poudre, de quoi faire sauter la forteresse, les assiégeants, tout le quartier.

Mais deux invalides se précipitèrent devant de Launay, le menaçant de leur baïonnette.

« Capitulez ! crièrent-ils, ou vous êtes mort. »

Quelques minutes plus tard, le billet de capitulation était entre les mains des assiégeants. Il était ainsi rédigé :

« De la Bastille, à cinq heures du soir. — Nous avons vingt mille livres de poudre. Nous ferons sauter la garnison et le quartier si vous n'acceptez pas la capitulation. Signé : de Launay. »

« Bravo ! cria Hulin. Nous acceptons.

— J'engage ma foi d'officier, ajouta Elie, qu'il ne sera fait aucun mal à personne ! »

Alors sous le ciel que l'approche du soir teintait de sang, parmi la fumée des derniers coups de feu et les hurlements de triomphe d'une foule ivre de fatigue et d'horreur, le grand pont-levis de la forteresse s'abaissa.

La Bastille, l'antique prison, n'était plus qu'un amas de pierres dont les enfants du faubourg touchaient les murailles en riant.

La fin de ce grand drame d'un jour... il vaudrait mieux n'y pas penser.

Le malheureux de Launay, malgré la parole d'Elie et de Hulin, malgré la protection qu'ils lui firent de leurs corps durant le trajet de la Bastille à l'Hôtel de Ville, fut happé par les hommes de proie qui avaient surgi plus nombreux à cette heure où, tout danger passé, il ne restait plus qu'à piller.

Il se défendit en désespéré contre l'effroyable tourbe qui ne respectait pas même dans Elie et Hulin les vrais héros de la journée. Bientôt la tête poudrée du gouverneur se balança au bout d'une pique, en même temps que celles de quelques-uns de ses soldats.

Quelques minutes après, une autre tête apparaissait, sanglante, au-dessus de la foule : c'était celle du prévôt des marchands, de Flaiselles, dont la conduite irrésolue en ces instants tragiques était apparue pleine de trahison au peuple exalté.

Les hommes atroces, emportant leurs trophées de sang, remontèrent vers Montmartre, vers les tanières d'où ils étaient descendus en trombe pour la curée.

Le tocsin sonnait toujours. Devant la Bastille, riant de son ombre, inoffensive désormais, les curieux avaient remplacé les braves ; des chants s'élevaient entre les vieilles pierres. De jeunes voix célébraient l'immortelle liberté.



Les journées d'Octobre



Le 30 septembre 1789, au matin.

Une bise aigre et pénétrante soufflait sur la ville. On manquait déjà de pain : allait-on geler par surcroît, dès l'automne ?

Hargneux et peu dispos, les Parisiens guettaient les nouvelles de Versailles. À Versailles étaient la Cour, le roi, l'Assemblée. Tout messager de Versailles était questionné avidement.

Or, Versailles ne songeait guère à la disette des Parisiens. Le régiment de Flandre, récemment arrivé, y festoyait en compagnie des gardes du corps royaux.

Dans les faubourgs, puis aux Halles, par les marchands, ce bruit ne tarda pas à se répandre : au somptueux dîner des officiers, le roi, la reine, le petit dauphin avaient paru : vivats, acclamations, musique guerrière. Et dans l'ivresse finale, on avait, disait-on, arraché les cocardes tricolores, symbole des temps nouveaux : on les avait piétinées, on avait insulté à la Nation. Comme par enchantement, les vieilles cocardes blanches avaient fleuri tous les chapeaux...

Et puis, la présence, à Versailles, de tant de troupes, paraissait suspecte. Ce régiment de Flandre, que faisait-il aux portes de Paris ? Sans doute, était-ce un nouveau complot. Peut-être préparait-on la fuite du roi et de sa famille ? On entassait les munitions ; toute une artillerie était prête. Dans quel noir dessein ? Les Parisiens, surexcités, voyaient déjà leur ville en feu, leur garde nationale – l'armée bourgeoise – exterminée.

Tout au long de la journée, la colère gronda dans Paris. Le lendemain, ce fut pire encore.

« J'ai été enchantée de cette fête », avait dit Marie-Antoinette.

Cette reine, si frivole et si jolie, on ne l'aimait guère. Mais que l'Étrangère s'avisât de fouler aux pieds les couleurs nationales, et d'arborer le symbole de la tyrannie, voilà qui, pour tous les Parisiens,

passait les bornes !



Au Palais-Royal, les tribuns populaires haranguaient la foule :

« À Versailles ! Allons à Versailles ! »

Marat, dans son nouveau journal, l'*Ami du Peuple*, publiait des articles enflammés : « Il faut aller à Versailles ! »

Versailles, c'était le splendide palais que le Roi-Soleil s'était fait construire. De Versailles venaient tous les ordres, de Versailles les impôts dont le peuple souffrait. Les prodigalités, l'élégante oisiveté de la Cour choquaient Paris, affamé et misérable.

« À Versailles ! »

Telle fut la clameur qui s'éleva des Halles, au matin du 5 octobre, parmi les poissardes et les marchandes.

Reine Audu, une grande et forte femme qu'on appelait la « reine des Halles », parce qu'elle avait le verbe haut et qu'elle était capable de faire le coup de poing à l'occasion, comme un homme, se planta devant les commères.

« En voilà assez ! cria-t-elle. Que ceux qui veulent mourir de faim s'y résignent comme des niais. Les boulangeries vont fermer. Il n'y a plus de farine dans les moulins. Ces messieurs conseillers nous promettent un chargement venu de Corbeil. Sornettes que tout cela ! C'est la Cour qui mange tout le beau pain blanc, et nos gamins ont les joues creuses. En voilà assez ! Je vais leur montrer de quel bois je me chauffe, à tous ces accapareurs !

— Nous aussi ! nous aussi ! crièrent toutes les femmes. Que faut-il faire ? Où irons-nous ?

— Allons à l'Hôtel de Ville. Vous verrez si M. Bailly lui-même, notre maire, est capable de me faire taire quand je veux parler. Tiens, Germaine, la bouquetière, prends ce tambour, et bats-nous un rappel bien sonore. »

La jeune fille saisit l'instrument, et d'une main inexpérimentée, mais vigoureuse, elle se mit à le frapper sur un rythme haché et angoissant.

« Du pain ! Du pain ! » criait-elle en même temps.

Sur un signe de la « reine des Halles » elle se dirigea, tambour battant, vers la place de Grève et l'Hôtel de Ville.

En un clin d'œil, les Halles s'étaient vidées. Poissardes, forts de la Halle, marchands et marchandes de toutes sortes suivaient Germaine, mêlant leurs cris à sa clameur.

Reine Audu entraînait toutes les femmes qu'elle rencontrait.

« Venez ! criait-elle, il faut leur parler, nous autres les femmes. Nous

saurons mieux nous faire entendre que les hommes, car nous connaissons la souffrance de nos enfants ».

Rapidement s'était répandue la nouvelle que les femmes de la Halle marchaient sur l'Hôtel de Ville. Des différents faubourgs, d'autres colonnes venaient se joindre à celle qui, peu à peu, envahissait la place de Grève.

Le maire entendit ces femmes affamées, et ne voulut pas les repousser par la force. Il essaya de parlementer. Mais le moyen de parlementer avec une foule de femmes en furie ?

« C'est la municipalité, criaient les poissardes, qui est la cause de la disette. Brûlons toutes ces paperasses inutiles, et la maison avec ! »

Des clameurs contradictoires jaillissaient de toutes parts, quand un homme grand et fort, tout vêtu de noir, se fraya un passage parmi la foule des femmes.

« Maillard ! Maillard ! crièrent-elles aussitôt. Le Héros de la Bastille ! Écoutons-le !

— Femmes, dit Maillard d'une voix tonnante, je vais vous faire délivrer des armes, et puis nous marcherons sur Versailles. C'est là qu'il nous faut aller. Nous nous plaindrons à l'Assemblée constituante, et puis au roi. Mais du calme, surtout ! On ne présente pas une supplique, la menace à la bouche. Rendez-vous aux Champs-Élysées ! »



Malgré une forte pluie, les femmes de Paris se mirent en marche, sous la conduite de Maillard. Leurs armes consistaient en quelques piques, fusils et bâtons, plus deux canons qu'elles avaient démontés de leurs affûts et installés sur des charrettes, avec l'aide des forts de la Halle.

Quelques heures plus tard, elles étaient à Versailles.

Là, on était averti de leur venue. Le comte d'Estaing, commandant de la garde nationale de Versailles, avait ordonné à ses hommes de recevoir dans le plus grand calme cet assaut d'un nouveau genre. Aussi, lorsque Maillard et son état-major féminin se trouvèrent en face de la garde, n'y eut-il aucune bataille.

À l'officier qui demanda aux femmes où elles allaient, Reine Audu, les poings sur les hanches, répondit :

« À l'Assemblée. Nous demandons du pain.

— En avant ! fit Maillard. La « reine des Halles » dit vrai, et comme elle a du bon sang français dans les veines, on peut la croire et la suivre ! »

... À l'arrivée de cette foule hurlante et hâve dans la grande salle des

délibérations, les députés restèrent stupéfaits. Bientôt ils reprirent leur calme et voulurent continuer la séance.

« Taisez-vous ! leur cria Reine Audu. À quoi bon tous ces discours ? Nous avons faim. Ce ne sont pas des mots, c'est du pain qu'il nous faut. Vous êtes nos représentants, occupez-vous du peuple, faites comme Mirabeau, notre petite mère Mirabeau. »

(Mirabeau était alors l'orateur le plus populaire de l'Assemblée.)

Les députés, ainsi vigoureusement invités à des résolutions plus immédiates, – aux acclamations de la foule des femmes de Paris, votèrent aussitôt un décret sur les subsistances, et l'envoyèrent au roi.

Louis XVI, à ce moment, arrivait de la chasse, son passe-temps quotidien. On l'avait mis au courant des événements, et il rentrait au château. Ses soldats, gardes du corps, Suisses, le régiment de Flandre, étaient massés dans la cour du palais ou dans leurs casernes. Ils regardaient, indécis, cette foule grouillante et surexcitée.

Le roi parut. Sa bonhomie, aussitôt, apaisa les enragées. Les cris de colère se muèrent en vivats.

Il releva, l'embrassant avec émotion, une jeune fille qui s'était évanouie à ses pieds de faiblesse et de fatigue.

« Du pain, Sire ! avait-elle murmuré.

— Rapportez les ordonnances sur les farines, suppliaient les autres ; nous mourons de faim !

— Relevez-vous, mes enfants, dit le roi avec bonté. On va vous distribuer des vivres et vous abriter, et je vais donner les ordres nécessaires pour que vos enfants n'aient plus faim.

— Vive le roi ! » s'écria la députation des femmes en quittant le château.

« Eh bien ! firent toutes celles qui les attendaient à la grille, avez-vous obtenu un écrit du roi ?

— Oui, le voici, dit Reine Audu en élevant au-dessus de sa tête le décret que le roi venait de signer. Nous avons sa parole. Paris ne souffrira plus.

— La parole d'un roi qui ne vit pas au milieu de son peuple, est-ce que c'est bien sûr ? fit une voix dans la foule. Qui nous dit qu'il ne se déjugera pas demain ? »

À ces mots, les clameurs redoublèrent.

« Nous voulons du pain !

— Mais vous allez en avoir, fit une des poissardes qui avaient été envoyées en députation. Le roi l'a promis, et il a une si bonne figure !

— Et l'Autrichienne, est-ce qu'elle a une bonne figure ? cria une voix de femme, l'Autrichienne qui nous méprise et nous déteste ? Dites plutôt que vous vous êtes vendues à la Cour et qu'on vous a bernées. Hou ! Hou ! »

Les cris et les menaces s'élevaient furieusement, et bientôt l'on en

vint aux coups, malgré les ordres de Maillard et de la « reine des Halles ». Les gardes du corps royaux s'en mêlèrent, effrayés pour le roi et la famille royale de toute cette agitation devant les grilles du palais. Parmi les femmes de Paris se mêlaient quelques sombres visages, comme il en surgit aux heures d'émeute et de crime.

Heureusement, la nuit tombait et la pluie se faisait plus violente : l'échauffourée cessa et l'on se mit à allumer de grands feux pour se sécher et se chauffer.

On apercevait derrière les vitres du château, vivement éclairées, les familiers, les gardes et les serviteurs de la famille royale qui guettaient, angoissés, les mouvements de la foule.

« Il faut partir, disait-on à Louis XVI. Les gardes nationaux arrivent de Paris sous le commandement de La Fayette. Ils sont plus de deux mille. Nous ne pourrons plus quitter le palais quand ils seront là. »

Le roi hésitait. Deux fois les voitures de la Cour cherchèrent à sortir : la garde nationale de Versailles veillait, et empêcha que l'on ouvrit les grilles.

Il fallut attendre l'arrivée du marquis de La Fayette.



La Fayette, le champion de l'indépendance de l'Amérique, était l'idole du peuple de Paris, et la bête noire de la Cour et du roi. Les bourgeois l'acclamaient quand il passait sur son cheval. Commandant en chef de la garde nationale, son pouvoir était très grand, ce qui exaspérait le roi et ses amis. Aujourd'hui, il leur apparaissait presque comme le sauveur.

Or, la municipalité de Paris l'envoyait à Versailles pour décider le roi à s'installer aux Tuileries.

« Si le roi est à Paris, disait le peuple, nous pourrons mieux surveiller les agissements de son entourage, et l'empêcher de s'enfuir hors de France. Allons le chercher ! »

À l'heure où les femmes de la Halle arrivaient à Versailles, une seconde troupe quittait la capitale : c'étaient les deux mille gardes nationaux de La Fayette, suivis de badauds et d'aventuriers.

Vers minuit, La Fayette entra à Versailles. Il courut vers l'Assemblée.

Une bonne partie des femmes de la Halle s'étaient assises sur les bancs des députés, et buvaient force rasades. Suivant l'ordre du roi, Monnier, le président de l'Assemblée, avait fait distribuer des vivres et du vin – beaucoup de vin surtout – et la surexcitation était grande !

« Que venez-vous faire ? » demanda Monnier à La Fayette.

Le général jeta un coup d'œil dédaigneux sur les poissardes plus ou moins ivres.

« Je viens protéger le roi », dit-il.

Et il partit aussitôt, suivi de son état-major, pour le château.

Il fut assez froidement reçu par les quelques courtisans qui entouraient le roi à cette heure de la nuit.

« Voilà Cromwell », disait-on sur son passage.

Cromwell, c'était le général anglais qui, un siècle auparavant, avait détrôné et fait exécuter le roi Charles I^{er}.

« Cromwell ne serait pas venu seul à la Cour », répondit avec hauteur La Fayette.

« Sire, dit-il, entendez les prières du peuple. Il voit, dans votre persistance à garder auprès de vous le régiment de Flandre, une défiance qui le blesse. Daignez accepter que mes gardes nationaux de Paris remplacent les gardes du corps, à toutes les portes du château. Ainsi tout ira bien. »

Louis XVI ne se fit pas prier pour accorder au peuple cette marque de confiance. Il laissa un poste aux soins de ses fidèles gardes du corps. Les autres, sous la conduite de leur capitaine, partirent aussitôt pour Rambouillet.

La Fayette installa ses sentinelles dans le palais, constata que la tranquillité régnait dans la ville, et s'en fut se coucher.

Le roi et les siens en firent autant.

La nuit se passa dans un calme relatif. Les femmes avaient été hébergées par les Versaillais, qui s'étaient ingéniés à leur procurer quelque nourriture. Mais une partie des émeutiers avait dû se contenter des feux de bivouac allumés dans les rues et sur les places. Ils étaient si affamés qu'ils mangèrent presque cru le cheval d'un garde national, mort au cours de la journée.

Ceux-là ne dormirent pas.



À six heures du matin, on entendit des cris dans la direction du château. « La Cour assassine le peuple ! » crièrent ceux qui veillaient, dansant, chantant et s'enivrant autour des brasiers. « Courons venger les nôtres sur les gens de l'Autrichienne ! »

Et, chacun saisissant la première arme venue, ce fut une ruée vers le palais.

Sous l'assaut furieux, les grilles ne tinrent pas longtemps. Quelques gardes du corps, l'épée à la main, essayaient d'arrêter les forcenés.

« Nous voulons la reine ! criaient ceux-ci. Nous voulons son cœur

pour en faire une cocarde !

— Varicourt ! cria l'officier des Huttes à l'un de ses gardes du corps, que nos camarades se barricadent dans la salle du roi et dans la salle de l'Œil-de-Bœuf, je vais donner du travail à ces brigands ! »

L'épée haute, l'officier contint une minute les assaillants sur la première marche de l'escalier de marbre.

Mais tout de suite il s'abattit, la tête fracassée d'un coup de hache. Varicourt, qui avait voulu lui porter secours, eut le même sort. Bientôt leurs têtes, mises au bout d'une pique, se balancèrent au-dessus de la foule.

On aurait cherché vainement, parmi ces émeutiers, les marchandes des Halles et les femmes affamées de la veille. Ceux qui envahissaient le château étaient de ces misérables, toujours prêts au pillage et au crime.

Le vrai peuple, un jour auparavant, n'avait craint ni les Suisses ni les régiments du roi. Les assaillants du 6 octobre profitaient, pour leur sournoise attaque, d'un moment où la garde des postes se trouvait réduite.

Des hurlements de joie abjects saluèrent la mort des gardes du corps. L'escalier, les couloirs du château se remplirent de huées sauvages.

« On lui fera fricasser le foie, à l'Autrichienne ! » criait-on.

Les portes étaient défoncées à coups de hache. Les serviteurs du palais, réfugiés dans l'antichambre du roi, espéraient que les assassins n'oseraient pas les y poursuivre. La reine et ses enfants : Madame Royale, qui avait onze ans, et le petit dauphin, éveillés en sursaut, n'avaient pas pris le temps de se vêtir. Un simple manteau sur leurs épaules, ils avaient couru chez le roi.

Madame Elisabeth, sœur de Louis XVI, était là aussi, et toute cette famille royale, si puissante, si respectée quelques mois auparavant, sentait, autour d'elle, flotter dans les cris des assassins l'annonce de son destin tragique.

Le roi était pâle mais impassible. En dépit de son caractère faible et irrésolu, il montra dès ce jour le calme courage dont il ne se départit jamais, même sur l'échafaud. Pourtant, quand les clameurs se faisaient plus proches et plus féroces, ses regards se portaient avec angoisse sur la reine et sur ses enfants.

Il eut un soupir de délivrance quand les portes s'ouvrirent devant La Fayette. Les cris du dehors s'étaient apaisés comme par enchantement.

Le général était pâle et plus agité que le roi.

« Eh bien ! fit celui-ci, que se passe-t-il donc ? À qui en a le peuple ?

— Sire, dit La Fayette avec embarras... Il réclame la présence de son roi. Il est si attaché à Votre Majesté que son éloignement à Versailles lui paraît insupportable. Voici des commissaires désignés par la

Commune qui viennent vous présenter la supplique des Parisiens. Votre bon peuple vous appelle, Sire. »

Louis XVI sourit avec amertume.

« Quelle façon de supplier ! s'écria la reine d'un ton hautain. Faut-il donc obéir à cette canaille, et nous courber, quand nous devrions punir ? »

— Écoutez ! dit simplement La Fayette, sans s'émouvoir des regards de colère et de mépris que lui jetait Marie-Antoinette. Écoutez ces cris, et vous jugerez si le peuple doit être entendu. »

Les hurlements, interrompus par l'arrivée de La Fayette, recommençaient, plus menaçants et plus hideux encore.

« Au réverbère, l'Autrichienne ! criait-on. À mort ! On fera danser sa tête au bout d'une pique en même temps que celle de ses valets ! »

Ces clameurs venaient de la populace de l'escalier et des couloirs que les gardes-françaises, amenés par La Fayette, contenaient à grand'peine. Mais de la cour du château montait, irrésistible, le cri du vrai peuple de Paris, du peuple que les privations seules avaient fait agir, et qui attendait la présence de Louis XVI comme la fin de toutes ses misères.

« Le roi à Paris ! Nous voulons le roi ! »

Sur un signe de Louis, La Fayette ouvrit une des fenêtres, et le roi s'avança sur le balcon.

À sa vue les bravos éclatèrent de toutes parts. De la main, il indiqua qu'il allait parler, et sur toute cette foule plana un silence angoissant.

« Mes enfants, dit-il, vous voulez que j'aille à Paris ? J'irai donc, et j'y emmènerai ma femme et mes enfants.

— Oui, oui, cria-t-on dans la foule. Tous à Paris. Vive le roi ! »

Cette acclamation roula comme un tonnerre au-dessus des têtes. L'enthousiasme était général. Beaucoup pleuraient ; les femmes envoyaient des baisers. Le roi, ému, répondait de la main.

« Nous voulons la reine ! » fit tout à coup une voix.

Et à ce nom haï du peuple, puisqu'il représentait la menace étrangère et les lourds impôts, des menaces et des huées accompagnèrent les vivats. On criait toujours ; « Vive le roi ! » mais aussi ; « À bas la reine ! »

« Allons, Madame, fit La Fayette en offrant le bras à Marie-Antoinette, le peuple vous réclame. »

La reine était brave, et tandis que le roi hésitait à l'appeler à ses côtés dans la crainte d'un coup de feu, elle s'avança sur le balcon, calme en apparence et redressant sa tête orgueilleuse. Elle avait saisi dans ses bras le dauphin ; et l'enfant ouvrait de grands yeux pour regarder cette foule qui criait si fort.

Aussitôt des applaudissements se firent entendre çà et là : on appréciait ce courage, et la vue du bel enfant aux boucles blondes

attendrissait les cœurs. On détestait toujours la reine, mais il y avait là une mère, et ceux mêmes qui la maudissaient le plus fort se sentirent presque désarmés. Il y eut encore des huées, on tendit le poing, on hurla des reproches, mais les fusils ne s'élevèrent pas.

Cependant, La Fayette sentait bien qu'aussi longtemps que retentiraient menaces et cris de colère, la vie de la reine était à la merci d'un forcené. Il se savait chéri du peuple, il savait que son nom était partout symbole de liberté. Il voulut faire un geste de respect envers la reine et entraîner ainsi le bon vouloir de toutes ces femmes et de tous ces hommes. Il s'inclina profondément devant Marie-Antoinette et lui baisa la main.

« Vive la reine ! » cria alors Reine Audu d'une voix tonnante.

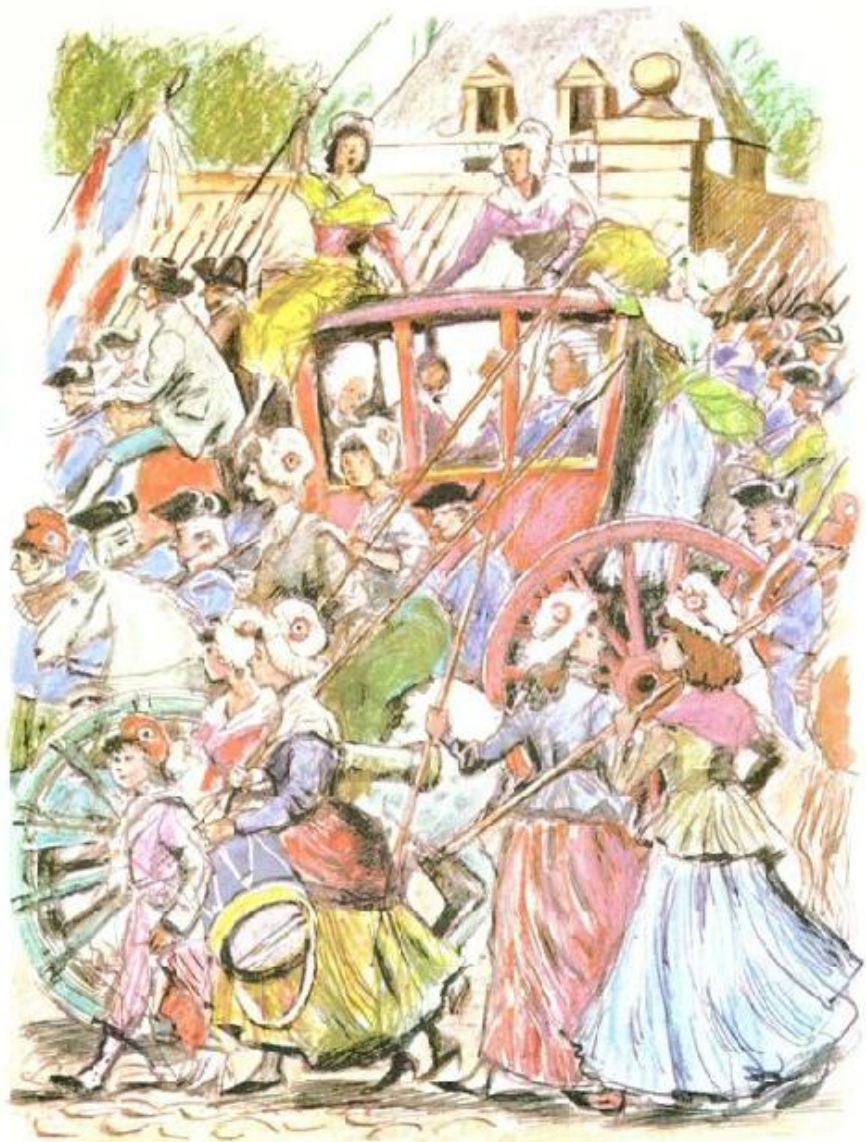
« Vive la reine ! » répétèrent tous les assistants.

La joie était générale. C'était une sorte d'ivresse. On s'embrassait, on se félicitait. Le roi venait de donner ordre à ses gardes du corps d'enlever leur cocarde blanche ou noire et de la remplacer par la cocarde nationale. Et tandis que le roi faisait ses préparatifs de départ et qu'on attelait les voitures, les gardes du corps, massés sur la place d'Armes, faisaient solennellement abandon de leurs cocardes.

La foule les acclamait, les embrassait avec délire. On couvrait de rubans les voitures de la Cour, les canons, les fusils. Chacun avait sa cocarde.



Le roi monta en carrosse avec la reine, Madame Royale, le dauphin, Madame Elisabeth et Madame de Tourzel, gouvernante des Enfants de France. Les ministres du roi, plusieurs de ses courtisans et familiers, son frère le comte de Provence, ses tantes, des serviteurs de la Maison royale prirent aussi place dans les carrosses, de même qu'une centaine de députés. L'Assemblée nationale, comme le roi, allait siéger désormais à Paris.



Puis tout le cortège s'ébranle.

Puis tout le cortège s'ébranla.

Il était précédé de femmes et d'hommes du peuple chantant et dansant de joie, qui portaient des rameaux, des branches couvertes de feuilles : on aurait dit une forêt en marche. Puis venaient cent gardes nationaux à cheval, des grenadiers et des fusiliers. Sur les canons de chaque compagnie, des femmes étaient assises et ornaient les roues de rubans et de branchages. Les gardes du corps, le régiment de Flandre, les Cent-Suisses, sur deux lignes, marchaient mêlés aux gardes nationaux devant les voitures de la Cour et de l'Assemblée ; le carrosse du roi venait ensuite avec La Fayette à cheval et escorté de grenadiers. Puis tout le reste du peuple, tirant, poussant une foule de voitures pleines d'approvisionnement.

La pluie tombait sans répit, mais l'enthousiasme éclatait malgré tout et le cortège se grossissait de troupes venues au-devant de lui.

« Nous ramenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron ! » criait Reine Audu en riant.

Et le mot courait par tout le peuple et augmentait sa joie.

« Versailles à louer ! » disait un plaisant.

Le cortège arriva à huit heures à l'Hôtel de Ville. À la barrière de Passy, le maire, suivant l'antique usage, était venu présenter au roi les clefs de Paris. Il y avait de la tristesse et un peu d'ironie dans ce geste de respect suranné, qui s'adressait à un roi captif de son peuple.

À l'Hôtel de Ville, un membre de la Commune, Moreau de Saint-Méry, lut au roi un discours de bienvenue. Louis XVI répondit quelques mots.

Le roi avait parlé à voix basse. Le maire répéta d'un ton plus haut :

« Messieurs, Sa Majesté nous dit qu'Elle entre dans sa ville de Paris avec plaisir...

— Et confiance, ajouta vivement la reine. Le roi a dit aussi « confiance », ne l'oubliez pas !

— Nous sommes bien heureux, Madame, dit Bailly en saluant, de vous l'entendre répéter vous-même... »

Les portes des Tuileries se refermèrent sur les hôtes royaux à 9 heures et demie. Un souper fut servi aussitôt et le roi lui fit honneur, avec son appétit proverbial ! La reine, elle, ne mangea guère et gagna bientôt ses appartements.

Elle dut écouter longtemps à sa fenêtre le lent murmure du fleuve, craignant sans doute d'entendre, au-dessus de cette plainte, les atroces voix de la veille, les cris de menace et de mort. Chaque feuille tombant des arbres du jardin devait la faire tressaillir comme le pas furtif d'un assassin. Elle dut pleurer, cette reine condamnée par le destin.

Tandis que le peuple chantait...



La fuite du roi : Varennes



Le 21 juin 1791, à sept heures, selon son habitude, le sieur Lemoine, valet de Sa Majesté, s'inclinait respectueusement devant le lit du roi Louis XVI. C'était l'heure du « lever ». Il souleva les rideaux et resta frappé de stupeur : le lit était vide !

Or Lemoine, la veille au soir, avait procédé lui-même au coucher du roi. Il avait lui-même tiré les rideaux et s'était étendu sur son lit placé dans la chambre même de Sa Majesté, qu'il n'avait pas quittée un instant.

Dans la chambre voisine, personne. Les appartements du dauphin, ceux de la reine étaient pareillement déserts. La famille royale était tout entière escamotée, comme par quelque prestidigitateur géant.

Le bon Lemoine n'en croyait pas ses yeux. Et pourtant c'était vrai. Malgré ses gardiens innombrables, malgré la foule allant et venant sans cesse aux alentours du palais, malgré serviteurs et soldats, le roi, la reine, Madame Elisabeth, le dauphin et Madame Royale étaient parvenus à fuir les Tuileries, dans la nuit, et ils roulaient vers la frontière à l'heure où on les croyait paisiblement endormis.

Comment cette fuite insensée avait-elle été conçue, menée à bien ? C'était là le secret du beau comte de Fersen.

Axel de Fersen, diplomate suédois, avait été présenté, au bal de l'Opéra, à la jolie dauphine Marie-Antoinette. Il lui avait voué un amour fervent qui ne finit qu'avec sa vie. Il était resté un des familiers de la Cour des Tuileries, fidèle ami de la monarchie sur son déclin. Il résolut d'arracher à la colère du peuple français la reine qu'il adorait.

Il avait fait construire la lourde berline qui devait contenir la famille royale au grand complet pour cet aventureux voyage. Il avait réuni les provisions de bouche : quelques bouteilles de vin et d'eau, du bœuf à la mode, du veau froid. Ce fut lui qui, déguisé en cocher, conduisit lui-même l'humble voiture de louage dans la cour des Tuileries d'où, vers

minuit, les Enfants de France devaient partir pour leur destin.

Or, le roi de France entretenait avec son beau frère, l'empereur d'Autriche, une correspondance secrète. Le roi de France était prêt à quitter son pays, à demander l'aide des armées étrangères pour mater ses sujets indociles. Il était à cent lieues de croire que c'était là une trahison...



La journée du 20 s'était passée ainsi qu'à l'ordinaire. La gouvernante avait mené les enfants royaux jouer au jardin Boutin. Puis, on les avait couchés de bonne heure.

Vers dix heures, la reine en personne vint les réveiller. Marie-Thérèse, qui avait douze ans, se leva et s'habilla silencieusement. Au petit Louis, qui avait six ans, Marie-Antoinette raconta tout bas qu'on allait partir pour une belle place de guerre où il y avait beaucoup de soldats. L'enfant sauta à bas de son lit, il battit des mains, il demandait son sabre et ses bottes.

En quelques mots, la reine mit la gouvernante, Madame de Tourzel, au courant de ses projets. Elle devait être du voyage ainsi que Madame Brunier, la femme de chambre de Madame Royale. En fait d'uniforme, on travestit le petit dauphin à l'aide d'une robe de Fille. Il s'était rendormi de si bon cœur qu'il ne s'en aperçut guère.

La reine, avec une clef qu'elle possédait seule, fit pénétrer les enfants, Madame de Tourzel et Madame Brunier, dans des appartements inoccupés qu'elle leur fit traverser à tâtons, en pleine obscurité. Un escalier dérobé les mena au rez-de-chaussée, dans une vaste pièce dont la porte vitrée s'ouvrait sur la cour du Carrousel. C'est là qu'au bout de quelques instants le comte de Fersen, sous son déguisement de cocher, vint chercher les enfants et les conduisit au vieux fiacre qui les attendait à quelque distance.

La cour était noire de monde. La reine et ses enfants coudoyèrent gardes nationaux et familiers du château : personne ne les remarqua. Tranquillisée sur le sort du dauphin et de Madame Royale, Marie-Antoinette remonta dans le salon où l'attendaient le roi. Madame Elisabeth, le comte de Provence et sa femme. La soirée s'écoula, morne, ainsi qu'à l'ordinaire : les nombreux gardes qui allaient et venaient dans les couloirs n'en pouvaient douter. Cependant, à voix basse, le roi et son frère – Monsieur s'apprêtait à émigrer cette même nuit – se faisaient part de leurs projets de fuite, et supputaient leurs chances de réussite.

Enfin, chacun s'alla coucher.

La reine renvoya toutes ses femmes, sauf la plus sûre. Son évasion devait être très facile car ses appartements se trouvaient au rez-de-chaussée.

Le coucher du roi eut lieu avec tout le cérémonial d'usage. La Fayette y assista. Son carrosse, en partant, devait frôler au passage Marie-Antoinette, gagnant à pied le fiacre de Fersen.

Le roi s'était couché : mais aussitôt les rideaux tirés, et tandis que Lemoine passait dans son cabinet pour procéder à sa propre toilette, il s'était glissé hors du lit et, sans bruit, il était descendu aux appartements de la reine.

Là, il s'affubla d'un vieil habit brun, d'une redingote vert bouteille et d'un chapeau rond. Il ne doutait pas de s'être ainsi rendu méconnaissable !

Puis, il rejoignit le fiacre où Madame Elisabeth l'avait précédé. La reine arriva la dernière.

On partit.

Pendant deux longues heures, dans la nuit noire, la vieille guimbarde chemina à travers un Paris désert. Il était bien tard quand enfin l'on découvrit, à la barrière Saint-Martin, la berline équipée pour le grand voyage.

On se sépara de Fersen.

Les deux femmes de chambre – Mesdames Neuville et Brunier – et les hommes de confiance – trois anciens gardes du corps, qui devaient servir de cocher et de postillon : de Valory, de Malden et Moustier – étaient exacts au rendez-vous.



Il ne restait qu'à distribuer les rôles, et à se mettre en route.

Fersen avait obtenu des passeports au nom de Madame Korff : Madame de Tourzel devait jouer ce personnage. Le roi était son intendant, la reine sa gouvernante ; les enfants, deux petites filles, Aglaé et Amélie ; Madame Elisabeth, la dame de compagnie.

Les fugitifs s'amuserent d'abord beaucoup de cette comédie. Mais à l'heure du danger, au moment de la découverte, aucun d'eux ne songea à s'en servir.

La première journée fut joyeuse et, gaiement, ils s'attaquèrent aux vivres. Ils se réjouissaient de la déconvenue des Parisiens, qui à cette heure avaient trouvé vides les appartements royaux. Et La Fayette, qu'en devait-il penser ?

Le succès de la fuite était assuré : le roi n'en doutait pas. Pourquoi donc prendre tout un luxe de précautions, bien superflues ? La côte

était-elle un peu longue ? Madame de Tourzel la montait à pied, avec les enfants. Rencontrait-on quelque paysan ? Le roi, bonhomme, s'entretenait avec lui de l'état des moissons.

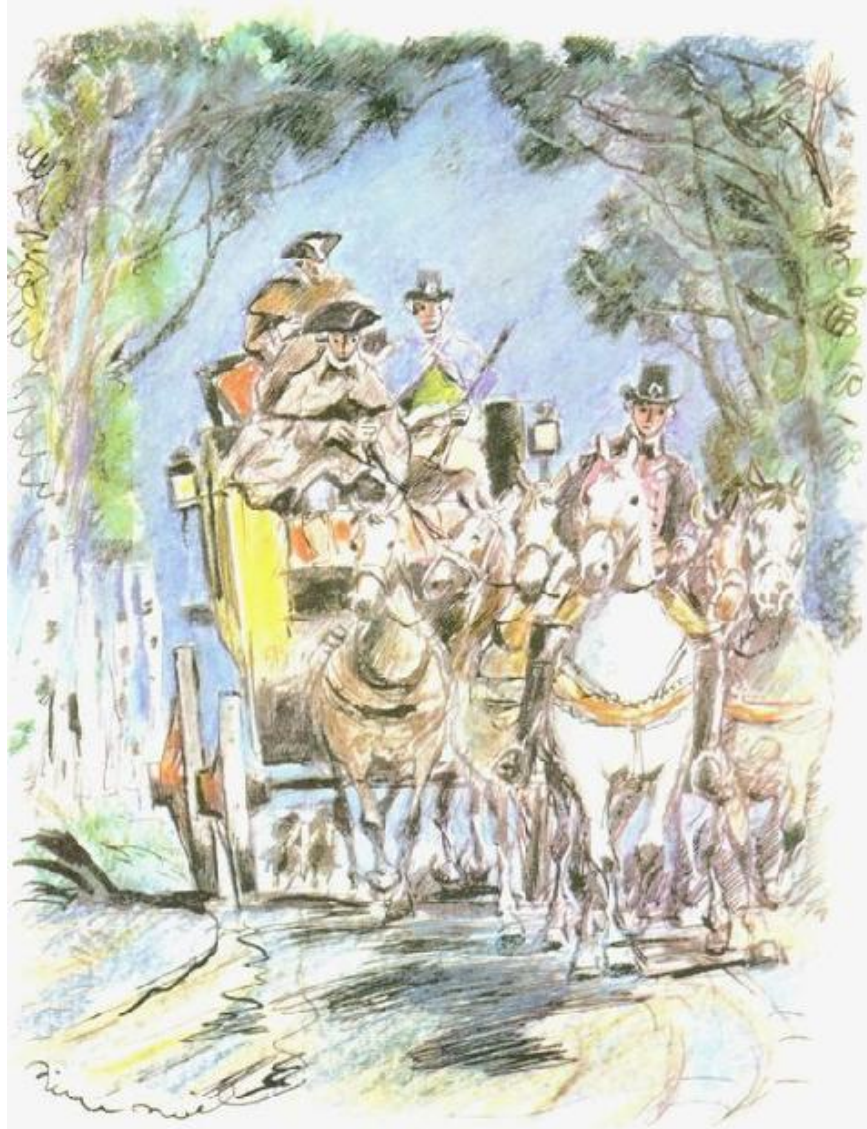
Au reste, le parcours semblait sûr ; on traversait bien une grande ville, Châlons-sur-Marne, mais il n'y avait ensuite plus rien à craindre. Tous les relais suivants étaient gardés par les troupes. Puis, on arrivait si près de la frontière !

Eh bien ! dès le relais de Chaintrix, cinq lieues avant Châlons, les fugitifs avaient été reconnus.

« Quoi de tragique là-dedans ? » pensèrent-ils. Chacun se confondait en protestations de respect.

À Lagny, le beau-fils du maître de poste insista pour conduire lui-même les voyageurs. Il était plein de zèle et de dévouement, mais peut-être garda-t-il mal le secret, car il y eut encore, à Châlons, bien des hommages insolites et dangereux...

La grande ville dépassée, les voyageurs se félicitaient de l'heureuse issue de leur équipée. Certes, on touchait au but !



N'importe! Il fallait aller de l'avant.

Un inconnu, à ce moment, s'approcha de la voiture.

« Vos mesures sont mal prises, vous serez arrêtés », dit-il. Il disparut, et l'on ne sut jamais quel était cet homme.

Au prochain relais – Pont-de-Somme-Vesles – un régiment de hussards devait attendre le roi. On arriva : la route était déserte !

Cette fois, on pressentit la catastrophe...

N'importe, il fallait aller de l'avant.

Or, les hussards étaient venus, fidèles au rendez-vous. Mais comme ils se mettaient en devoir de garder militairement le relais, une telle émotion s'était emparée des paysans qu'ils avaient cru prudent de se replier sur la ville prochaine : Sainte-Menehould.

Du coup, la petite bourgade de Sainte-Menehould avait été révolutionnée. Un corps de dragons occupait la ville, les hussards passaient et repassaient. Que signifiaient tous ces mouvements de troupes ?

Au milieu de cette effervescence, la lourde berline royale traversa la ville au grand trot, tous stores levés. On dévisagea au passage ces voyageurs de marque – des émigrés, sans doute, qui sortaient du royaume ? Le maître de poste Drouet jeta un coup d'œil comme les autres.

La voiture passa.

Elle était encore en vue quand la nouvelle se répandit comme une traînée de poudre.

Les mystérieux voyageurs... n'étaient autres que la famille royale !

On interrogea Drouet, fiévreusement. Il avait remarqué, précisément, dans la berline, un gros homme au visage bourgeonné, au nez aquilin. Il était possible que ce fût là le roi.

On annonça le retour des hussards dans la région : plus de doute, c'était une preuve de la présence royale !

Dès lors ce fut l'affolement général. On sonna le tocsin, on désarma les cavaliers et on jeta le capitaine en prison. Aux portes de la ville des barricades s'élevèrent. La population passa la nuit à vociférer, en compagnie des dragons qu'elle avait enivrés.

Cependant Drouet décidait de se lancer à la poursuite de la voiture : entreprise téméraire, dans un pays peut-être infesté de troupes. Il sella deux chevaux : un pour lui, un pour son ami Guillaume, un ancien soldat. Et, bravement, ils partirent tous deux au triple galop.

La berline poursuivait son chemin, cahin-caha, sans se presser, puisque la frontière était proche. Elle traversa le bourg de Clermont-en-Argonne, y relaya et bifurqua vers Varennes, où un corps de troupe devait l'attendre.

À quoi tiennent les choses ? Si l'un des gardes du corps, Moustier, n'avait pas commandé à si haute voix aux nouveaux postillons : « Route de Varennes ! » nul n'aurait pu renseigner Drouet et

Guillaume sur le chemin suivi par les fugitifs. Les poursuivants continuaient tout droit sur la route de Metz. Et le roi était sauvé.

La berline s'arrêta à l'entrée de Varennes. La nuit était venue, il était dix heures trois quarts. Pas trace de relais, Moustier frappa à une porte : un homme apparut. Il semblait dangereusement au courant de l'identité des voyageurs. Quant aux postillons, il fallut parlementer avec eux pour les décider à mener la voiture jusqu'au centre de la ville, où l'on ne pouvait manquer de trouver le relais. La marche fut reprise, enfin, vers l'auberge du « Grand-Monarque ».

Chevaux et troupes d'escorte s'y trouvaient en effet. Mais il était dit que le roi Louis XVI n'y relayerait point...



Varennes, en cette fin de juin 1791, était une paisible bourgade qui sommeillait sur les deux rives d'une petite rivière : l'Aire.

L'hôtel du « Grand-Monarque » se trouvait dans la ville basse, au-delà de l'unique pont qui traversât la rivière. La ville haute, ou pénétrait alors le roi, descendait en pente assez rapide jusqu'à ce pont. Une faible lumière brillait encore à mi-côte : c'était l'auberge du « Bras-d'Or ».

À l'heure même où la berline s'ébranlait pour descendre en ville, deux cavaliers pénétraient dans Varennes par un chemin détourné : c'étaient Guillaume et Drouet.

Guillaume explora la ville basse. Il acquit vite la certitude que la berline ne les y avait pas devancés ; Drouet, dans la ville haute, perçut bientôt les échos de la discussion entre Moustier et les postillons. Sans perdre une minute, il vint alerter les derniers buveurs attardés à l'auberge du « Bras-d'Or ».

« Debout, les amis ! leur cria-t-il. Une berline va passer : elle contient à ce qu'on pense le roi et sa famille ! Quel malheur s'ils nous échappaient, s'ils gagnaient la frontière ! Citoyens de Varennes, croyez-moi : arrêtons la voiture et prévenons les autorités. »

Ce fut un grand émoi. On courut réveiller le père Sauce, procureur de la Commune, qui tenait échoppe en face du « Bras-d'Or ». Tandis que ses enfants se répandaient dans la ville pour y donner l'alarme, Sauce avertit le maire. Des patriotes, armés de fusils, se postèrent sur le chemin de la berline.

« Voyons toujours les passeports de ces voyageurs, disaient-ils. Avant tout, il faut gagner du temps. »

Cahotée, bruyante, la lourde voiture cheminait le long de la grand'rue. Un cri soudain retentit, lugubre, dans la nuit noire :

« Halte ! ou nous faisons feu ! »

Et la berline stoppa.

Autour d'elle se tenaient les patriotes en armes, et le père Sauce, une lanterne à la main.

« Vos passeports ! »

Madame de Tourzel tendit le passeport. On alla, pour le déchiffrer, dans la salle du « Bras-d'Or ». Il était parfaitement en règle. Le brave Sauce, qui n'y voyait pas de malice, aurait volontiers laissé repartir les voyageurs.

Mais Drouet ne l'entendait pas de cette oreille.

« Cette voiture, qui contient le roi, la reine et le dauphin, peut-être, nous la laisserions filer en terre étrangère ? Jamais !

— Et si pourtant c'était une erreur ?

— S'il y a erreur, ils n'en mourront pas, ces aristocrates, pour une nuit de retard ! »

Armé de sa lanterne, Sauce alla signifier cette décision aux voyageurs.

« Madame Korff », sa « dame de compagnie » et son « intendant » tempêtaient, mais en vain.

« Postillons, en route ! s'écria le roi dans un accès d'autorité.

— Plus un pas ou nous faisons feu ! » dit la foule qui s'amassait avec rapidité.

Il fallut céder. Le roi et ses compagnons descendirent de voiture et acceptèrent l'hospitalité que leur offrait le père Sauce. Les femmes se laissèrent tomber, accablées, sur des chaises, dans la sordide arrière-boutique qu'éclairaient à peine des chandelles fumeuses. On coucha les enfants sur un lit.

Au dehors le tocsin sonnait ; la ville s'éveillait. On s'armait de fusils de chasse, de faux, de vieux sabres. Tout Varennes monta la garde cette nuit-là, devant la boutique du père Sauce.

À quatre heures du matin, un bruit circula qui redoubla l'émotion des patriotes :

« Voilà les hussards ! »

C'était Choiseul, en effet, qui entraînait dans Varennes avec ses cavaliers.

Encore des troupes destinées à protéger la famille royale... et qui ne servirent qu'à attirer sur elle davantage encore l'attention des gens. Comment ces fuyards si entourés auraient-ils pu passer inaperçus ?

Les patriotes entreprirent d'abord de gagner à leur cause toute cette troupe. Ils leur firent de grandes harangues : peine perdue, ces hussards étaient des Allemands et ne comprenaient pas un mot de français.

Mais l'important était de s'assurer qu'on était bien en présence de la famille royale. On découvrit dans la ville un homme qui avait habité

Versailles. On l'amena chez Sauce, où le roi niait toujours aussi énergiquement. Dès la porte d'entrée, cet homme plia les genoux. « Bonjour, Sire », dit-il simplement.

Et le roi, ouvrant les bras, avoua soudain :

« C'est vrai, je suis votre roi. »

Il embrassa Sauce, le Versaillais qui l'avait reconnu, les membres de la Commune, les assistants. Tout le monde était très ému. La reine seule demeurait hautaine, ces familiarités ne lui plaisaient guère.

Mais Louis XVI, soulagé de n'avoir plus à feindre, retrouvait toute sa bonhomie coutumière. Il expliqua à ceux qui l'entouraient, qu'à Paris, ses enfants risquaient la mort à chaque instant, et qu'il venait chercher un refuge parmi ses fidèles sujets de province.

Charmés, convaincus, les assistants, d'un commun accord, proclamèrent qu'il ne fallait pas trahir la confiance du roi, et, loin de l'arrêter, qu'il convenait de faciliter son voyage vers Montmédy, dès la pointe du jour.

Et le roi, tout à fait rassuré, décida d'attendre tranquillement le matin pour se mettre en route. Choiseul voulait charger, à la tête de ses hussards, et frayer de force un chemin pour la berline. Le roi refusa. À quoi bon user de violence quand tout était si bien arrangé ?

Cependant les notables réfléchissaient, de leur côté, au danger de laisser faire le roi. On convint bientôt d'attendre les ordres de Paris.



La surprenante nouvelle de la présence du roi s'était répandue aux environs comme une traînée de poudre. Avant l'aube, toute la ville était envahie par les villageois d'alentour, venus là comme pour une fête. Chacun voulait voir le roi à Varennes. On riait, on chantait, les ménagères cuisaient force victuailles pour nourrir toute cette population imprévue.

Soudain, dans cette foule surexcitée, un bruit se propagea : un corps d'armée marchait sur Varennes ! À sa tête était Bouillé, le « massacreur de Paris ». Il venait enlever le roi, nul n'en doutait, pour le conduire au delà de la frontière rejoindre les traîtres émigrés, ennemis de la nation.

La joie fit place à la plus vive consternation. Les membres de la Commune discutaient fiévreusement : laisser fuir le roi, n'était-ce pas une trahison ? Le conserver de force, c'était exposer la ville à un carnage peut-être, à la ruine.

À six heures, devant la porte de Varennes qu'on avait barricadée avec des poutres pour arrêter les troupes de Bouillé, lancé à toute

allure, survint un cabriolet.

« Place aux envoyés de l'Assemblée ! »

Ah ! les mots magiques ! Quel accueil leur fit-on à ces deux émissaires de Paris qui arrivaient tout poudreux, tout fourbus d'avoir été, au grand galop de leurs chevaux, de Paris à Varennes en moins de vingt heures !

Sur toutes les routes de France des cavaliers, ventre à terre, allaient ainsi à la recherche du roi.

L'Assemblée les avait envoyés, porteurs d'un décret qui sommait le roi et sa famille – où qu'ils fussent – de retourner aussitôt à Paris.

C'est ainsi qu'au dernier coup de six heures avaient paru, à la porte de la ville haute, deux messagers hors d'haleine qui déclarèrent s'appeler Romeuf et Bayon.

On vérifia leurs pouvoirs, hâtivement, et les notables les conduisirent à l'épicerie Sauce, pour y notifier au roi l'ordre de la nation.

Donner un ordre au roi ! La chose paraissait facile, de loin. Mais au dernier moment, c'était à qui ne parlerait pas. Sauce, Romeuf et Bayon, les officiers municipaux s'approchèrent de Louis XVI, se regardant, balbutiant :

« Sire... l'intérêt du royaume... l'Assemblée... »

Le roi aperçut entre leurs mains le décret de l'Assemblée : il le leur arracha, le lut et le passa à la reine.

« Il n'y a plus de roi en France », dit-il.

Marie-Antoinette parcourut du regard le décret et, pâle de colère, elle le jeta à terre.

À ce geste, un murmure d'indignation parcourut la foule des notables du bourg.

Le roi regarda ces hommes, longuement. Et puis il s'approcha des envoyés de l'Assemblée, leur parla à voix basse. Les assistants s'écartèrent respectueusement.

Ce n'était pas un roi qui parlait pourtant. C'était un pauvre homme abattu, suppliant.

« Ne partons pas avant onze heures... Attendons ; laissez-nous quelque répit... »

Les troupes de Bouillé étaient proches. D'un moment à l'autre elles pouvaient survenir, chasser la populace menaçante, et c'était le salut...

Romeuf et Bayon n'osaient refuser ce répit, mais la foule s'agitait dans la rue, s'indignait. On entendait des clameurs :

« Qu'ils partent ! À Paris ! Ils attendent le massacreur ! Traînons-les par les pieds dans leur voiture ! »

La foule devenait méchante, car elle avait peur.

Les officiers municipaux conjuraient le roi : « Sire ! sauvez notre

cité ! Ne permettez pas le massacre de vos sujets ! »

Le roi geignait toujours et suppliait.

« Attendons onze heures... Laissez-nous quelques instants de grâce ! »

Impossible d'apitoyer ces hommes.

En désespoir de cause, les fugitifs usèrent de stratagèmes divers.

Le roi feignit de s'assoupir. À peine dut-il se réveiller, qu'une femme de chambre de la reine se trouva mal. Marie-Antoinette refusa d'abandonner sa suivante : c'étaient toujours quelques minutes de gagnées !

On appela un médecin, mais celui-ci déclara le mal sans gravité, et la malade, très transportable.

Cette fois il fallut partir. Les cris, les menaces s'enflaient à chaque instant.

La berline fut avancée. La famille royale, épuisée de fatigue, d'émotion et de désespoir, dut y prendre place sous l'œil vigilant du peuple, qui s'écrasait dans la rue étroite et triomphait bruyamment. Puis la lourde voiture s'ébranla avec lenteur, escortée par la foule.

À l'instant où elle franchissait les portes de la ville haute, sur les collines de Cheppy, de l'autre côté de la rivière apparaissaient les premiers dragons de Bouillé. S'ils avaient traversé l'Aire, le roi était sauvé. Mais ils ne surent pas trouver le pont qui était à une lieue de là ; ils se replièrent sur le gros de la troupe. La famille royale dut subir son destin.



L'immense cortège, sans cesse grossi de paysans, de patriotes forcenés, traversa Clermont, puis s'achemina vers Sainte-Menehould.

De la ville, que Drouet et Guillaume avaient mise au courant, la nouvelle s'était répandue aux alentours. La population avait reflué vers la bourgade, qui était dans un état de fièvre indescriptible, de plusieurs lieues à la ronde. À peine si la berline put se frayer un passage.

Le maire parvint à gagner la portière de la voiture. On s'arrêta. Le roi sortit une tête endormie, et il écouta avec résignation le maire lui débiter un petit discours où il déplorait les « conseils indignes » que Sa Majesté avait cru devoir suivre. Le roi se borna à répondre « qu'on s'était trompé sur ses intentions ».

On conduisit la famille royale à l'hôtel de ville, où un fin déjeuner avait été préparé. Il fut servi dans de la vaisselle d'argent.

Le roi, et la reine portant le dauphin, parurent au balcon où la foule

les réclamait. Il y eut un immense cri :

« Vive la Nation ! »

Pas un vivat ne fut adressé au roi.

La famille royale était exténuée ; la foule l'obligea à reprendre sa marche. À chaque heure de retard les patriotes se croyaient trahis, convaincus qu'on attendait Bouillé.

Second départ. Tout le long de la route, on acclamait les gens de Varennes. Le roi était hué. Tous ces paysans, qui marchaient depuis le matin sous l'implacable soleil de juin, qui palabraient, buvaient, criaient, devenaient féroces. À la porte de Châlons un vieux brave, chevalier de l'ordre de Saint-Louis, salua ostensiblement le roi vaincu. Il fut massacré.

Vingt ans auparavant, sous cette même porte, passait la petite archiduchesse Marie-Antoinette qui allait épouser le dauphin Louis. Elle était acclamée, adorée. Un palais l'avait reçue...

À Châlons, ô surprise ! la municipalité était royaliste, et fit aux souverains prisonniers un accueil tel qu'il les ranima un peu. Des jeunes filles apportèrent des fleurs à la reine, tandis que les notables présentaient respectueusement leurs devoirs au roi. Un souper était préparé. Il était une heure du matin, et les fugitifs trouvèrent enfin des lits.

Ni le roi, ni la reine ne dormirent cette nuit-là.

La Commune de Châlons était fidèle ? Il n'en fallut pas plus aux souverains pour concevoir un espoir insensé : une nouvelle évasion, vers Montmédy peut-être ? Ils comptaient déjà sur les gardes nationaux de Reims, dont on annonçait l'approche ; qui sait ? sur Bouillé lui-même, peut-être !

Ces « bons Rémois » en qui le roi mettait tant d'espoir, firent irruption dans Châlons vers neuf heures du matin. C'était un ramassis de vauriens qui ayant marché toute la nuit, étaient ivres de fatigue et de vin. La menace à la bouche, ils exigèrent le départ immédiat pour Paris.

Le roi dut obéir. Une fois de plus, la berline fut attelée. La famille royale, en silence, y prit place.

Ce fut peut-être l'étape la plus dure après le fol espoir de Châlons.

Il y eut un arrêt à Epernay où, dit-on, le roi prit une légère collation parmi les bourgeois de l'endroit.

L'un d'eux dit à Louis XVI, qui, exténué, essuyait son front en sueur :
« Voilà ce qu'on gagne à voyager...

— Je ne pouvais rester à Paris, ma famille étant en danger, aurait dit le roi.

— Oh ! que si, Monsieur, vous le pouviez, lui répondit-on. »

Une femme hurla, s'adressant à la reine :

« Allez, ma petite, on vous en fera voir bien d'autres ! »

Cahin-caha, le cortège reparti. Les gens d'Épernay, qui suivirent quelque temps la berline, étaient convaincus, voyant la fureur des forcenés « gardiens » de la famille royale, que celle-ci « n'arriverait pas jusqu'à Paris ».



Paris était sans roi !

Le premier moment de stupeur passé, on s'était étonné de respirer librement, de se sentir à l'aise ainsi que de coutume. On pouvait donc vivre ? Cette catastrophe sans précédent : la disparition du roi, ce n'était donc pas tragique, la terre pouvait encore tourner et la France exister.

Comme on ignorait tout, on ne tarda pas à inventer les histoires les plus folles. Chacun savait, à n'en point douter, qu'un souterrain permettait de s'évader des Tuileries et de gagner la Seine. La famille royale avait ainsi atteint la forêt de Compiègne où le comte de Fersen, à la tête de ses Suédois, lui faisait escorte jusqu'à la frontière du Nord.

Tout le monde était au moins d'accord sur ce point, que le roi s'enfuyait vers le Nord. On annonçait son arrestation, et puis on la démentait. On affirmait alors avec la même force qu'il avait passé la frontière et que, d'une quelconque capitale étrangère, il s'apprêtait à dicter ses conditions à son peuple rebelle.

L'Assemblée avait décidé de siéger en permanence, et avec la plus parfaite sérénité – apparente – elle continuait la discussion du Code pénal.

De Beauharnais présidait la séance quand Laporte, intendant de la liste civile, se présenta, porteur d'un message laissé par le roi, et tout entier écrit de sa main. On allait connaître les revendications du monarque, la cause de son départ, peut-être le lieu de sa retraite. La volonté du roi, la dignité de la Nation allaient-elles s'affronter ?

Telle était l'angoisse générale que nul n'osait réclamer la lecture de ce message. Enfin, Ch. de Lameth s'y décida, applaudi de tous.

Au milieu d'un silence religieux, un secrétaire, debout, en fit lecture :

« Déclaration du Roi, adressée à tous les Français, à sa sortie de Paris... »

Louis XVI ne savait pas parler un langage de roi. Les députés, inquiets, attendaient la sentence vengeresse du monarque dépossédé de sa toute-puissance. Ils furent vite rassurés. C'était piteux : de longues phrases geignardes et maladroitement des récriminations. Il n'y avait rien là, vraiment, qui pût galvaniser des partisans et soulever

l'enthousiasme des foules.

Ce fut un soulagement général : que craindre d'un tel roi ? On ne savait où il était, mais on passa à l'ordre du jour. Et l'Assemblée, gravement, reprit la discussion du Code.

Aucune nouvelle n'arrivait des nombreux courriers expédiés sur toutes les routes. Les heures se tramaient.

À dix heures du soir, une rumeur monta :

« Le roi est pris ! »

Deux courriers couverts de poussière firent irruption dans l'Assemblée. Ils apportaient au président les messages des municipalités de Varennes et de Clermont. Ils disaient la présence de la famille royale, demandaient des ordres sur la conduite à tenir envers elle, et aussi du secours contre la menace des troupes de Bouillé.

L'émotion fut grande : le roi n'avait pas quitté le sol français !

On nomma sur-le-champ trois membres de l'Assemblée, avec mission d'aller chercher Louis XVI, de le ramener et de le protéger au besoin. MM. de Latour-Maubourg, Barnave et Pétion quittèrent Paris aussitôt.

Acclamés sur tout le parcours, les trois commissaires rencontrèrent le cortège royal au hameau de La Cave, près d'Epernay.

Un énorme nuage de poussière s'élevait de cette foule en marche.

Les députés s'ouvrirent un passage à travers la cohue hurlante et parvinrent jusqu'à la berline.

« Messieurs, ah ! Messieurs !... »

La reine se penchait, les yeux pleins de larmes, tendant la main à Latour-Maubourg et à Barnave.

« Je n'ai pas eu l'intention de sortir de France », dit Louis XVI à Pétion.

« Ah ! ah ! » dit simplement celui-ci.

Sortant de sa poche le décret de l'Assemblée qui donnait aux trois commissaires l'ordre de ramener et de protéger le roi et les siens, il en fit deux lectures à haute voix. Cela fait, il monta avec Barnave dans la berline. Il était sur le devant, entre Madame Elisabeth et Madame de Tourzel, contre laquelle était appuyée Madame Royale. Barnave se plaça entre le roi et la reine, qui avait pris le dauphin sur ses genoux. Latour-Maubourg monta dans le cabriolet des femmes de chambre. Et le cortège reprit sa marche, sous le soleil brûlant.

Tout d'abord, l'attitude hautaine de la reine glaça les députés qui se tinrent sur la réserve. Enfin la bonhomie du roi et la gentille vivacité du dauphin apportèrent une sorte de cordialité dans les propos.

Le jeune prince échappa bientôt à sa mère et vint s'asseoir sur les genoux de Barnave, le regardant et lui parlant d'un air mi-apeuré, mi-confiant qui toucha profondément le député.

« Oh ! dit-il en jouant avec les boutons de son habit qui, selon une mode répandue, portaient une devise gravée dans le métal : *Vivre libre ou mourir*, c'est écrit sur tous les boutons, vois-tu, maman ? »

La reine ne répondit rien, mais embrassa son fils. Dormans, tout illuminé, reçut le cortège aux cris de « Vive la Nation ! », « Vive l'Assemblée ! » Pas un « Vive le roi ». Le souper fut bon. Louis XVI pria les commissaires de partager sa table ; ils refusèrent.

Pendant la nuit, le gendre du maire de Dormans vint proposer au roi de prendre la fuite par les jardins ; de regagner en remontant la Marne en bateau, une ferme amie d'où une charrette pourrait emporter les fugitifs vers l'armée de Bouillé.

Louis XVI, cette fois, refusa catégoriquement, sans écouter l'avis de la reine. Il déclara que c'était bien malgré lui qu'il avait quitté sa « bonne ville de Paris ». Là-dessus, s'étendant tout habillé sur un fauteuil, il s'endormit jusqu'au jour.

Le lendemain, après un relais à Château-Thierry, les commissaires réussirent à débarrasser la famille royale de la plus grande partie de son encombrante et menaçante escorte. La garde nationale de Soissons, à cheval, encadra la voiture qui put rouler à plus vive allure.

À la Ferté-sous-Jouarre, nouvel arrêt pour déjeuner. Le maire était royaliste, et se confondit en protestations de respect et de soumission. – Hélas ! Au dehors, la foule s'était amassée et menaces, hurlements, injures accueillirent cette fois encore les souverains.

À Meaux, l'on coucha dans la maison épiscopale.

Ces arrêts et ceux des relais coupaient la monotonie exténuante de cette marche. La chaleur était suffocante. La poussière soulevée par les sabots des chevaux, par le piétinement innombrable de la foule, entraînait par les vitres baissées.

Cependant, le roi était impassible. Il paraissait maintenant subir toutes ces épreuves avec une sorte d'insensibilité. Madame Elisabeth conservait une attitude pleine de douceur et de calme. La reine, seule, semblait écrasée d'humiliation.

À trois heures de l'après-midi, on franchit la barrière : Paris ! La foule était compacte et gardait un silence plus impressionnant que les cris. L'Assemblée avait donné ce mot d'ordre :

« Pas un mot, et les têtes couvertes ! »

Il fut religieusement exécuté.

Au milieu de cette foule muette, la berline descendit les Champs-Élysées. Une haie de gardes nationaux, l'arme baissée comme aux enterrements, l'entouraient.

À l'Assemblée, tenue constamment au courant de l'approche du roi, l'émotion était à son comble. Chacun, au fond de soi, aurait voulu courir assister à cette rentrée sans exemple, mais le président Beauharnais avait demandé le calme, et, avec une admirable maîtrise

d'eux-mêmes, les membres de l'Assemblée, donnant l'exemple au peuple, discutaient des lois sur les places de guerre.

À sept heures du soir, la grille des Tuileries se refermait sur les souverains prisonniers.

Pas un cri n'avait salué le roi à sa descente de voiture ; quelques murmures, vite réprimés, avaient accueilli la reine, tandis que la vue du dauphin se serrant contre sa sœur avait soulevé des applaudissements.

« Voilà l'espérance, le soutien des Français ! » criait-on.

On eut toutes les peines du monde, malgré la présence de six commissaires que l'Assemblée avait envoyés pour protéger la famille royale, à arracher les gardes du corps à la fureur de la foule.



Ce tragique voyage de Varennes avait duré quatre jours. Mais il avait prouvé aux Français qu'ils pouvaient vivre sans leur roi. Et ces heures cruelles, qui blanchirent soudain les cheveux de Marie-Antoinette, décidèrent du destin sanglant de la famille royale.



Le 10 août 92



EST pour ce soir !

Les Parisiens, les uns aux autres, se répétaient cette nouvelle, en ce jour du 9 août où pesait sur Paris une chaleur étouffante.

« Pour ce soir ? disaient quelques bourgeois paisibles et effrayés. Vaut-il faire un orage ?

— Un orage, vous l'avez dit, un orage du peuple ! Après une telle tempête, vous verrez, rien ne reste debout. Que le gros « Veto » y perde sa couronne ! Quant à la Louve et à ses louveteaux, ils tâteront de nos piques !

C'est la faute à Brunswick ! »

Au nom détesté du général prussien, les bourgeois se regardaient, plus inquiets que jamais.

Sur tous les murs de la ville, s'étalait le « manifeste » du général duc de Brunswick.

Les grandes nations d'Europe, disait le duc, Autriche, Prusse, Russie, déclaraient à la France une guerre sans merci. Elles châtieraient son insolence et l'allaient démembrer. De sa capitale, elles ne laisseraient pas pierre sur pierre : « une vengeance exemplaire et à jamais mémorable » était promise aux Parisiens, assez fous pour attenter à la majesté de leurs souverains.

Ainsi donc les tyrans, bouffis de vanité, croyaient, avec des menaces et des insultes, avoir raison d'un peuple libre ? C'en était assez pour soulever tout Paris contre les Tuileries, contre l'Autrichienne qui conspirait avec l'Europe pour perdre la France, contre son gros lourdaud de mari qui la laissait faire.

Les bourgeois les plus paisibles, les plus inoffensifs, prenaient peur pour leurs libertés nouvelles : ils étaient prêts à tout pour les défendre.

C'était une fièvre générale, comme au 14 juillet 1789. Des troupes de jeunes hommes défilaient au son des musiques militaires. À chaque

carrefour, on posait des planches sur des tréteaux : autant d'estrades, où des orateurs improvisés dénonçaient les trahisons de la Cour avec les nobles émigrés, avec l'armée de Condé, cette troupe d'anciens courtisans où chacun voulait être général et ne rêvait que de se « plonger, en fratricide, dans le sang français ! »

Non ! Ces arrogants bavards ne pénétreraient pas en vainqueurs sur le sol de la Révolution « dans les fourgons du roi de Prusse ! »

« Le roi – notre bon roi – nous défendra contre nos ennemis », hasardait timidement quelque royaliste convaincu.

— Le roi ? Mais ne voyez-vous pas qu'il ne songe qu'à faire égorger les patriotes ? Ce sont ses frères qui mènent le concert de l'Europe. Il faut lui faire voir comment le peuple sait répondre. Heureusement, les Marseillais sont là ! »

Et le peuple, hurlant de joie, se montrait les six cents fédérés marseillais qui, arrivés à Paris depuis le 30 juillet, l'emplissaient de tumulte lorsqu'ils passaient dans les rues. On ne voyait, on n'entendait qu'eux. Leur hymne était repris en chœur par la foule. Derrière ces gars solides, au regard hardi sous leur bonnet rouge, le peuple de Paris allait, chantant :

Allons, enfants de la Patrie !...

Ces braves fédérés n'avaient pas été sans causer quelques désordres, quelques rixes, par exemple avec la garde nationale : des blessés, des morts même étaient restés sur le terrain.

Mais, si leur présence inquiétait quelque peu la Commune et une partie de l'Assemblée, les fédérés marseillais soulevaient l'enthousiasme des patriotes. Dans chaque quartier, les « sections », maîtres du peuple agité des faubourgs, ne juraient plus que par eux.

Le 3 août, la section de « Mauconseil » était venue demander à l'Assemblée – avec l'accent marseillais – la déchéance du roi... tout simplement. Le peuple avait applaudi, mais les députés, inquiets soudain devant pareille hardiesse, avaient demandé à la Commune de mettre Paris en état de défense contre lui-même.

Et tandis que les fédérés marseillais, casernés au Théâtre-Français et dans le faubourg Saint-Marceau, remplissaient leur ceinture de cartouches et proclamaient bien haut qu'ils sauraient empêcher par la force une seconde « fuite de Varennes », le roi et Mandat, le commandant de la Garde nationale, massaient autour des Tuileries un bataillon de Suisses, de la gendarmerie et des grenadiers de la Garde nationale, en tout mille huit cents hommes. De plus, ils faisaient garder les têtes de pont.

Les membres des clubs royalistes venaient renforcer au palais la garde suisse.

Sur toutes les places de Paris, les tambours battaient la générale.

« La Patrie est en danger ! » criaient les enrôleurs.

Et à ce cri, qui se faisait entendre depuis près d'un mois, plus pressant de jour en jour, depuis les déroutes, le recul affolé de l'armée française devant les Autrichiens – à ce cri se mêlait la clameur menaçante des faubourgs, travaillés par les « meneurs » :

« À bas les traîtres ! Ça ira ! »

Il était onze heures du soir, quand le tocsin se mit à sonner. Aussitôt, sur différents points de Paris, les gens des faubourgs, guidés par les membres des sections, se réunirent en armes.

Aucune hâte. Tout se fit dans un ordre parfait, car l'émeute avait été prévue depuis plusieurs mois, et organisée.

Les fédérés, marseillais et autres, s'étaient massés autour de l'Hôtel de Ville : les délégués des sections parisiennes firent irruption à l'intérieur et exigèrent de la Commune une salle où ils pussent délibérer.

C'était déjà, en face de la vieille Commune bourgeoise – vieille de trois ans ! C'est beaucoup en temps de révolution ! – la nouvelle Commune insurrectionnelle qui s'installait.

Elle ne tarda pas à agir.

« Il faut juger Mandat, le destituer, et lui donner un successeur ami du peuple, cria quelqu'un. Mandat est un royaliste, un traître. Savez-vous où il est à cette heure ? Aux Tuileries ! Il remplit le palais de soldats pour mieux assassiner la liberté ! »

Mandat était au palais, en effet, et ces paroles firent sensation, car il venait d'appeler Pétion, le maire de Paris, afin d'organiser avec lui la défense des Tuileries.

Pétion était un homme prudent. Sentant la gravité de l'heure, il préféra s'abstenir et rentra au plus vite dans ses appartements de la mairie.

Mandat, fidèle à son devoir, cherchait à protéger la vie du roi, à organiser la sécurité du palais. Il dut abandonner son poste, sur l'ordre des sections qui le convoquaient à l'Hôtel de Ville. Il laissa le commandement de ses troupes à son second, La Chesnaye.

La Commune légale l'interrogea – puis l'autre. Finalement, il fut destitué, mis en état d'arrestation. On s'apprêtait à le conduire à la prison de l'Abbaye, quand la populace, en furie, se rua sur lui. Des coups de feu retentirent. Il tomba foudroyé.



« Ma sœur, venez donc voir lever le soleil ! disait, à la même heure, Madame Elisabeth, sœur du roi, à Marie-Antoinette. Comme il est rouge ! »

Marie-Antoinette s'était approchée de la fenêtre, et, à travers les fenêtres closes, elle avait regardé monter à l'horizon le soleil du dernier jour de sa royauté.

En prêtant l'oreille, elle discernait la clameur immense du peuple en marche de tous les points de Paris, prêt à l'assaut du palais. Le roi, le dauphin, Madame Royale dormaient, épuisés de fatigue, sur des fauteuils.

Deux cents gentilshommes, qui étaient venus défendre leur souverain, à demi étendus sur les tapis, parlaient à voix basse.

Dans la grande cour des Tuileries, les canonniers de la Garde nationale tenaient de longs conciliabules, et les regards qu'ils jetaient sur le château n'étaient pas rassurants.

La reine soupira profondément et des larmes s'échappèrent de ses yeux. Elle aurait voulu secouer la torpeur du roi, car la partie n'était pas perdue encore : les Suisses étaient des soldats d'élite, bien armés et bien commandés, les ponts-levis étaient tirés ; les sentinelles triplées. Que fallait-il pour que ces troupes, et les gardes nationaux eux-mêmes, hésitants parce qu'ils étaient privés de leur chef, trouvassent la force de vaincre la foule désordonnée qui s'apprêtait à l'attaque ? L'enthousiasme et la foi, et le courage du désespoir.

Seul, le roi, dans un sursaut de volonté et d'énergie, pouvait leur insuffler cette force...

La reine s'approcha de lui :

« Sire, dit-elle, il serait bon que vous fissiez une revue des troupes. Le jour se lève. Il faut que ces hommes vous voient. »

Le roi descendit dans la cour. Il était pâle, fatigué, irrésolu. Il n'était pas de ceux qui savent haranguer les hommes... Tout au plus essaya-t-il de balbutier quelques mots :

« Ma cause est celle de tous les bons citoyens... Nous allons nous battre vaillamment, n'est-ce pas ? »

Des mots qui firent plus de mal que de bien...

« Ce gros porc-là s'imagine, dirent des canonniers, qu'on va se faire trouer la peau pour sa personne ! »

Du côté de la Garde nationale, la matinale revue du roi fut accueillie par des huées.

Louis XVI, découragé et las, venait de remonter quand se présenta Roederer, le procureur-syndic du département. Roederer était un habile homme, qui sut traverser toute la tourmente révolutionnaire sans exciter les colères des différents partis tour à tour au pouvoir. Napoléon devait le nommer « sénateur de l'Empire » et Louis-Philippe « pair de France ».

« Sire, dit-il au roi avec émotion, il n'y a pas un instant à perdre : le peuple va envahir les Tuileries, et ne se contentera pas, cette fois, d'une simple manifestation. Sa colère est grande. Je crains des

attentats, je crains que les personnes royales elles-mêmes ne soient pas respectées.

— Que faut-il faire ? demanda Louis à la reine.

— Résistez, Sire, dit fièrement Marie-Antoinette. Trop longtemps nous avons tout accepté. Les Suisses sont fidèles, et nos amis sont venus mourir avec nous. »

De la main elle désignait les gentilshommes qui, au bruit des clameurs plus proches, s'étaient massés dans l'antichambre royale.

« Je n'ai pas vu beaucoup de monde au Carrousel, dit le roi, faiblement.

— Sire, il y a douze pièces de canons et il arrive un monde immense des faubourgs. »

La reine se dressa altière :

« Mais, Monsieur, nous avons des forces !

— Madame, tout Paris marche ! »

Le roi jeta un regard d'angoisse sur ses enfants endormis.

« Monsieur le Procureur-syndic, que faut-il faire ? demanda-t-il.

— Traversez le jardin, Sire, et gagnez la salle du Manège où s'assemblent les députés. Mais suivez mon avis sans tarder : le temps presse.

— Cependant, objecta la reine, les Girondins sont en majorité à l'Assemblée, et depuis que le roi a renvoyé son ministère girondin, tout le parti nous est hostile. Aller lui demander protection, mais c'est la déchéance !

— Peut-être, fit Roederer, mais rester, c'est la mort. Sire, croyez-moi, épargnez aux princes et à la reine tant d'horreurs !

— Allons ! » dit le roi, qui se leva avec lassitude.

Il prit le dauphin par la main, et se dirigea vers la salle du Manège. La reine, les princesses, les dames d'honneur suivaient, au bras des ministres. Une double haie de Suisses et de gardes nationaux protégeait la marche du cortège.

Des cris de menace et de mort s'élevaient sur les terrasses, au passage de la Cour.

Le dauphin s'amusait à faire rouler sous ses petits pieds les feuilles grillées de soleil.

« Comme elles tombent de bonne heure, cette année ! » fit le roi avec mélancolie...

Dans la salle du Manège, l'Assemblée attendait les souverains. Vergniaud présidait.

« Messieurs, dit le roi, je viens ici pour éviter un grand crime. Je me croirai toujours en sûreté avec ma famille au milieu des représentants de la Nation. »

Vergniaud répondit avec déférence.

La famille royale se tassa tant bien que mal dans un étroit réduit,

une espèce de loge grillagée qui servait aux logographes (les sténographes de ce temps-là) pour suivre les débats des députés.

Cependant, aux Tuileries, on se battait. La garde suisse avait repoussé les avances des émeutiers.

« Rendez-vous à la Nation ! leur avait-on crié.

— Non ! avaient répondu les suisses. Nous appartenons au roi. Nous n'obéirons qu'à lui. »

Le combat fut acharné.

Sans doute le courage du désespoir fit-il accomplir des prodiges aux fidèles défenseurs du château. C'était une poignée d'hommes – Suisses, gentilshommes, et quelques gardes nationaux : ils firent plusieurs sorties, raflèrent canons et armes. Surpris, les gens du faubourg, refluèrent en désordre vers l'Hôtel de Ville, criant :

« On assassine le peuple ! »

Une rumeur confuse parvint jusqu'aux souverains, qui tressaillirent d'espoir...

Quelques instants après, un officier entra dans la salle.

« Le château va être forcé. Voilà Santerre et ses troupes ! » s'écria-t-il.

Il y eut un grand silence. Puis un député se leva.

« De grâce, épargnons tant de sang ! dit-il. Assurons la sécurité des personnes et des propriétés et plaçons-les par décret sous la sauvegarde du peuple de Paris. »

À ces mots, l'Assemblée entière fut debout, et le décret rendu d'enthousiasme. Deux députations partirent aussitôt. L'une portait au château un billet du roi qui ordonnait de cesser le feu. L'autre, à l'Hôtel de Ville, devait s'adresser aux membres de la « Nouvelle Commune » et les prier de calmer la colère du peuple et les sections.

Quand l'ordre du roi parvint au château, les Suisses s'entre-regardèrent.

« On nous livre au massacre, on nous abandonne à cette populace enragée, murmuraient-ils.

— Ordre du roi ! » grommelèrent les officiers.

Et, rassemblant leurs hommes, ils tentèrent une trouée vers le Manège. L'Assemblée les invitait à s'y réfugier.

Une centaine de ces malheureux purent seuls y parvenir. Les autres, happés par la foule, furent emportés à l'Hôtel de Ville, emprisonnés ou tout simplement massacrés sur place.

Les têtes dansaient au bout des piques, et dans la cour des Tuileries on mettait le feu à des monceaux de cadavres.

Dans le palais, on égorgeait. La lie des faubourgs s'en donnait à cœur joie. Les gentilshommes venus au secours de leur roi partageaient le sort des Suisses. Le mobilier des souverains volait en éclats.

En quelques heures de lutte acharnée, le palais avait perdu huit cents de ses défenseurs, le peuple quatre cents des siens.



Beaucoup de gentilshommes purent s'échapper du Louvre par un escalier dérobé et gagner le quai. Ils s'affublèrent à la hâte de hardes qui leur étaient tombées sous la main au cours de leur fuite. Puis ils se dispersèrent dans la ville.

Les quelques Suisses qui avaient pu atteindre l'Assemblée, sous la conduite du major Durler, durent remettre leur épée au roi.

Roi de France pour quelques instants encore, Louis XVI reçut leur hommage.

« Sire, dit Durler, Votre Majesté seule peut nous relever du serment d'obéissance que nous lui avons fait, et du pacte que la Diète Helvétique a conclu avec Elle pour nous.

— Ah ! Monsieur, dit le roi, les larmes aux yeux, vous êtes de trop braves gens pour que je vous laisse mourir ainsi. Voici un écrit qui vous dégage de votre serment envers la Couronne. Puissiez-vous revoir vos montagnes et vos grands bois ! »

La famille royale dut attendre le soir du 11 août — après une longue journée encore de fièvre et d'incertitude à passer — pour connaître son sort.

Le président de la « Nouvelle Commune » vint réclamer à l'Assemblée, en termes arrogants, la déchéance du roi.

« Mais, dit Vergniaud, la déchéance de Louis XVI ne peut être prononcée ainsi : ce n'est point légal. Nous allons donner au prince royal un gouverneur choisi par la Nation. Il y aura Régence.

— Ah ! non, s'écria violemment Huguenin, pas de régence. Le peuple ordonne : il est votre souverain comme le mien ! »

L'Assemblée délibéra longtemps, puis finit par accepter la « suspension du roi ». Elle lui attribuait pour résidence le palais du Luxembourg.

La Commune révolutionnaire protesta encore. Le Luxembourg n'était pas sûr. Des souterrains très anciens le faisaient communiquer avec les Catacombes, tout Parisien savait cela. Or, la Commune voulait mettre le roi hors d'état de s'enfuir.

La Commune se proclama mandatrice suprême du peuple : elle réclama la garde de la famille royale.

Le soir du 11 août, les portes du château du Temple se refermaient sur les prisonniers.



La bataille de Valmy



ÉTAIT auprès d'un petit moulin, sur une colline.
La France n'avait plus de roi.

Paris était encore étonné de sa victoire du 10 août, encore frémissant d'horreur après les atrocités, les massacres dans les prisons, au début de septembre.

Les poudrières étaient dégarnies, les forteresses livrées, Thionville en feu. Cent cinquante mille ennemis envahissaient le territoire.

L'armée royale n'était plus. Ses officiers avaient émigré, pour la plupart. Les hommes étaient dispersés.

À l'appel de la « Patrie en danger », des citoyens, des villageois étaient accourus. Ils avaient plus de courage que de discipline. Ils étaient presque sans armes et sans instruction. Mais Dumouriez avait dit :

« Je leur donnerai une âme ! »

Cette âme se révéla auprès du moulin de Valmy.

*

Le duc de Brunswick commandait l'armée coalisée des Prussiens et des Autrichiens, auxquels s'ajoutaient six mille émigrés français : l'armée de Condé. Il avait pris Longwy, Verdun, et s'apprêtait à envahir la Champagne par les défilés de l'Argonne.

Dumouriez venait d'être nommé général en chef. Il était brave, actif, et de caractère décidé.

Brunswick précipitait sa marche sur la Champagne. Il négligea d'occuper les hauteurs de l'Argonne : Dumouriez s'empressa d'en profiter.

« Les défilés de l'Argonne sont les Thermopyles de la France, écrivit-il au Conseil exécutif. Mais je serai plus heureux que Léonidas. »

Il avait foi dans la victoire, et savait communiquer aux soldats son ardeur et sa confiance. Il se mêlait souvent à eux, parcourait les bivouacs, parlait du salut de la Patrie.

Il plaça, aux points stratégiques importants, quelques hommes résolus et sûrs. Puis, reculant pied à pied, il arrêta l'avance foudroyante des Coalisés sur Sainte-Menehould.

Il voulait gagner du temps pour permettre aux armées de Flandre et de Moselle de se joindre à lui.

Le 18 septembre, Kellermann arrivait en tête de son armée de la Moselle. Dumouriez lui avait assigné une position, où il s'établit tout d'abord.

Dès le lendemain, la situation lui apparut fâcheuse : un étang le séparait de Dumouriez ; les hauteurs du moulin de Valmy, à sa gauche, pouvaient être occupées par l'ennemi qui le tiendrait alors à sa merci. Pour toute ligne de retraite, les deux rives marécageuses du ruisseau de l'Auve et un étroit défilé entre l'étang et le ruisseau.

Kellermann courut à Dumouriez. Il lui dit ses craintes, lui exposa aussitôt son plan : repasser le ruisseau, camper sur les hauteurs de Dampierre-sur-Auve et de Voilemont, et garder la route de Châlons.

« Faites vite », lui dit Dumouriez, après quelque réflexion.

Le 20 septembre, à trois heures du matin, et contre toute prévision, l'armée de Brunswick tournait le dos à Paris et s'avisant, un peu tard sans doute, de l'importance des défilés qu'elle avait négligés, cherchait à s'en emparer, de trois côtés à la fois.

Kellermann était pris de court. Ses troupes n'avaient pas encore passé l'Auve. À aucun prix il ne voulait rester dans sa position première.

Il marcha à l'ennemi.

Ses soldats étaient très jeunes pour se mesurer avec la célèbre infanterie prussienne. Kellermann les regardait défiler devant lui, sans souliers pour la plupart, portant sur leur visage imberbe les traces de la fatigue des premières marches. De vieux chevrons encadraient les recrues. Le général les considérait, et son anxiété était profonde.

« La Nation a les yeux sur vous ! » leur criait-il. Les jeunes soldats répondaient en agitant leur chapeau.

La droite de l'armée s'appuyait sur les hauteurs du moulin de Valmy. Six pièces de canon en couronnaient la crête, étroite et escarpée.

La gauche de l'armée descendait jusqu'au ruisseau de l'Auve.

L'Armée des Coalisés se mit en bataille sur les hauteurs de la Lune : sa droite vers l'étang de la Croix, sa gauche se déployant sur la plaine et se rapprochant du ruisseau de la Rionne.

Le feu commença vers sept heures du matin ; tout de suite il fut très nourri, de part et d'autre.

Vers neuf heures, entouré de ses officiers d'état-major, Kellermann examinait les mouvements de l'ennemi. Tout à coup, son cheval se déroba sous lui : un boulet ennemi l'avait blessé à mort. Le général roula à terre, mais se remit aussitôt sur pieds.

Autour de lui, de tous côtés, on tombait. Il semblait que le petit groupe fût la cible choisie par les canonniers prussiens :

« Diable, dit Kellermann, on est tué par ici. Courage, les enfants ! »

Au même instant, une détonation énorme, suivie de deux autres, ébranlait l'atmosphère.

Trois caissons d'artillerie venaient de sauter, tout près du moulin de Valmy.

« Sauve qui peut ! » firent quelques voix affolées. Un commencement de panique s'emparait des jeunes soldats, et les vétérans eux-mêmes hésitaient.

Par bonheur, l'artillerie à cheval rétablit le feu aussitôt. La première ligne reprit sa position.

« Eh bien ! criait Kellermann, ai-je donné l'ordre de la retraite ? Je suis là, tout comme vous, et les boulets ne choisissent pas ! »

La présence du général, sa voix éclatante, la fermeté de son attitude en imposèrent à ses troupes.

« Montrez aux Prussiens, disait-il encore, que leurs pruneaux ne nous effrayent pas ! »

Les Prussiens commençaient à s'en convaincre !

Le fameux duc de Brunswick lui-même, si plein de mépris, avec ses beaux soldats, pour les Français et leur armée de « savetiers et de tailleurs », songeait à en finir avec ces va-nu-pieds par une attaque de vive force.

Précisément un de ses officiers lui amena un transfuge français.

C'était un officier de carabiniers, un aristocrate qui voulait rejoindre l'armée des émigrés français.

Le plus naturellement du monde, il fit part au duc de tout ce qu'il savait sur les effectifs de l'armée de Kellermann.

Il ne croyait pas trahir : à ses yeux, il s'agissait seulement d'aider au triomphe de la juste cause, la cause des souverains séquestrés par leurs sujets rebelles.

« Vingt mille hommes, dites-vous, devant nos quatre-vingt mille soldats d'élite ? Ah ! bravo, la victoire est à nous ! s'écria le général-duc. Que l'artillerie redouble le feu ! Que la cavalerie soutienne les trois colonnes d'assaut ».

Aussitôt, deux masses compactes s'avancèrent à gauche vers le moulin de Valmy, dont la silhouette anguleuse se détachait sur le ciel de septembre.

Une troisième colonne se tenait prête à porter secours aux deux autres, selon une tactique familière aux Prussiens.

Kellermann vit ces préparatifs d'attaque : il disposa ses troupes, par bataillons, sur le plateau du moulin. Il ordonna au commandant du parc d'artillerie de faire avancer sa réserve de canons.

Nouvelle difficulté : le commandant du parc refusait d'obéir à Kellermann. Pendant plus d'une heure, il se borna à répondre aux estafettes anxieuses de son chef :

« J'attends les ordres du général Dumouriez ! »

Un messenger plus énergique put enfin lui faire entendre raison, et les batteries furent mises en ordre de bataille.

« Camarades ! s'écria alors Kellermann, voici le moment de la victoire. Laissons avancer l'ennemi sans tirer un seul coup, et recevons-le à la baïonnette ! »

La voix vibrante du général électrisa ses conscrits. Plus haut que le grondement des canons, un cri formidable s'éleva, s'enfla, sembla monter comme un hymne de gloire vers le ciel de France :

« Vive la Nation ! »

Qu'importait le pas lourd, martelé, des colonnes ennemies en marche, leur adresse, leur courage, célèbres dans le monde ; la science du général-duc, un des premiers tacticiens du temps ? Cette armée de « savetiers et de tailleurs » sentait planer sur elle l'ombre de la Patrie. La liberté ! Ce trésor, que le peuple français avait arraché à son roi, aux traditions du passé et qu'il poussait vers l'avenir, hurlant tragiquement sa joie, ces enfants de vingt ans, ces cadets de Kellermann n'allaient pas le laisser fouler aux pieds des dragons prussiens !

« Vive la Nation ! Vive la Nation ! »

Les chapeaux s'agitaient à la pointe des baïonnettes. Les rangs restaient fermés, hérissés devant la mort. On sentait que ces jeunes « va-nu-pieds » ne céderaient rien, pas un pouce du sol sacré.

« Vive la Nation ! »

Kellermann, transporté de joie devant la martiale tenue de ses hommes, avait mis lui aussi son chapeau à la pointe de son sabre. Et le cri, repris et repris sans cesse par toute l'armée, courait en rafale tonnante.

Les colonnes ennemies s'arrêtèrent.

Des balles, des obus n'auraient pas empêché leur assaut, les cadavres entassés des leurs n'auraient pas arrêté les pas de ces soldats d'élite. Mais ce cri, joyeux comme un chant, et qui jaillissait sans peur au milieu du tumulte farouche d'une bataille, paralysa leur élan.

« La victoire est à nous ! cria Kellermann aussitôt. Artillerie, feu ! Feu ! »

Les canons français redoublèrent leurs décharges. La mitraille

hachait les colonnes prussiennes. Lentement, celles-ci reculaient, en bon ordre, mais semant derrière elles morts et blessés.

À ce moment, un renfort de troupes fraîches venait consolider encore l'extrême-droite de l'armée française : c'était Beurnonville avec l'armée de Flandre qui volait au secours de la victoire !

Un second assaut des Prussiens n'eut pas plus de succès : ils durent refluer en désordre sous le feu des canons de Valmy, plus vite encore que la première fois.

Peu à peu le grondement des canons s'éteignit : le soir tombait. Les plaintes des blessés, étouffées par les bruits de la lutte, s'élevaient maintenant, lugubres, dans l'air apaisé.

Autour des bivouacs, les jeunes héros, recrues de fatigue, oublieux du danger comme de la gloire, dormaient. Les vétérans évaluaient les pertes de l'une et l'autre armée – sept à huit cents Français, et des Prussiens bien davantage. Ils se répétaient encore les paroles du brave colonel Lormier. Frappé à mort, il avait repoussé les soins de ses soldats :

« Non, non, leur avait-il dit, laissez-moi. Je meurs content ; la liberté triomphe. En avant ! »

Dumouriez avait rejoint Kellermann, et les deux généraux victorieux parcouraient les camps et envisageaient dans une heureuse certitude le recul définitif des armées coalisées.

« Vingt-quatre heures plus tôt, disait Dumouriez, je craignais de ne pouvoir me défendre. Maintenant, appuyés sur une armée comme celle-là, où n'irions-nous pas ? Nous pouvons vaincre l'Europe entière !

— Vive notre petit homme ! criaient les soldats.

— Valmy vient de proclamer notre liberté au monde, reprit Dumouriez. Demain, le roi de Prusse demandera la paix. Il repassera le Rhin, ramenant, honteux comme des écoliers, sa bande d'émigrés traîtres à la patrie. N'avaient-ils pas, ces fous, promis à leurs alliés que les Français allaient leur tomber dans les bras ! Ah ! oui, vive la Nation ! »



Parmi les Prussiens se trouvait un homme, un grand poète, qui suivait en curieux la marche des armées : il se nommait Goethe.

Et ce soir-là, il dit gravement :

« En ce lieu et dans ce jour, commence une nouvelle époque pour l'histoire du Monde ! »

Le petit Louis XVII



Le petit garçon du roi Louis XVI et de la reine Marie-Antoinette était né dans un palais magnifique. Il était entouré de serviteurs innombrables, de grands seigneurs et de belles dames qui le choyaient.

On lui obéissait, bien qu'il fût un tout petit enfant, parce qu'il était un prince royal, parce que peut-être il deviendrait, un jour, roi de France.

Il avait un frère aîné, qui était le dauphin, et une grande sœur.

Un jour, son frère tomba malade, et puis il mourut. On lui dit alors qu'il était le dauphin. Les grands seigneurs et les belles dames redoublèrent de caresses et d'attentions pour lui et lui parlèrent avec plus de respect, encore, qu'auparavant.

Mais il ne comprenait pas très bien tout cela. Il savait qu'il était très heureux, qu'il avait une bien jolie maman et un bon papa et que tout était donc pour le mieux.

Un peu plus tard, il avait été mêlé à des événements un peu effrayants : il avait vu la foule de très près, des hommes et des femmes qui parlaient fort, et regardaient son papa, et sa maman surtout, d'un œil mauvais, et qui disaient des choses incompréhensibles, mais certainement bien méchantes. Car ces jours-là, il voyait souvent sa maman pleurer.

Une nuit, on avait essayé de fuir. On s'était déguisé : ça, c'était amusant ! Mais on avait roulé longtemps, longtemps, et puis on avait été arrêté, et puis on était revenu, escortés de cette foule, si effrayante, qui hurlait.

Les grands seigneurs et les belles dames s'étaient fait rares. Et les grondements de la foule semblaient s'enfler, se rapprocher, se resserrer autour du palais où l'on n'était plus heureux comme autrefois.

La foule enfin envahit le palais. On se réfugia à l'Assemblée : parmi des hommes noirs très graves, qui discouraient sans fin et que l'on ne comprenait pas du tout.

On avait couché dans une vaste et triste maison aux murs nus et froids : le couvent des Feuillants.

Deux jours après, le roi, la reine, le dauphin et sa sœur, et plusieurs autres personnes étaient entrés dans un grand carrosse. Après une longue course, on était arrivé à un palais qui ne ressemblait pas au palais des Tuileries, mais qui était une grande et belle demeure. Là encore, des hommes mal habillés et qui parlaient fort, des hommes comme ceux de la rue emplissaient les salons.

Le petit dauphin, qui tombait de sommeil, s'était endormi sur un canapé. On l'avait réveillé pour souper, car un excellent repas avait été préparé. Mais dès les premières bouchées il s'était rendormi sur les genoux de sa gouvernante, Madame de Tourzel. Il est vrai qu'il était dix heures du soir. À l'issue du repas, Madame de Tourzel avait pu transporter l'enfant sur un lit.

Voilà quelle avait été la première soirée du petit Louis XVII au Temple.

Il se trouvait alors dans le palais du Grand Prieur : ce n'était pas la prison que lui destinait, ainsi qu'à ses parents, la Commune de Paris. On les transféra bientôt dans la tour voisine : un antique château aux murs énormes surmontés de créneaux, inhabité depuis longtemps.

Les Parisiens enfermaient leur roi dans une véritable forteresse !

Il fallut plusieurs semaines pour aménager cette prison.

Le roi, la reine et leurs compagnons étaient arrivés au Temple dénués de tout, et ils se commandèrent des habits, du linge. On demanda des jouets aussi, pour le petit dauphin qui ne manqua de rien : des ballons, des raquettes, des volants, un sabot et son fouet, des jeux de dames et de dominos.

L'enfant s'habitua aux manières de ces hommes qui appelaient son père « Monsieur » au lieu de l'appeler « Sire ». Il ne s'effarouchait plus et trouva bientôt en eux de fameux compagnons de jeux.



Madame de Tourzel fut chassée du Temple avec les amis et serviteurs du roi et de la reine qui les avaient accompagnés. D'autres serviteurs furent engagés. Parmi eux, Cléry, le valet de chambre du roi, put se faire admettre. Il y avait encore un certain Tison, sa femme et sa fille, et quelques autres.

La famille royale, détenue au Temple, se composait du roi, de la

reine, de leurs deux enfants, et de Madame Elisabeth, sœur du roi. Ils prirent possession de leur logement de la Tour, le 24 octobre, et voici comme ils s'installèrent :

Le roi, au deuxième étage, avait une chambre qu'il partageait avec son fils. Cléry, le valet de chambre, avait une chambre contiguë, et il y avait encore une salle à manger.

Au-dessous, la reine habitait avec Madame Royale, sa fille ; Madame Elisabeth couchait à côté, et le ménage Tison occupait la troisième chambre.

Un escalier conduisait au chemin de ronde bordé de créneaux, où la famille royale était admise à se promener.

Le petit dauphin allait aussi au jardin, où il pouvait s'ébattre à sa guise. Le roi ou la reine l'accompagnaient ; mais ils n'aimaient pas ces promenades.

Le jardin était plein de gardes et de soldats, et deux membres de la Commune, au moins, des « municipaux », comme on disait, couchaient dans l'antichambre du roi ; d'autres dans celle de la reine.

La Commune tremblait que les royalistes ne fissent évader les prisonniers. Le roi et la reine tremblaient que quelque révolutionnaire n'enlevât le dauphin.

L'enfant, lui, était insouciant et joyeux. Il s'était adapté tout naturellement à cette vie. Jamais il ne parlait de Versailles, ni des Tuileries. Il ne manquait de rien : un bon lit fait exprès pour lui, dans la chambre de son papa ; de bons repas, fins et copieux, qu'il prenait avec sa famille dans l'appartement de la reine ; des leçons d'écriture et de grammaire ; des jeux dans le jardin, ou dans l'antichambre quand le temps était mauvais. Que lui importait la Cour, et ses fêtes somptueuses ?

Il y avait même de l'imprévu dans sa vie, car, chaque matin, il courait voir si le « municipal » de service était un ami, ou un nouveau venu. Dans ce cas on faisait connaissance, et le plus souvent ces républicains farouches étaient pour le petit prince de joyeux camarades.

Le roi, bonhomme, se prenait souvent à bavarder, lui aussi, avec ses ennemis. Et la reine, et Madame Elisabeth, elles-mêmes, faisaient de la musique, causaient de choses et d'autres avec les « sans culottes » !



Pendant des semaines la vie fut ainsi, calme et point malheureuse. L'enfant savait bien qu'il était en prison, mais c'était devenu une habitude comme une autre.

Un jour, le 11 décembre, le roi donnait à son fils une leçon de lecture, quand deux municipaux firent soudain irruption dans la pièce.

Alors l'enfant vit que son père paraissait très triste, et qu'il l'embrassait plus fort et plus longuement que de coutume. On lui dit qu'il allait demeurer désormais chez sa mère, et l'on transporta en effet ses habits, ses jeux, son petit lit à l'étage inférieur.

La vie ne fut plus la même, car chacun était triste maintenant.

Les députés français, réunis en Convention nationale, avaient mis en accusation le roi Louis XVI.

L'enfant savait son papa en danger. Il ne le voyait plus. Autour de lui les visages se faisaient sombres et désespérés. La reine, Madame Elisabeth, pleuraient souvent.

Un soir – c'était le 20 janvier – on vint les chercher tous. On les amena dans l'appartement du roi, et le roi leur dit qu'il allait mourir, qu'il ne fallait pas pleurer. Leurs larmes coulaient malgré eux. Ils se serraient contre ce père qu'ils ne verraient plus jamais.

Le roi disait des choses solennelles que le petit ne comprenait pas bien, mais il devinait cette affreuse séparation, et, pour la première fois sans doute, il savait qu'il était très malheureux.

Les jours qui suivirent furent des jours de deuil pour le petit orphelin de huit ans, enfermé nuit et jour dans un étroit logement en compagnie de femmes désolées.

La reine, quand elle sut que le roi n'était plus, salua son fils du nom de « roi de France ». Il était donc roi, maintenant. Mais que lui importait ? Il était dans une prison, et on lui avait pris son papa.

Il était vêtu de noir, ainsi que tous les siens. Plus de rires et de jeux, plus de musique. Plus de promenades dans le jardin, car Marie-Antoinette ne voulait pas passer devant la porte de l'appartement du roi. De temps à autre, une promenade lugubre sur la plate-forme crénelée de la Tour.

Cependant, la surveillance se relâchait un peu autour de la famille royale, privée de son chef. Depuis la mort du roi, les municipaux préposés à sa garde étaient moins nombreux, moins intraitables aussi.

Des agents royalistes parvinrent à se glisser parmi les serviteurs admis au Temple. Par l'intermédiaire d'un valet nommé Turgy, la reine put constamment communiquer avec ses amis du dehors, qui lui écrivaient et à qui elle répondait.

On échafaudait ainsi des plans de fuite.

Un grand nombre de personnes de tous genres circulaient dans le Temple : des lingères, des fournisseurs. Un peintre faisait le portrait de la reine. Un médecin était appelé, à chaque malaise d'un des enfants. Cela faisait un va-et-vient incessant : les meilleures conditions du monde pour une évasion ! Les royalistes s'agitaient, trouvaient des complices, jusque parmi les municipaux de garde !

Leurs projets étaient parfois si fous que la reine refusait de s'y prêter. Intrigues et complots ne cessaient pas pour si peu. On décidait tout simplement d'enlever la reine, Madame Elisabeth et les deux enfants, par surprise et sans les prévenir.

C'était compter sans la Commission nommée par la Commune, qui siégeait au Temple en permanence depuis octobre 1792.

Elle se composait de deux hommes, dont l'un était un cordonnier en chambre, du nom d'Antoine Simon.

C'était un pauvre homme dont la vie avait été rude : il avait toujours travaillé dur et gagné peu. Dans son quartier, il était resté tout à fait obscur.

Soudain, à cinquante-six ans, sans trop savoir pourquoi ni comment, il avait été élu membre de la Commune insurrectionnelle, section du Théâtre-Français.

Il jouait un rôle dans l'État ! Grâce à la Révolution, il devenait un personnage ! Il ne lui en fallait pas davantage pour devenir le plus ardent des républicains.

C'était un brave homme sans malice, qui ne savait ni lire, ni écrire, mais il jurait la mort de tous les aristocrates.

On lui avait dit que le roi était un traître, et la reine une « bougresse » ; il y croyait dur comme fer. Mais il ne s'en montrait pas moins complaisant et empressé à leur rendre service.

La reine disait :

« Nous sommes fort heureuses de ce bon Monsieur Simon, qui nous procure tout ce que nous demandons. »

Un certain royaliste, le baron de Batz, s'était mis en tête, coûte que coûte, de faire évader les prisonniers.

Il avait acheté la complicité du municipal de garde, Michonis, du capitaine de la Garde nationale, Cortey, et de trente gardes mis sous les ordres de Cortey. Enfin, il s'était procuré des équipements militaires pour les prisonniers.

N'était-ce pas un jeu d'enfant, après cela, de faire sortir, parmi les gardes, les princesses et le petit roi, dûment déguisés ; puis de les escamoter au cours d'une ronde de nuit, aux abords du Temple ?

Le jour venu, les conspirateurs croyaient bien toucher au but : Michonis et Cortey étaient à leur poste, et de Batz embusqué parmi les gardes nationaux.

Patatras ! Survint le cordonnier Simon, qui avait été prévenu par une lettre anonyme. Il alla vérifier, jusque dans chacune de leurs chambres, la présence des prisonniers, qui dormaient du sommeil le plus paisible et ne se doutaient de rien !

Un peu rassuré, mais méfiant tout de même, il alla demander main-forte... à Cortey !

« Ah ! si tu n'étais pas là, je ne serais pas tranquille ! » lui dit-il.

Simon ne se douta jamais qu'il avait, ce jour-là, sauvé la République. Toujours est-il qu'on redoubla de vigilance pour la garde des prisonniers, et toute évasion devint impossible.

Sur la plate-forme de la Tour, le petit roi se promenait encore. Mais il ne pouvait plus s'amuser à regarder passer, dans la rue, les gens et les voitures : on avait posé des cloisons de planches entre les créneaux, pour que les détenues ne pussent communiquer avec la foule. Sa prison se resserrait autour de lui.

Quelques mois s'écoulèrent. En mai, le petit roi tomba malade. À peine rétabli, il se blessa avec un jouet. La reine fit appeler un ancien médecin de la Cour, le docteur Pipelet.

« Docteur, dirent les municipaux, voici une déclaration que nous vous demandons de signer : cet enfant a dans le sang un vice qui doit le faire périr.

— Jamais de la vie, dit le docteur. C'est un enfant parfaitement sain, voilà tout ce que je puis vous certifier. »

Le petit prince ne tarda pas à reprendre ses jeux et sa gaieté.

Quelques jours plus tard, alors qu'il dormait paisiblement dans la chambre de sa maman, les municipaux de service, au grand complet, firent irruption dans l'appartement de la reine. Il était dix heures du soir.

Ordre fut donné de réveiller l'enfant. Il était là qui se frottait les yeux, blotti entre les bras de sa mère, tandis que les municipaux donnaient lecture de l'arrêté pris deux jours auparavant par le Comité de Salut Public :

« Le petit Capet sera arraché à la tutelle des femmes.

« Il sera désormais confié à un précepteur ; il occupera avec celui-ci l'appartement du ci-devant roi, son père, comme étant l'appartement le plus sûr, et le mieux gardé de la Tour. »

L'enfant était terrifié. Il poussa les hauts cris ! Sa maman pleurait, sa sœur, sa tante pleuraient aussi. Il se cramponnait de toute sa force aux bras de sa maman. Les trois princesses suppliaient, imploraient les hommes farouches, qui détournaient la tête.

Leur consigne était d'emmener le petit prisonnier ; ils le prirent et l'arrachèrent à sa maman, et l'entraînèrent malgré sa fureur et ses cris, ses coups de pieds et ses coups de poings, malgré le désespoir de sa maman.

Le petit roi ne savait pas que cette maman, jamais plus il ne devait la revoir...

Le « précepteur » que la Commune avait choisi attendait dans l'appartement et reçut son élève, tout trempé de larmes et se débattant encore, à moitié terrassé par le sommeil et le chagrin. Ce précepteur, c'était le savetier Antoine Simon.

Quel singulier précepteur on avait donné là au petit roi ! Un homme tout à fait sot, ignorant, grossier dans ses manières comme dans son langage. Son élève était certes plus savant que lui !

Les révolutionnaires s'étaient mis dans la tête de faire oublier à l'enfant les « mauvais exemples » qu'il avait eus chez ses parents, c'est-à-dire d'en faire un enfant du peuple, comme les autres.

Tous les hommes sont égaux, disait-on. Fils de boutiquier ou fils de roi, savetier ou prince, qu'importe ? Un enfant doit apprendre à être patriote et républicain. S'il sait cela il en saura toujours assez.

Simon était bien l'homme qu'il fallait pour enseigner ces choses-là !

L'enfant, pensait-il, avait été trop longtemps gâté par des femmes. Et quelles femmes ! Des orgueilleuses qui lui parlaient de son rang, de ses aïeux, qui lui faisaient lire de mauvais livres ! (Pour un homme comme Simon, tous les livres étaient mauvais, puisqu'il ne savait pas les lire.)



Il n'était pas malheureux.

Dans les premiers temps, le petit prince pensa beaucoup à sa maman, et la réclama sans cesse. Et puis, petit à petit, il s'habitua, encore, à cette vie nouvelle. On le traitait en homme : il ne vivait plus avec des femmes, comme un petit bébé, et il en était fier.

Il n'était pas malheureux. Il avait beaucoup de jouets ; des animaux, dont il raffolait : un chien, des oiseaux. Simon avait fait venir sa femme, et tous deux traitaient l'enfant avec beaucoup de gentillesse... et même des égards, qui le flattaient ! Un ménage sans enfant, c'est très triste. Ces bonnes gens étaient tout heureux de ce petit prince qui leur tombait du ciel, comme par enchantement, et ils s'ingéniaient à lui faire plaisir. Toute leur haine était pour la reine, l'Autrichienne, et ils faisaient tant qu'ils arrivaient à faire dire au petit roi toutes les horreurs possibles sur sa mère, ce qui les comblait de joie.

Le petit prince apprit très vite à parler aussi grossièrement que Simon, à chanter avec lui la « Carmagnole » et le « Ça ira », qui étaient les chansons à la mode et qui avaient été composées contre la reine, sa mère, et contre les aristocrates, ses amis. Il n'y comprenait goutte, mais le maître était très fier de son élève. Quand, de sa voix douce et innocente, le petit prononçait d'affreux jurons, Simon s'écriait :

« À la bonne heure ! J'en ferai un vrai petit sans-culotte ! »

Dans les premiers temps, Marie-Antoinette, penchée à sa fenêtre pour voir un instant passer son enfant, entendait, le cœur serré, sa petite voix qui chantait avec entrain la « Marseillaise » ou proférait de gros jurons comme un polisson du faubourg.

On lui retira encore cette humble consolation de vivre sous le même toit que ses enfants, car elle allait passer en jugement, et on l'emmena dans une autre prison, la Conciergerie.

Dans la triste Tour du Temple restaient, seuls, Madame Élisabeth et les deux enfants de France.

Plus anxieuses que jamais, à leur étage, Madame Élisabeth et Madame Royale guettaient toujours la petite voix enfantine, ses chants, ses éclats de rire et ses jurons.

La reine avait quitté le Temple depuis deux mois quand, au début d'octobre, Simon fit prévenir ses maîtres de la Commune que l'enfant avait d'importantes déclarations à faire, concernant ses parents !

Le procès de la reine était en cours, et gravement, Pache, le maire de Paris, Chaumette et Hébert, les vrais maîtres de la Commune, et quelques municipaux avec eux, vinrent interroger le petit prisonnier.

Il est bien évident que le petit garçon n'aurait jamais pensé à faire ces sensationnelles révélations, si on ne les lui avait suggérées d'abord. Elles sont arrivées parfaitement à point nommé, pour prouver la culpabilité de la reine !

Sans doute Simon, par d'adroites questions, arriva-t-il à faire dire à l'enfant tout ce que ses maîtres désiraient.

Et l'enfant, tout fier d'être si bien pris au sérieux, parla à tort et à travers, sans mesurer un instant les conséquences de ses paroles.

On lui fit signer ses déclarations Louis-Charles Capet.

Le lendemain, 7 octobre, Madame Royale fut convoquée à son tour et conduite dans l'appartement de son frère.

On voulait les « confronter », c'est-à-dire les mettre en présence, comparer leurs déclarations, voir s'ils étaient d'accord.

La jeune princesse comprenait le rôle qu'on voulait lui faire jouer. Elle était très émue. Son frère était surtout pénétré de son importance. Il était installé dans un grand fauteuil, et, gravement, répétait ses accusations de la veille et d'autres encore sur le voyage de Varennes, sur les municipaux et les serviteurs qui avaient rendu quelque service, au Temple, au roi et à la reine.

Marie-Thérèse, qui sentait la gravité de ces paroles, niait de toutes ses forces. Mais le petit malheureux restait imperturbable ; il continuait à accuser ses parents et leurs meilleurs amis ; il arrivait même à prendre sa sœur en défaut, à lui prouver qu'elle avait tort, que c'était lui qui disait vrai. La pauvre enfant ne savait à quel saint se vouer.

Marie-Thérèse fut ramenée chez elle. Madame Elisabeth prit sa place et dut subir la lecture des mêmes accusations, proférées par son petit neveu. Elle fut si indignée, qu'elle s'écria :

« Oh ! le monstre ! »

Mais l'enfant tint bon.

La princesse signa sa déclaration : Elisabeth Capet.

Ni Marie-Thérèse, ni Madame Elisabeth ne devaient, jamais, revoir le petit Louis XVII. Tandis qu'elles suivaient, jour par jour, dans les transes, le tragique procès de la reine, le petit roi, à son étage, espiègle et gai comme toujours, folâtrait avec les bourreaux de sa famille.

Le 16 de ce même mois d'octobre, la reine Marie-Antoinette mourait sur l'échafaud.



La mission de Simon était remplie : Louis XVII avait désormais oublié son enfance, ses parents. C'était un petit enfant joyeux et insouciant, qui avait pris le langage, les manières et les goûts des rudes artisans sans-culotte, avec qui il vivait depuis un an.

Les chefs de la Commune, Chaumette et Hébert, devaient être bien embarrassés : que faire de cet enfant prisonnier ? Il n'était coupable d'aucun crime, lui, quoi qu'on pût penser de ses parents. De quel droit le tiendrait-on enfermé pour toujours ?

Le faire sortir de prison ? Il n'y fallait pas songer, les royalistes s'en seraient emparés, et la République était perdue.

Au mois de janvier 1794, il se passa au Temple des événements surprenants.

Tout le personnel de la prison, sous des prétextes divers, fut changé.

On fit comprendre à Simon qu'il devait remettre sa démission, et Simon quitta son petit élève.

« Simon, mon cher Simon, emmène-moi dans ta boutique ! Tu m'apprendras à faire des souliers... », lui dit le pauvre petit, arraché une fois de plus à ses habitudes, à cet homme qu'il aimait bien maintenant, effrayé de se voir de nouveau tout seul, perdu au milieu d'hommes inconnus et terribles.

Mais Simon n'était pas le maître. Sa femme et lui quittèrent le Temple, le 19 janvier.

En ce même 19 janvier. Madame Royale et Madame Elisabeth entendirent de grands bruits dans l'appartement du petit roi : le déménagement de Simon, sans doute...

Le lendemain, et tous les jours suivants, et tant que dura leur séjour dans la prison, elles n'entendirent plus rien : plus de chants et de cris, plus de jeux, plus de jurons et de gros mots. Un mortel silence, tout à coup, planait dans la prison.

À dater de ce jour, commence le mystère du Temple.

Qu'est devenu le petit Louis XVII, pourquoi lui a-t-on retiré son « précepteur » Simon ? Pourquoi, lui si gai et si turbulent, ne l'entend-on plus jamais ?

Sa sœur et sa tante croient qu'il a été enlevé, et remplacé par un autre enfant. Elles ont même donné un nom à cet enfant silencieux qui a pris la place du joyeux petit prince : elles l'appellent Melchisédec.

Car il y a bien un enfant au Temple, un enfant qui mange, boit, dort en silence et sans compagnon. Il vit désormais dans la pièce la plus sombre de l'appartement, celle où couchait le domestique Cléry. Il ne la quitte jamais, et personne ne le verra plus en plein jour.

On a fait les récits les plus étonnants et les plus affreux de la vie de cet enfant. Une quantité de récits, tous différents. Comment connaître la vérité ?

On a raconté que le malheureux enfant avait été emmuré, c'est-à-dire que l'on avait élevé un mur à la place de la porte d'accès à son appartement, de façon qu'on ne pût entrer ni sortir. Un étroit guichet, disait-on, permettait seulement de lui passer chaque jour sa nourriture et sa boisson.

Un petit garçon de huit ans et demi, enfermé tout seul, sans personne pour l'aider à sa toilette, pour nettoyer un peu sa chambre, ses effets, pour faire son lit et prendre soin de lui ! Vous figurez-vous un petit enfant, vivant ainsi pendant six mois ?

On a dit aussi que le chef de la Commune, Chaumette, avait tiré Louis XVII de sa prison, et l'avait mis en sûreté à la campagne.

Voilà qui est bien possible, et qui explique l'isolement où vécut, dès lors, l'enfant du Temple. Impossible de réunir le frère et la sœur, impossible de laisser pénétrer librement serviteurs ou gardiens, comme naguère, dans l'appartement du petit prisonnier.

Si Chaumette l'a tiré de prison, on ne sait où il l'a fait garder. Et trois mois plus tard, Chaumette montait sur l'échafaud, emportant son secret avec lui dans la tombe.

Bien des années plus tard, à partir de 1815, Louis XVIII, le frère de Louis XVI, l'oncle du petit roi du Temple, régnait en France. On recommença à penser avec angoisse à l'enfant-roi qui n'était peut-être pas mort. Mais, s'il l'avait retrouvé, Louis XVIII aurait dû lui céder sa couronne... Aussi ne le fit-il pas rechercher avec une très grande ardeur. Il préférerait penser que son neveu était mort au Temple !

Par contre, des jeunes gens aventureux, qui avaient à peu près l'âge de Louis XVII, déclarèrent qu'ils étaient cet enfant disparu. Ils imaginaient des péripéties variées et dramatiques ; ils décrivaient leur enfance à Versailles, puis au Temple.

(Ce n'était pas très difficile, car il paraissait beaucoup de livres sur cette époque-là.)

On les a appelés les faux dauphins.

Peut-être ont-ils tous menti. Peut-être l'un d'eux disait-il vrai ?

Peut-être le fils de Louis XVI est-il mort dans sa retraite, ignorée de tous, et tout jeune encore ?

Peut-être enfin l'enfant du Temple, le triste petit prisonnier taciturne et indifférent, peut-être était-ce, malgré les apparences, l'espiègle enfant de Marie-Antoinette, miné sourdement par la maladie ?

Nous n'éclaircirons pas ce mystère. Sachons du moins l'histoire de l'enfant qui a vécu et qui est mort sous le nom du roi Louis XVII.



Cette histoire nous est bien peu connue.

Hébert et Chaumette, les chefs de la Commune et les maîtres du Temple, deux mois à peine après le départ de Simon, en mars 1794, étaient arrêtés comme royalistes ! On disait qu'ils avaient voulu faire évader « le petit Capet » pour restaurer la royauté et prendre la régence.

Peu de temps après, ils étaient exécutés.

Robespierre était tout-puissant, à la Commune, au Temple. Il fit une visite aux enfants prisonniers. Madame Royale l'a racontée :

« Il vint un homme que je crois qui était Robespierre. Les municipaux avaient beaucoup de respect pour lui, et sa visite fut un secret ; les gens de la Tour ne savaient pas qui il était. Il vint chez moi, me regarda insolemment, regarda les livres, et, après avoir chuchoté avec les municipaux, il s'en alla. »

C'était en mai 1794. Quelques jours plus tôt, Madame Elisabeth avait été subitement arrachée à sa prison, jugée en vingt-quatre heures et exécutée.

Seuls de la famille royale, restaient la jeune princesse, isolée dans son appartement, et le mystérieux enfant relégué dans sa chambre obscure.

Deux mois plus tard, le 9 Thermidor, Robespierre, à son tour, montait avec tous ses amis à l'échafaud. La Commune était dissoute, et le Temple n'avait plus de maîtres.

Le premier soin du vainqueur, Barras, fut de se rendre au Temple : il y fut le 9 Thermidor, dès six heures du matin !

Le premier depuis six mois, il pénétra dans la chambre de l'enfant-roi, et nous a raconté sa visite.

Il a trouvé l'enfant dans un berceau, pâle, les genoux et les mains enflés. La chambre était mal tenue et l'enfant malade.

Barras a ordonné que l'on fît promener le petit prisonnier, et que l'on appelât un médecin.

Après quoi, il a rendu visite à Marie-Thérèse, lui a posé mille questions, s'est attardé et renseigné sur elle.

Dès le lendemain, 11 Thermidor, un jeune protégé de Barras, âgé de vingt-quatre ans, Laurent, était nommé « gardien provisoire des enfants Capet ».

C'était un créole : il était né à la Martinique. Il devait tout à Barras, et lui était entièrement dévoué, comme naguère Simon à Chaumette. Mais quelle différence avec le rude cordonnier ! Intelligent, aimable et de bonnes manières, vous croyez sans doute que son arrivée transforma la vie du petit Louis XVII ? Eh bien, pas du tout ! Malgré les ordres de Barras, il ne fit pas venir de médecin, il ne fit pas promener l'enfant, il ne fit pas même entrer dans sa chambre un homme de peine pour la nettoyer à fond ! Il débarbouilla l'enfant lui-même, « et le lava de la vermine dont il était couvert », dit Madame Royale.

« Laurent fit descendre pour mon frère un lit qui était chez moi, dit encore la princesse. Le sien était couvert de punaises. »

En dépit de ses excellents sentiments, des supplications de Marie-Thérèse, des ordres formels de Barras, Laurent ne réunit pas un seul instant les deux enfants.

N'était-ce pas bien cruel de sa part ?

Pourquoi a-t-il agi de la sorte, s'il n'a craint quelque terrible

révélation, si le frère et la sœur s'étaient rencontrés ?

Autour du Temple régnait un mystère absolu. Laurent gardait le silence. Ses meilleurs amis l'assaillaient de questions auxquelles il ne répondait pas : exaspérés, ils l'accusaient de méditer quelque complot.

On parlait tant de conspirations – un audacieux n'alla-t-il pas jusqu'à proposer à Laurent de l'argent, pour laisser évader ses prisonniers ? – que le gardien des enfants royaux demanda de l'aide.

Le 14 Fructidor, deux conventionnels vinrent visiter le Temple et ses occupants. Ils décidèrent de faire doubler la garde qui surveillait la prison.

Fin octobre, le Comité de Sûreté générale, en pleine nuit, envoya des émissaires s'assurer de la présence des deux prisonniers : quelque faux bruit l'avait inquiété.

« Comme je dormais, à une heure du matin, on ouvrit la porte, raconte la princesse ; et je vis entrer deux hommes du Comité avec Laurent. Ils me regardèrent et sortirent sans rien dire. »

Enfin, le 8 novembre, on décida de désigner un second gardien pour aider Laurent : « Ce fut un nommé Gomin, un excellent homme, dit la princesse, qui laissait le jeune roi changer de chambre pour se distraire, qui cherchait à l'amuser ».

Mais on eut beau donner une fois de plus l'ordre de réunir le frère et la sœur, ce brave homme de Gomin tomba d'accord avec Laurent pour les isoler toujours, malgré la Convention.

Quelques semaines plus tard, trois membres du Comité de Sûreté générale vinrent au Temple. Ils pénétrèrent dans la chambre du petit Louis et lui parlèrent. Ils le virent prendre son repas, ils examinèrent sa chambre, qui était propre maintenant, ses jeux, car on lui en avait donné de nouveaux.

Ils posèrent à l'enfant mille questions, cherchèrent à lui donner confiance, le prièrent, le supplièrent de leur répondre ; impossible de rien obtenir. L'enfant les regardait d'un air morne et indifférent. Il faisait exactement comme si ces trois messieurs n'avaient pas été là.

Madame Royale, de son côté, leur demanda de « communiquer » avec son frère. Une fois de plus, l'ordre en fut donné. Une fois de plus, il n'y fut pas obéi.

Le 31 mars 1795, Laurent quittait le Temple. Un peintre en bâtiments, promu commandant des troupes de sa section, Étienne Lasne, le remplaça. Madame Royale dit que c'était un bien bon homme. Pourtant il adopta tout de suite la consigne de Laurent : le frère et la sœur restèrent séparés.

Pour les autres petits enfants, c'est le printemps qui commence, le soleil est gai, on se reprend à vivre heureux. Pour le petit roi, les quatre murs de sa chambre sont toujours aussi froides et aussi tristes.

Les semaines passent.

Au début du mois de mai, l'« enfant Capet », disent Lasne et Gomin, « éprouve une indisposition qui paraît prendre un caractère grave ».

Le Comité de Sûreté générale ordonne que le docteur Desault, l'un des meilleurs du temps, vienne visiter le malade « en présence de ses gardiens », et lui fasse donner des remèdes.

Le docteur vient plusieurs fois, prescrit quelques infusions, des massages aux articulations. Puis ses visites cessent brusquement : le docteur est tombé malade lui-même, et si grièvement qu'il en meurt, le 1^{er} juin.

Le 3 juin, un autre médecin est nommé, « connu pour ses talents » : c'est le docteur Pelletan. Il prescrit tout un régime, peu sévère en vérité : des viandes grillées ou rôties, beaucoup de légumes, du chocolat le matin, des confitures ; des potages, gras ou maigres, un peu de salade, un peu de vin. Il conseille de coucher l'enfant à neuf heures, de le lever à six.

Ce jour-là, le docteur ne juge sûrement pas très grave l'état du petit malade.

Il s'inquiète pourtant de la tristesse de sa chambre. Il en existe une à l'étage en dessous, plus gaie, qui donne directement sur le jardin. L'enfant y verrait au moins des arbres, de la verdure : « il y trouverait plus de consolation », dit-il.

L'enfant a été conduit dans sa nouvelle chambre, qui est vaste, et joliment meublée. Il paraît qu'il est très heureux de ce changement, qu'il se montre aussitôt plus gai, plus ouvert. Le docteur Pelletan témoigne encore qu'il lui a vu des livres, des jeux.

Le 7 juin, nouvelle visite du médecin, heureux du bon effet de ses conseils, et qui ordonne quelques nouveaux remèdes.

Dans la soirée du même jour, la maladie de l'enfant s'est sans doute aggravée, car Lasne et Gomin prient Pelletan de venir d'urgence.

Le docteur ne vient d'ailleurs que le lendemain matin, 8 juin, à onze heures, accompagné de son confrère Dumangin. Tous deux restent jusqu'à midi, et ne cachent pas leur inquiétude.

Ils envoient au Comité une note où ils signalent l'état du « fils de Capet » « comme très grave ».

« Il est indispensable, disent-ils, de mettre auprès de lui une femme garde-malade intelligente... »

Ils ordonnent des potions, et un bouillon à prendre de quart d'heure en quart d'heure.

Gomin est auprès du Comité de Sûreté générale, qu'il met au courant de la situation. Il est deux heures. L'enfant est pris d'une

espèce de râle qui effraye Lasne et Damont, le commissaire de garde. Tous deux rédigent en hâte une note pour appeler Pelletan.

« Citoyen, une crise des plus violentes vient de prendre au malade ; il est de la plus indispensable nécessité que vous vous rendiez sur-le-champ auprès de lui. »

Lasne est seul auprès du petit malade quand, un peu avant trois heures, il est repris de suffocations. Lasne se penche vers l'enfant. Le petit l'enlace dans ses deux bras, et puis, dans un dernier soupir, il s'éteint.



Autour du petit cadavre, pas un pleur. Pas un mot de pitié, à la mort de ce petit enfant malheureux et innocent, qui était peut-être le fils des rois de France.

Dans la prison, gardiens et soldats demandent des nouvelles du petit malade : ils ne savent pas sa mort, et Lasne, pendant une journée entière, continue à demander, de quart d'heure en quart d'heure, tisanes et médicaments.

Le docteur Pelletan, dès son arrivée, constate le décès. Mais le Comité décide de conserver la chose secrète.

Le lendemain, on fait l'autopsie du petit cadavre : c'est-à-dire que les chirurgiens pratiquent diverses opérations destinées à connaître la cause de la mort, mais qui défigurent les restes de l'enfant.

Le lendemain soir, la nouvelle est communiquée au monde.

Le personnel de la prison, d'autres encore qui avaient connu le petit dauphin au temps où il était plein de vie et de santé, défilent devant le petit corps. Un linceul le recouvre. Sa tête, dont le crâne a été tondu, puis scié, et remis en place après l'autopsie, est en partie cachée par une espèce de cagoule ou de bonnet.

Les officiers qui défilent, après les députés dépêchés par la Convention, déclarent reconnaître le fils de Louis XVI qu'ils avaient vu jadis jouer aux Tuileries.

Un bambin, à peine entrevu, il y a trois ans... Aujourd'hui, ce cadavre mutilé... qui saura jamais si vraiment c'est le même enfant ?

Madame Royale, à quelques pas de là, n'est pas interrogée. Elle n'a pas vu le corps de son malheureux petit frère. Elle ne sait rien : la mise en bière, l'enterrement à la nuit tombante, devant Lasne, Gomin et quelques soldats seulement.



La fosse commune du petit cimetière Sainte-Marguerite a reçu les restes de l'enfant.

Marie-Thérèse a été livrée à l'Autriche, en échange de conventionnels prisonniers.



Lazare Hoche



AZARE HOCHÉ est né le 25 juin 1768, à Versailles. Son père était un ancien soldat, devenu garde au chenil du roi. Il n'a pas connu sa mère, et une vieille bonne femme de tante l'a élevé. À peine sait-il lire et écrire, il faut qu'il gagne sa vie. Il entre aux écuries royales, pour soigner les chevaux.

Certes, il n'est pas malheureux : d'abord, il adore les animaux. Mais comme cette vie est monotone ! Il a si grande envie de s'instruire, de voyager, de connaître les beaux pays de la terre ! Un seul moyen pour cela : se faire soldat, et partir pour les Indes avec les armées de Sa Majesté.

Il est si impatient, qu'il n'est encore qu'un petit gringalet quand, à dix-huit ans, il s'engage dans les gardes-françaises. Un beau régiment, où le métier s'apprend à merveille. De départ pour les Indes, il n'en est pas question. Mais Lazare s'achète des livres, et puisque de caserne en caserne il reste toujours à Paris, il en profite pour s'instruire. Le soir, on le voit plongé dans des livres de latin, de mathématiques.

Il sera bientôt plus savant que ses officiers !

Tout le monde l'aime, car c'est un gai compagnon. Mais par exemple, il ne fait pas bon s'y frotter quand il est en colère ! Il n'y a pas de discipline qui tienne. Quand il voit commettre une injustice, il en devient presque fou.

Ainsi, un de ses amis a été tué par un bourgeois. Avec plusieurs camarades, Lazare a mis à sac la maison du bourgeois. Et quand les gardes-françaises mettent une maison à sac, je vous réponds qu'il ne reste debout que les quatre murs !

Le guet vient à passer. Tous les camarades se sauvent. Lazare, lui, est trop fier pour se sauver. Il est pris, condamné au cachot : de lui-même, il va chercher les clefs de la prison et les tend au chef. Quant à dénoncer les amis, pas de danger ! Hoche n'aime pas les mouchards.

Et quand il regarde un officier, il n'y a pas de force au monde qui lui ferait détourner la tête.

Il s'est engagé en 1786, et en 1789 il est déjà sergent. Le 6 octobre, parmi les gardes-françaises qui sont venus de Paris avec M. de La Fayette pour défendre le roi, il est là. Si la foule qui se rue aux portes du château n'a pu passer, si les gardes du corps, et – qui sait ? – la famille royale, sont sains et saufs, c'est à lui qu'on le doit : au petit sergent qui se souvient de son enfance, aux écuries royales.

Ce sergent de vingt ans sait se faire obéir : si bien, que le ministre de la Guerre l'a remarqué, un jour qu'il l'a vu commander son peloton. Voilà comment il est devenu officier, en 1792.

Au siège de Maestricht, l'armée manquait de tout : au péril de sa vie, il est parvenu à la ravitailler.

En 93, le brave général Le Veneur l'a choisi comme aide de camp. Il est capitaine maintenant, le général l'honore de son amitié, et lui enseigne ce qu'il ne sait pas. Car il y a une science militaire. Tout le courage et toute la volonté et toute la jeunesse ne suffisent pas à faire un chef. C'est auprès de Le Veneur que le jeune Hoche s'initie à son métier d'officier. Ce n'est pas dans les livres qu'il l'apprend, certes non ! mais les armes à la main, dans les batailles telles que celles de Goidsentoven, de Nerwinden, de Bliebeck...

Sur ces entrefaites, le vainqueur de Valmy, le grand général Dumouriez, trahit la France et la République. À qui se fier désormais ? Le général Le Veneur est suspect et on le met en état d'arrestation, devant ses soldats atterrés.

Hoche ne supporte pas une telle injustice, une pareille monstruosité. Il se dresse pour défendre son chef. À lui seul, il lutterait volontiers contre tous les gendarmes.

« Est-ce donc Pitt et Cobourg qui gouvernent la France ? » s'écrie-t-il, dans son indignation.

Voilà des paroles qu'on ne pardonne pas, sous la Convention : elles sont colportées, dénaturées. Il est accusé de propager de fausses nouvelles, qui affaiblissent le moral de l'armée ! Et bientôt le voilà arrêté à son tour, déféré au tribunal révolutionnaire de Douai.

C'est une grave affaire que celle-là. Le jeune capitaine risque sa tête. Eh bien ! il ne s'abaisse même pas à se défendre. Tout simplement, il raconte sa vie, ses campagnes. Et il en vient à l'odieuse accusation sous laquelle on accable le bon général Le Veneur, son maître, son ami. Est-ce en vérité un accusé qui parle, ou bien le plus désintéressé, le plus chaleureux des avocats ?

Le général Le Veneur est un ci-devant. Il était l'ami de Dumouriez ; mais jamais il ne s'est associé au crime de son camarade.

« J'ai une femme et des enfants. Ils n'appartiendront jamais à un traître ! » avait-il répondu vertement à Dumouriez.

Il n'a pas émigré comme tant d'autres ; il a été sans cesse sur la brèche, partageant avec ses hommes les dangers et les peines.

Si tous les généraux étaient des Le Veneur, en serions-nous où nous sommes, menacés de toutes parts, en 93, comme nous l'étions en 92, malgré tant de sang versé, tant de victoires ? Et c'est le moment qu'on choisit pour décréter d'accusation les meilleurs défenseurs de la Patrie !

Hautain, Lazare ne demande pas sa mise en liberté. Qu'on lui donne, dans sa prison si l'on veut, les moyens de travailler au salut de la Patrie. Ensuite, qu'on fasse de lui et des autres tout ce que l'on voudra.

Le tribunal tout entier a été conquis par la fougue révolutionnaire du jeune capitaine. On l'acclame. Il est libre.

Mais Dunkerque est investi, avec 7 000 hommes qui luttent désespérément, sans grands moyens de défense, contre 37 000 ennemis. On y envoie le commandant Hoche.

Comme par enchantement, la défense malhabile, découragée, fait place à une résistance active et victorieuse.

Les tirailleurs lâchent pied ; les matelots se mutinent. Il n'est pas jusqu'aux officiers, qui désertent les avant-postes... pour aller pêcher les moules !

Ah ! mais, Hoche présent, ça ne se passera pas comme cela ! Il ne punit pas. Mais il prévient qu'on fera des exemples, et qui seront terribles. Il va trouver les marins ; il va trouver les soldats ; il leur parle de la jeune République ; il les réveille, il leur communique sa flamme. Bientôt il n'y en a pas un qui ne se ferait tuer pour lui.

Les ennemis construisent des batteries sur les dunes. De nouveau, les troupes s'inquiètent, tremblent. Hoche bondit au Conseil de guerre, fait adopter une tactique nouvelle : on montera des canons sur les bateaux, on va prendre les batteries ennemies en enfilade, on les réduira au silence !

Le plan est adopté. Hoche court le faire exécuter. Les canons sont placés, l'alarme est au camp ennemi. Vite, il se fait ramener à terre. Il va ranimer l'ardeur des troupes sur les remparts ; il va reconforter la population angoissée.

On tient. L'armée de secours arrive. Dunkerque est délivrée.

« Au début du siège, s'écrie le triomphateur, j'ai écrit au Comité de Salut Public que nous sauverions Dunkerque. Aujourd'hui la ville est sauvée, et notre devoir est accompli. Honneur aux Dunkerquois ! »

Il écrit au Comité de Salut Public, ce jeune héros couvert de gloire. Ce n'est pas intriguer, certes non ! C'est pour exposer les meilleurs plans qui, selon lui, nous donneront la victoire ; pour supplier le Comité d'agir : de commander une descente en Angleterre, une marche décisive contre les coalisés.

Robespierre voit les missives du bouillant officier.

« Voilà un homme excessivement dangereux », dit-il à ses collègues.

L'homme dangereux était arrivé à Dunkerque dans les derniers jours d'août. Le 9 septembre, les ennemis ont levé le siège. Le 10, il est nommé adjudant général chef de brigade. Le 13, général de brigade. Le 15, un camarade jaloux le dénonce au Comité de Salut Public ! Le 30, brûlé de fièvre et crachant le sang, il doit se mettre au lit.

Quelques jours plus tard, à la tête d'une poignée d'hommes, il enlève Furnes. Le 23 octobre, il est nommé général de division, commandant en chef de l'armée de la Moselle.



L'armée de la Moselle ! Encore un beau cadeau qu'on lui fait, à ce général en chef de vingt-cinq ans ! Il y arrive le 3 novembre : depuis juillet, c'est une armée qui va d'échec en échec, constamment battue, épuisée de faim et de fatigue. L'Alsace est envahie. Landau est bloquée. Brunswick et ses Prussiens s'installent sur la Sarre, les Autrichiens en Lorraine.

Les officiers, comme ceux de Dunkerque : incapables, prêts à trahir...

Hoche les réunit, les écoute, les juge. Il a tôt fait de discerner ceux dont il n'a rien à tirer ; ceux-là sont destitués d'abord. Puis ils sont remplacés par des jeunes, ardents et convaincus comme lui. Pourvu que ce soient des chefs, des vrais, que lui importe qu'ils soient ci-devant ou enfants du peuple, bas officiers ou chefs d'état-major ! Chacun reçoit un commandement à la mesure de ses talents, de sa valeur militaire.

Les soldats sont à demi nus, sans souliers, sans pain. Mais, avec de bonnes armes, commandés par le général Hoche, ils sont bientôt prêts à faire des prodiges. La discipline se resserre, la confiance renaît.

Hoche n'est pas de ces chefs qui se laissent diriger par les événements. Il explique aux généraux quels sont ses plans, aux soldats ce qu'il attend d'eux. Il se concerte avec ses camarades des armées voisines. Landau est bloquée ? Il faut la délivrer. Il ne faut pas qu'il reste un Prussien en Alsace.

« Et ça ira. Demain je dirai ça va, et le 28, ça va et ça a été ! »

« Enflamme ton armée », lui a dit Saint-Just, le représentant en mission... Ah ! bien oui, voilà un conseil à donner à Lazare ! Est-ce que sa seule présence n'a pas suffi à électriser cette cohue hagarde et inerte qu'était devenue l'armée de la Moselle ?

L'attaque commence le 17. Il n'y a pas quinze jours qu'il est arrivé !

D'abord, ça marche comme sur des roulettes. On avance sans coup

férir. C'est à croire que l'ennemi a appris à fuir, au seul nom de Hoche ! On n'a que le seul souci de courir aussi vite que lui, pour le rattraper. Du moins trouve-t-on à se ravitailler, et de quoi se vêtir un peu, et des souliers, dans ces villes que l'on traverse en courant, et qui n'ont pas encore souffert.

L'ennemi recule toujours. Ah ! il sait ce qu'il fait, le Brunswick ! Il s'arrête à son heure, au lieu qu'il s'est fixé d'avance : à Kaiserslautern, où de formidables remparts le protègent.

Mais y a-t-il des remparts capables d'arrêter l'élan des baïonnettes républicaines ? C'est d'un cœur tranquille, sûr de lui-même et de ses hommes, que Hoche donne le signal de l'attaque.

O surprise ! L'ennemi résiste. Impossible de l'entamer. Toute la journée, et puis tout le jour suivant, les bataillons républicains se ruent à l'attaque. Hoche est là, et pas un homme ne flanche. Mais les cadavres s'amoncellent, l'armée est fauchée de toutes parts par les canons de Brunswick, les munitions s'épuisent. Hoche est là, qui ne connaît pas la défaite. Et pourtant, au soir du troisième jour, lui qui avait tant promis que « ça irait », c'est lui qui doit ordonner la retraite. La première, la seule fois de sa vie ! Landau n'est pas sauvée, et il a perdu trois mille hommes.



Les canons autrichiens ont été plus forts que les baïonnettes françaises... Mais, au fait, Pichegru et son armée du Rhin, qui devaient soutenir notre aile droite, qu'ont-ils fait ? D'où vient qu'ils n'ont pas paru, pendant toute la bataille ? Et ne serait-ce pas la cause du désastre ?

L'inertie de Pichegru est coupable, c'est certain. Il est envieux, et ne pardonne pas, à son jeune rival, ses succès. Mais Hoche n'est pas de ceux qui rejettent une faute sur d'autres. C'est lui-même qu'il accuse, sa fougue, son ardeur imprévoyante... Malgré tout, ses hommes le regardent encore avec confiance, avec amour. Et Landau lui crie sa détresse. Assez regardé en arrière. Cette fois il faut vaincre ou mourir !

C'est la victoire ! Après la prise de Niederbronn, c'est Wœrth, enlevée de haute lutte, avec vingt-deux pièces de canons, c'est la jonction avec Pichegru.

Tout à la joie, Hoche a oublié les soupçons, les rancunes, et saute au cou de son vieux camarade.

Pichegru, maussade, cherche querelle à tel officier, se plaint de tel autre. Oh ! s'il le prend sur ce ton, c'est autre chose !

Dans une armée, il faut de la discipline avant tout ; il faut l'unité de

commandement.

Hoche se bat pour sauver sa patrie, non pour la gloire et les honneurs. Il faut un seul commandement pour les deux armées du Rhin et de la Moselle. Que les représentants nomment Pichegru, Hoche est tout prêt à servir sous ses ordres.

Les représentants sont d'accord ; il faut un chef unique. Mais c'est Hoche qu'ils désignent.

Toute la nuit, les soldats ont veillé. Ils acclament le général qui, fiévreusement, parcourt les avant-postes : c'est Wissembourg, que leurs feux de bivouac éclairent de cette lueur rougeoyante. Wissembourg, où les princes français mènent joyeuse vie, la dernière citadelle qui menace Landau.

Au son de la Marseillaise, les soldats en sabots se ruent à l'assaut de la ville. Ils hurlent comme des démons, rien ne leur résiste. La ville tombe. Landau est débloquée.

Ils peuvent se sauver, maintenant, les princes émigrés ! Ils abandonnent bals et festins. Pour une fois, ils auront préparé la fête : aux va-nu-pieds de se régaler !

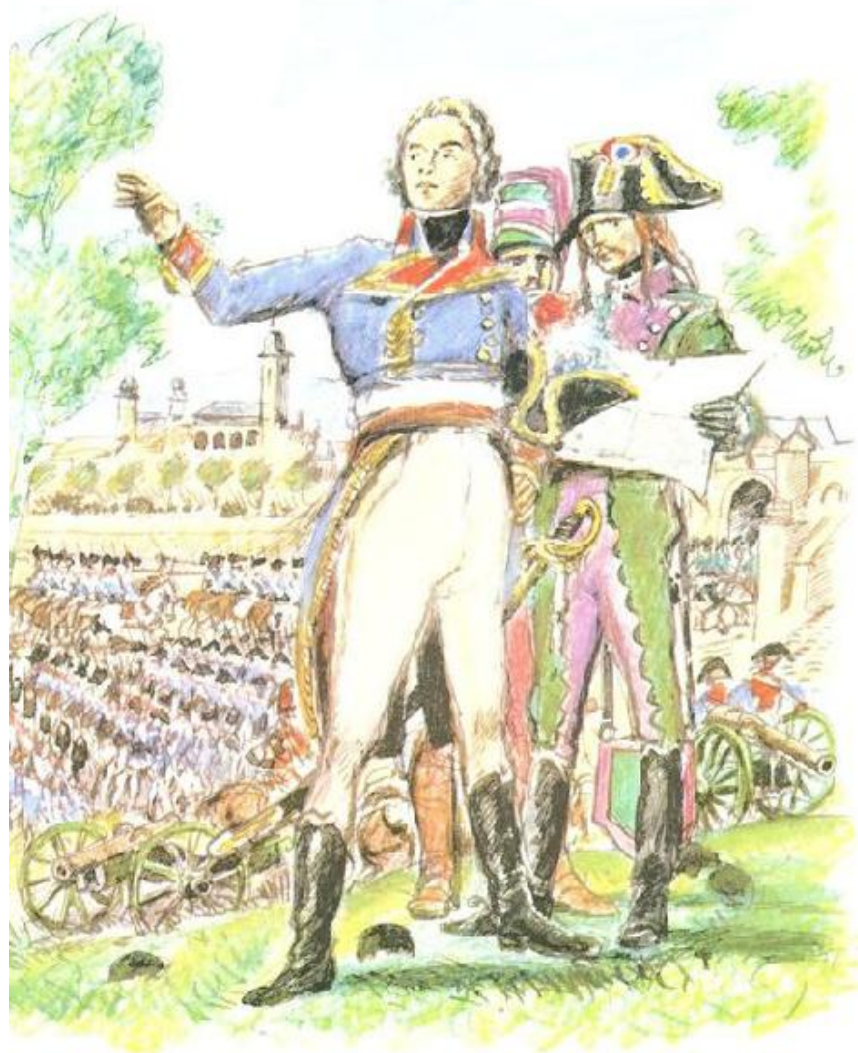
Deux lettres partent, de Landau, à destination du ministère de la guerre.

Celle de Pichegru : ... « Citoyen ministre, Landau est débloquée, j'y suis depuis une heure... » (Ne croirait-on pas qu'il a tout fait ?)

Celle de Hoche : ... « Il me reste une prière à faire au Comité... Le but est atteint, je désire n'être chargé que du commandement de l'armée de la Moselle. Les deux, ensemble, sont un trop pesant fardeau pour une tête de vingt-six ans. »



Le Palatinat est conquis. Les malheureux vainqueurs, harassés, peuvent enfin prendre un peu de repos.



Le Palatinat est conquis.

C'est à Thionville que campe le général Hoche : une ville qui n'a pas connu les horreurs de la guerre. La vie y est facile et gaie. Il ferait bon fonder un foyer : avoir une femme, des petits enfants. Elles sont bien gentilles, toutes ces jeunes filles du pays, qui prodiguent leurs sourires au beau général de vingt-six ans.

Une surtout : Adélaïde Dechaux. Toute jeune, et pas bien riche assurément. Elle n'est pas si hardie que les autres ; mais elle regarde le général avec tant de ferveur et d'amour !

Faut-il si longtemps pour se décider ? Le temps de faire sa demande, d'être agréé ; ça ne traîne pas. On fera une belle noce, car l'ami de Hoche, Debelle, aime la sœur d'Adélaïde. Le même jour se fait le double mariage : le 11 mars 1794. La victoire, l'amour, ils ont tout pour eux, ces jeunes gens !

Tout pour eux, c'est bien vite dit. Car il y a des hommes jaloux, haineux, qui n'aiment pas le bonheur des autres. Il y a Pichegru, qui déteste son rival. Il y a Robespierre, le « pur » républicain, qui craint les généraux vainqueurs. Surtout, il y a Saint-Just : représentant en mission auprès de l'armée de la Moselle, le jeune général a refusé net de lui communiquer ses plans de bataille. Hoche l'a tenu à l'écart. Hoche a été vainqueur ; deux crimes que Saint-Just ne pardonne pas. Et Saint-Just est l'ami du tout-puissant Robespierre...

Le lendemain des noces, Hoche est envoyé, brusquement, à l'armée d'Italie. Ce n'est pas drôle de se séparer si vite ! Mais, parbleu ! c'est un beau commandement. On est soldat avant tout.

Quelle joie, aussi, en arrivant à Nice ! Des généraux jusqu'aux gamins des rues, tout le monde l'acclame. Et puis, ce soleil, cette lumière ! C'est un pays à triompher de tout ! La vie est facile et les troupes sont fraîches. Quelle confiance, aussi, dans tous les yeux !

Il s'enferme, fiévreusement il prépare son plan de campagne.

On frappe à la porte. Encore des félicitations, sans doute, un ami inconnu ? La ville en est pleine.

L'inconnu se nomme : général Dumerbion.

Fraternel, tout de suite, Hoche l'invite à partager son repas. Il court à lui, la main tendue...

Dumerbion reste impassible. L'élan de Lazare en est figé soudain. Et une grande angoisse lui étreint le cœur tandis que Dumerbion, glacé, lui lit le message du Comité de Salut Public :

« ... L'expédition d'Italie, qui devait être faite par le général Hoche, sera confiée au citoyen Petit... Les représentants du peuple près de l'armée d'Italie feront mettre en état d'arrestation le général Hoche et l'enverront à Paris sous bonne et sûre garde... »

— Votre épée, général ?

C'est fini. Deux gendarmes gardent la porte. Demain ils l'emmèneront, car on lui fait la grâce de le laisser coucher dans un lit,

ce soir.

Ah ! s'il voulait... De sa fenêtre il entend gronder les soldats, les officiers, tous ses amis nouveaux. Ils n'attendent qu'un geste de lui, qu'un seul mot pour voler à son secours, pour marcher sur Paris avec lui, oui, en révoltés, en conquérants. S'il voulait... Mais ce serait la guerre civile. Ce serait un exemple terrible pour les conquérants, demain. Ce ne serait pas loyal envers le pays et la République, unie et indivisible.

Il a bien joué, Saint-Just – car de quel autre viendrait ce coup perfide ? Il a isolé Hoche pour le mieux abattre. Ses camarades de l'armée d'Allemagne se seraient dressés tous pour lui barrer le chemin de la prison ; ils lui eussent fait un rempart de leurs corps. Ici, puisqu'il le veut ainsi, ils se soumettent. Ils laissent emmener, ignominieusement, leur chef d'un jour.



La porte de la prison des Carmes se referme sur le général, qui demande justice.

— Il vous sera fait, dit Saint-Just, celle que vous méritez.

Puisse-t-il dire vrai !

En attendant, Hoche est mis au secret, dans une étroite cellule qui ne prend jour et air que d'une cour malodorante. Il ne voit personne. Il ne peut rien faire. Il tousse souvent, et l'ennui le ronge.

Pourquoi ne l'en voie-t-on pas se battre ? Comme officier, comme soldat, n'importe ? Il serait bien de quelque utilité aux armées ? Il écrit à Robespierre, pour le supplier de servir. Pas de réponse.

Quelques jours après il est transféré à la Conciergerie. C'est l'antichambre de la guillotine, tout le monde le sait. Mais on a un peu d'air et d'espace. On a des compagnons de misère. Il y a des femmes, des aristocrates, qui lui font des avances. L'une, surtout : on l'appelle Joséphine de Beauharnais.

Malgré la mort qui rôde, tout ce beau monde ne songe qu'au plaisir, à l'argent, aux honneurs. Les divertissements sont interrompus, chaque matin, par la lecture de la liste terrible : la liste des condamnés à mort. Cette femme, si fière de sa noblesse ancienne ; ce financier, qui cache ses assignats jusque dans ses bottes, ce soir auront cessé de vivre. D'autres les remplacent, dont le destin sera le même, et qui, insoucians, étalent leurs petits travers de la même façon.

Un jour, parmi les nouveaux arrivants, se trouve un bas officier de l'armée de la Moselle. Il servait sous les ordres de Debelle, le beau-frère de Hoche, et peut lui donner des nouvelles de tous les siens. Pas

bien gaies, les nouvelles... Le père d'Adélaïde Dechaux est en prison à Thionville. Pour quel motif ? Simplement parce qu'il est le beau-père du général Hoche. La petite générale vit avec sa mère, elle pleure son bonheur d'un jour.

Et l'armée ? C'est autre chose. Ça va bien, aux armées. Le général Jourdan, avec les troupes de Hoche, vient d'infliger une défaite terrible aux coalisés, à Fleurus.

Quel bonheur d'avoir un ami, de pouvoir parler des absents, de ceux qu'on aime !

Et puis, certain jour, le nom de l'ami est sur la liste, et l'on se quitte à jamais.

Reste la lecture. Hoche a toujours aimé la lecture. Quand il est fatigué de lire, il écrit. Des lettres, pour sa femme, pour Debelle. Ou des relations de ses campagnes, de ses victoires.

Vient un moment où d'étranges rumeurs circulent. C'est étonnant comme les nouvelles se propagent vite dans les prisons ! On parle d'une révolution dans la Révolution. Robespierre et ses amis seraient décrétés d'accusation. Tous les suspects sont sauvés ! Le 9 Thermidor, Saint-Just entre à la Conciergerie. Le 16, Hoche en sort enfin, libre et joyeux, tout frémissant d'amour pour son Adélaïde qui l'attend, et pour la jeune République qui a si mal reconnu ses services...



Le général Hoche est nommé, au mois de septembre, commandant de l'armée des Côtes de Cherbourg, à laquelle on ajoute bientôt celle des Côtes de Brest. Là comme en Allemagne, il se trouve investi d'un très grand pouvoir : deux armées sous ses ordres, dix départements à pacifier. Mais quelle différence avec la lutte franche, loyale de la frontière ! Là-bas on a des ennemis, on se bat pour la Patrie et pour la liberté. Ici, pas de soldats, d'abord, dans ces deux armées : des pillards, des voleurs, des ivrognes, qui maltraitent les habitants et détruisent les récoltes, quand il y en a. Pas d'ennemis non plus. Dans la campagne désolée, on ne voit personne. Les Chouans se terrent et se cachent. Un coup de fusil de temps en temps, qui ne manque pas son but. Une chanson insolente, qui vient on ne sait d'où. Les femmes et les enfants ont le regard fuyant de ceux qu'on a persécutés. Les hommes ont tout abandonné pour suivre quelque prêtre ou quelque royaliste fanatique. Les églises sont désertes et muettes depuis longtemps.

Le général Hoche tombe au milieu de cette désolation. Il ne perd pas beaucoup de temps à se lamenter sur la tristesse de sa tâche ingrate,

sur la chance de ses camarades et de ses hommes, qui se battent contre l'ennemi, le seul, le vrai.

La première chose à faire, c'est de créer de nouveau une armée, avec ce ramassis de pillards et d'intrigants qu'on appelle ici les « Bleus ». Tel est l'ascendant du général, qu'il lui suffit de rassembler ses hommes loin des villes, dans des camps où ils ne subissent aucune autre influence que la sienne, pour en faire de vrais soldats.

Aux « indigènes », maintenant, c'est-à-dire aux gens du pays. C'est plus difficile, car ce sont des malheureux, égarés par de mauvais conseillers ; de pauvres gens qui se sont révoltés, sans savoir que la République ne voulait que leur bien... Peut-être aussi les Républicains s'y sont-ils mal pris pour le leur faire comprendre. Mais Hoche n'épargne ni son temps ni sa peine... Bien sûr, il aime mieux prendre une ville d'assaut, ou gagner une bataille rangée, plutôt que d'arrondir de belles phrases et de faire de longs discours. Mais il ne faut pas traiter ces gens-là en ennemis. Une proclamation habile, quelques promesses en temps voulu, les gagneront plus sûrement que les meilleurs fusils et les canons les plus redoutables.

Et le général ouvre tout grands ses bras à ces frères égarés, car tous les Français sont les enfants également chéris de la République, une et indivisible. Tous ceux qui mettront bas les armes seront accueillis avec joie. Il n'y a plus de représailles. Finis, les « Chouans » et les « Bleus » : il n'y a plus que des Français, qui s'aimeront dès qu'ils se connaîtront.

Vous autres, paysans, vous tenez à vos messes, à vos curés ? Qu'à cela ne tienne ! On les rouvrira, les églises, et Hoche est prêt à les fréquenter tous les dimanches, si la paix est à ce prix.

Mon Dieu ! qu'il est difficile de se faire comprendre ! À force de parler de paix, voilà les Comités de Paris convaincus que les Chouans sont à leur merci. Et les chefs chouans préparent une comédie de leur façon. Ils vont traiter avec la République, pourquoi pas ? Et quand ils auront bien endormi sa méfiance, ils s'insurgeront tous ensemble, avec l'aide des Anglais, des émigrés, et, les « Bleus » massacrés, s'ouvriront le chemin de Paris.

Hoche n'est pas dupe. Il devine leur manœuvre, il démasque leur chef perfide, un certain Cormatin, à qui les représentants venus de Paris font mille avances, et qui est un misérable, à la solde des Anglais et des royalistes. Mais bah ! on ne l'écoute pas, on signe un traité, on déclare finie la guerre de Vendée et de Bretagne.

Cependant que Cormatin se pavane, à Rennes et autres lieux, cocarde blanche au chapeau, et que les brigandages continuent, et les assassinats, dans les chemins creux.

Hoche enrage et ronge son frein. Rien à faire maintenant puisque la paix est signée, puisqu'il n'y a plus de Chouans...

Un beau jour, on arrête un Vendéen suspect, on le trouve porteur de

trois lettres adressées à des chefs royalistes. Toutes trois parlent de l'insurrection prochaine et sont signées de Cormatin.

Enfin, on va pouvoir agir ! Cormatin est arrêté, l'insurrection éclate comme par enchantement. Bientôt, à l'horizon, c'est la flotte anglaise qu'on aperçoit, cinglant vers les côtes de Bretagne. Hoche va se mesurer contre un ennemi digne de lui.

Le débarquement se fait à Quiberon : étroite bande de terre, désertique, interminable. Un bien mauvais champ de manœuvres que les royalistes ont trouvé là !

Est-ce bien une armée que cette masse grouillante, parquée sur cette lande sans issue ? Il y a des officiers, beaucoup d'officiers, les émigrés qui viennent porter le coup de grâce à la République moribonde. Mais les soldats ? Ce sont pour la plupart des prisonniers français républicains, faits par les navires anglais. Ils n'avaient aucune ressource. On ne leur donnait à manger que s'ils s'embarquaient pour la France. Les uns après les autres, il a bien fallu qu'ils y aillent. Ils portent la cocarde blanche, mais quelle ardeur auront ils au combat ? Messieurs les Anglais sont à l'abri dans leurs vaisseaux. Ils veulent bien soutenir leurs amis en tirant à boulets rouges sur l'armée républicaine. Mais en cas de désastre, de quel secours seront-ils ? Pourront-ils seulement recueillir les fuyards ? On n'a pas envisagé de défaite.

Ils étaient des mille et des mille. Ils étaient soutenus par les canons anglais. Mais contre eux ils avaient Hoche.

La partie n'était pas égale.

Ce fut une tuerie sans exemple. Exaspérés par la trahison, par tant de mois de luttes sournoises, les Bleus n'ont pas fait de quartier. Acculés à la mer, ceux qui ne se sont pas rendus, ceux qui n'ont pas passé spontanément au camp républicain sont morts par milliers. Bien rares ont été ceux qui ont pu joindre les frégates anglaises.

Et celles-ci, hautaines et silencieuses, ont regagné leurs mers du Nord.

Encore quelques mois, pour mater les derniers soubresauts du parti vendéen. Il est mort, il est bien mort cette fois, et le général Hoche peut chanter victoire.



Une victoire qui ne lui plaît guère. On lui décerne de beaux noms : « Pacificateur de la Vendée... »

C'est l'étranger qu'il voulait vaincre, le plus perfide surtout, le plus redoutable : l'Angleterre.

De leur île, les Anglais dictent leur loi au monde, fomentent les guerres, et refusent, les insolents, de reconnaître la République française. Il n'y a plus de guerre civile en France. Bonaparte fait rendre gorge aux Autrichiens. L'Angleterre matée à son tour, ce serait la paix et le bonheur en France, pour toujours.

Dans leur île, les Anglais se croient invulnérables. Il faut les attaquer chez eux, porter la guerre chez eux. Et comme ce sont des marins, et non pas des soldats, on les vaincra. Hoche est sûr de les vaincre.

Les alliés, pour cette expédition, ils sont tout trouvés : les Irlandais, qui souffrent d'être asservis, qui désirent ardemment la liberté et recevront les Français comme des libérateurs... Un débarquement en Irlande, avec une poignée d'hommes résolus, c'est l'Angleterre à notre merci !

Oui, mais il faut traverser la mer. Et pour traverser la mer, il faut des vaisseaux de guerre, des marins, des officiers de marine. Et voilà bien où les choses se gâtent.

L'amiral ne veut pas de cette expédition en Irlande. Pourquoi ? Mystère. Mais tout lui est bon pour déjouer les plans du général.

D'abord, il n'y a pas de vaisseau. Puis, aucun officier. Les équipages maintenant, impossible de les constituer. Vingt fois, Hoche perd patience, abandonne son projet, demande un poste sur le Rhin, n'importe où, n'importe lequel. Et soudain il se ravise ; il est si sûr que le salut de la République est là, dans ce débarquement d'Irlande...

Et puis, quand, à force d'énergie, de patience, de courage, il a obtenu gain de cause, quand enfin l'expédition a fait voile vers l'Irlande, la fatalité elle-même s'est mise de la partie. Les éléments se sont déchaînés ; au cours d'une affreuse tempête, le bateau amiral, où se tenait le général Hoche, s'est trouvé séparé du reste de la flotte. Pendant un long mois il a erré, désespéré, perdu. Il a échoué enfin sur les côtes françaises, à l'île de Ré. Les autres navires ont atteint les côtes d'Irlande. Qu'étaient-ils, privés de leur chef, que pouvaient-ils faire ? Ils ont attendu, et puis ils sont revenus.

La grande expédition qui devait sauver la liberté et le monde, s'est terminée ainsi : des vies humaines englouties ; la maigre flotte française appauvrie de quelques unités, parmi les plus belles ; et une immense déception.



Voici la dernière étape : l'armée de Sambre-et-Meuse. Le général Hoche retrouve ses soldats de l'an II, vieilliss, aguerris aussi. Ils campent en Rhénanie, et tout n'y va pas pour le mieux. Les

populations souffrent, les soldats sont presque aussi miséreux qu'il y a trois ans. Et tout l'argent qu'on extorque aux malheureux habitants passe à enrichir une bande de « mercantis », de fournisseurs à l'armée qui ne fournissent rien, et s'emplissent les poches, et de fonctionnaires qu'on paye richement à ne rien faire.

Quelques mois plus tard, Hoche peut contempler son œuvre : l'armée est prospère, les soldats bien vêtus, les caissons pleins de munitions. Plus de beaux parleurs inutiles, plus d'argent jeté par les fenêtres. Les populations payent volontiers une contribution équitable. Et la preuve que les Français savent maintenant se faire aimer dans le pays, c'est qu'à leur tour les Rhénans adoptent le gouvernement de la France : c'est la République cisrhénane, créée par Hoche, citadelle avancée de la République française, en face de l'Empire allemand.

Entre temps, le général a vaincu la coalition, une fois de plus ; toute l'Allemagne est libre jusqu'à Francfort. Il a prêté main-forte aux républicains à Paris, menacés d'un coup d'État royaliste ; il a sauvé la République et puis il est retourné à son armée de Sambre-et-Meuse, simplement, car il lui semble que c'est tout naturel. Il n'a fait que son devoir ; on ne se fait pas payer pour remplir son devoir.

Un autre général, bientôt, se montrera moins désintéressé ; ce Bonaparte, qu'il admire pour ses prodigieuses victoires, aura, lui aussi, l'occasion de sauver la République : ce sera pour la capter à son profit.

Hoche est trop loyal. Il n'est heureux que parmi ses camarades et ses hommes. Sa femme Adélaïde, et leur petite fille Jenny, vivent avec lui au quartier général depuis que la paix est signée, qu'on peut espérer un peu de tranquillité et de bonheur.

Mais d'où vient cette fièvre qui le brûle sans cesse, cette pâleur, ces accès de faiblesse ? N'est-ce vraiment qu'un rhume tenace, cette toux continuelle qui lui arrache la poitrine à chaque instant ?

Depuis la malheureuse expédition d'Irlande, il tousse ainsi.

Son médecin lui conseille un changement d'air. Quitter l'armée ? Mais c'est vouloir sa mort. Il ne peut vivre qu'en travaillant, entouré de tous ses amis.

Et c'est là qu'il meurt. À Wetzlar, au cœur de cette Rhénanie qu'il a tenté de régénérer. Le 19 septembre 1797, dans d'atroces souffrances, il s'éteint, à l'âge de vingt-neuf ans. Il a fait plus en cinq années qu'homme ne fit dans sa vie entière. Ses camarades et ses hommes et la postérité elle-même n'ont su que louer et que pleurer cet homme loyal et bon. Et les années écoulées n'ont pas terni sa gloire sans tache.



Charlotte de Corday



Le onze juillet 1793, au matin, dans la diligence qui fait le service entre Évreux et Paris.

Huit personnes s'y entassent, et parmi elles, cinq vigoureux bourgeois qui rient beaucoup et parlent fort.

« Hé ! l'ami, dit l'un, nous voici bientôt aux portes de Paris, le voyage ne m'a pas semblé long en si bonne, et – ajoute-t-il d'un ton galant – en si charmante compagnie. »

D'un clin d'œil significatif, il fait rire aux éclats les rustauds dans la voiture.

Ce clin d'œil s'adresse à une jeune fille qui, d'un coin de la diligence, regarde rêveusement le paysage.

« C'est pour vous que je parle, citoyenne, reprend le paysan, mi-plaisant, mi-sérieux, en se tournant vers la jeune fille. À vous voir, ma parole, on oublie les cahots du chemin. Et je voudrais être l'heureux mortel à qui votre père accordera votre main. »

La jeune fille sourit vaguement et continue de regarder le paysage, sans prêter plus d'attention aux propos de ses compagnons de voyage. Elle est en proie à une idée fixe qui rejette la réalité présente bien loin derrière son rêve.

Peu lui importe d'avoir vingt-cinq ans, d'être grande et bien faite, d'avoir un teint éblouissant de fraîcheur, de beaux yeux gris, et le plus joli sourire. Aucune vanité n'entre dans son cœur. Son regard s'abaisse-t-il sur sa main, ce n'est pas pour en considérer avec plaisir la forme parfaite : c'est afin de vérifier si elle serait assez robuste pour tenir un couteau... et pour tuer.

Car cette belle jeune fille veut tuer.

Rien de sa vie passée, de son enfance ni de son éducation ne l'a préparée à un rôle si tragique.

Charlotte de Corday est la fille aînée d'un assez pauvre gentilhomme normand dont la famille, ennoblie depuis plus de sept cents ans, a cette gloire d'appartenir à la descendance du grand Corneille.

Charlotte est l'arrière-petite-fille de Corneille, et la petite-nièce de Fontenelle : quand, toute petite, elle courait sur les pentes des prairies normandes et s'asseyait à l'ombre des pommiers, c'est en rêvant à de grandes actions semblables à celles des tragédies antiques.

Plus tard, elle est entrée au couvent de l'Abbaye-aux-Dames de Caen pour y faire son éducation. La religion a développé en elle l'esprit de charité et de sacrifice, et elle rêve d'abord de se faire Carmélite pour travailler, par la prière et le renoncement, au bonheur des êtres.

La Révolution en 1791 ferme les couvents : Charlotte ne peut entrer dans les ordres. Mais elle conserve ses habitudes de piété et de charité. On disait d'elle : « C'est une sainte ».

Telle est Charlotte quand elle revient chez son père. Avec la même ardeur qu'elle mettait dans ses prières, elle lit les écrits à la mode : les livres des philosophes, comme Jean-Jacques Rousseau, la passionnent ; les événements de Paris, qui lui parviennent tout auréolés de légendes, la transportent d'enthousiasme ; elle s'enflamme de pitié pour les misérables paysans qui l'entourent.

Dans son exaltation, elle se prend brusquement de querelle avec son père et quitte la maison paternelle pour venir habiter chez une vieille cousine, Madame de Bretteville, à Caen.

Le logis de cette vieille parente est noir et austère. La société qu'on y voit n'est certes pas gaie ; de vieilles gens, dont les fils émigrent les uns après les autres. Restés seuls dans les manoirs de leurs ancêtres, ils ne sont pas de nature folâtre. Quant à la cousine âgée, elle n'a que deux passions au monde : son chien et sa chatte. Charlotte étouffe dans cette maison.

Alors elle se plonge avec plus de fougue que jamais dans son occupation favorite : la lecture.

L'histoire romaine, les écrits des philosophes, surtout la Bible, sont ses livres de chevet. Ils exaltent son imagination, et elle se sent prête à de nobles actions et à de grands sacrifices, comme les héroïnes de son ancêtre Corneille.

Par les gazettes, qui étaient les journaux du temps, elle apprend à connaître les grands chefs révolutionnaires : tout de suite, elle préfère les Girondins, dont les discours éloquents l'enchantent.

Les massacres de septembre, le procès et la mort du roi lui laissent une impression d'horreur et d'épouvante. Elle se proclamait pourtant « républicaine de sentiments depuis toujours » ; elle pense que « ce roi faible ne peut être un bon roi ». Mais il lui semble que ce sang versé

souille les belles idées de liberté et de justice. C'est ce que disent les Girondins, à la Convention : elle les aime et les admire de plus en plus.

À ce moment, commence le tragique antagonisme entre Marat et les Girondins. Puisqu'il est l'ennemi de ses héros, Marat devient pour elle le monstre avide de sang qui entraîne la Révolution et la France à leur perte.

Marat l'emporte contre ses rivaux. Mis en accusation par eux, il est triomphalement acquitté.

Peu de jours après, il obtient de la Convention qu'elle mette en accusation vingt-deux de ses membres : vingt-deux Girondins. Les révolutionnaires aux mains nettes, les orateurs prestigieux sont bafoués, humiliés, en attendant d'être livrés au bourreau. Charlotte pense au monstre sanguinaire qui va mener le pays, sans aucun frein désormais, aux pires folies.

Tous ces hommes, à Paris, qui parlent si bien, n'ont pas su agir. En d'autres temps, n'était-ce pas une petite paysanne, plus jeune que Charlotte, cette Jeanne d'Arc, qui a sauvé le pays ? Parmi les premiers chrétiens, des jeunes filles sont mortes pour leur foi. Charlotte décide qu'elle aura l'énergie que les hommes n'ont pas. Elle accomplira l'acte nécessaire : pour l'amour de la liberté et de la justice, Charlotte décide d'assassiner Marat.

Sa résolution est bien prise ; mais elle n'en dit mot à personne.



Que se passe-t-il alors dans la paisible ville de Caen ?

Un vent d'orage y souffle soudain. De tous les villages, des bourgs, des châteaux voisins, la jeunesse reflue vers la grande ville, où des « meneurs » s'agitent. La mort du roi, la Terreur commençante, et par dessus tout, la « dictature » de la Commune de Paris, qui se fait obéir, les armes à la main, de la Convention Nationale, ont soulevé une telle indignation que l'on décide de réunir une armée qui mettra à la raison les Parisiens.

Tous ces hommes, fatigués de la Révolution, sont convaincus qu'ils n'ont qu'à paraître pour ramener en France, avec l'ancien régime, l'ordre et la bonne vie d'autrefois. Ils élisent un général, Wimpfen, et fourbissent leurs armes pour partir à la conquête de la capitale.

Cependant, la plupart des chefs girondins, fuyant Paris et la Montagne triomphante, se réfugient à Caen où ils savent trouver des troupes toutes prêtes.

Tout va pour le mieux au début : les députés girondins font de belles

harangues, la ville de Caen les reçoit princièrement, leur offre un palais, l'Hôtel de l'intendance, et une garde d'honneur.

Ils organisent entre eux une espèce de « Convention modèle », d'autant plus parfaite à leurs yeux que tout le monde y est de leur avis. Ils y convient leurs partisans de Caen : et Charlotte assiste, ardente, et muette, à leurs discussions.

Mais ils ne se mêlent guère à la population, car ils savent bien qu'ils ne sont pas d'accord, eux, les républicains de la première heure, avec tous ces royalistes contre-révolutionnaires.

Ils ne se mêlent pas non plus aux volontaires de Wimpfen, et se contentent de les encourager... de loin.

Donc, Charlotte les a connus, ses héros girondins. Elle les a vus de près, elle a partagé leurs pensées et leurs émotions. Mais aussi, elle les a jugés. Sans cesser de les admirer et de les aimer, plus que jamais elle se persuade qu'ils ne feront pas le geste libérateur. Elle ne leur confie pas son secret.

« Il est peu de vrais patriotes qui sachent mourir pour leur pays. Presque tout est égoïsme. Quel triste peuple pour fonder une République ! Il faut du moins fonder la paix, et le gouvernement viendra comme il pourra. »

Voilà ce que pense Charlotte. Elle part pour Paris.



Elle a passé un mois à préparer son voyage, et elle a tout prévu : le prétexte, qui est de faire rendre justice à une amie rentrée d'émigration, Mademoiselle de Forbin ; le député auquel il faut s'adresser ; presque l'heure du crime !

Et c'est tout cela que ses yeux contemplent, par delà le paysage, à travers les vitres de la diligence, en ce matin du 11 juillet.

Tandis que les ornières de la route arrachent des jurons ou des rires à ses compagnons de voyage : « Je tuerai le monstre, au beau milieu de la fête nationale ! » se dit-elle.

La diligence s'arrête dans la cour des Messageries, rue Notre-Dame-des-Victoires, vers onze heures.

Voilà Charlotte à Paris, toute seule, dans cette grande ville qu'elle ne connaît pas. Elle ne connaît pas davantage Marat, qu'elle hait, et qu'elle est venue tuer ! Elle ne sait pas où il demeure. Elle ne sait pas elle-même où demeurer. Pourtant elle est sans peur et sans faiblesse.

Elle demande au bureau des diligences l'adresse d'un hôtel. On lui indique l'hôtel de la Providence, qui est tout près, rue des Vieux-Augustins.

Première difficulté : Madame Grollier, l'hôtesse, pose à Charlotte une infinité de questions sur ses nom et prénoms, ses origines, le but de son voyage : il paraît que la police l'exige.

Enfin tout se passe bien, et Charlotte peut gagner sa chambre. Elle est très fatiguée, mais elle ne peut rester en place, et puis elle ne veut pas perdre un jour.

Alors, elle sort aussitôt et demande l'adresse d'un député que lui ont indiqué ses amis girondins : Deperret.

Décidément elle joue de malheur. Deperret n'est pas chez lui.

Elle se repose donc une journée. Mais son idée fixe l'obsède, et elle descend s'informer, auprès de Madame Grollier, auprès des garçons de l'hôtel de ce que l'on pense de Marat.

« C'est un grand patriote », dit l'un.

« Les patriotes l'estiment ; les aristocrates le détestent... », lui dit l'autre.

Un autre encore lui apprend que Marat est malade.

« C'est beaucoup de patriotisme pressé, resserré dans un petit corps et dont les efforts le tuent ! »

Ainsi, Charlotte apprend que Marat est atteint d'une sorte de lèpre, et qu'il ne sort pas. Adieu le beau rêve héroïque ; le monstre, l'idole du peuple immolé devant tous, expiant ses crimes en pleine fête, le 14 juillet.

Croyez-vous que Charlotte, charitable et pieuse, hésite à frapper cet ennemi, terrassé par la maladie ? Eh bien ! non. Ce n'est pas un homme que Marat : c'est une bête féroce et sanguinaire, qu'il faut abattre puisqu'il reste dangereux. Il ne sort plus ? Elle ira donc à lui. Elle le tuera, en dépit de tout et de tous, en dépit de sa propre répugnance.

Calme et résolue, Charlotte retourne chez Deperret.

Il se trouve chez lui cette fois, et Charlotte lui explique les malheurs de Mademoiselle de Forbin, lui demande son appui auprès du ministre. Deperret, comme Girondin, est déjà suspect, et son appui ne peut guère servir ; il le dit à Charlotte, qui au surplus ne possède aucune des pièces nécessaires. Elle se laisse convaincre sans difficulté. Cependant...

Un sourire erre sur les lèvres de Charlotte, tandis qu'elle prend congé du député.

« Vous entendrez parler de moi bientôt », murmure-t-elle.

Le lendemain, elle sonne à la porte de Marat.

Elle se figurait que le premier venu lui indiquerait l'adresse d'un homme aussi célèbre : elle est tout ébahie de s'apercevoir qu'on ne la connaît pas du tout. Un fiacre, non sans peine, l'y conduit enfin, et Charlotte prend soin de marquer le nom de la rue et le numéro, sur un papier qu'elle conserve précieusement : c'est au numéro 20, rue des

Cordeliers, au premier étage d'une maison bourgeoise.

Marat vit là avec une jeune femme qui s'appelle Simonne Evrard, et qu'il a épousée d'une façon curieuse.

Il n'a pas de religion, naturellement, et ne s'est pas marié à l'église. Mais il ne croit pas non plus au mariage civil. Alors, il s'est marié tout seul : il a fait une cérémonie dans son salon, et il a déclaré lui-même qu'il prenait pour épouse la citoyenne Evrard. Depuis, tout le monde les considère comme mari et femme.

Il passe le plus clair de son temps à écrire pour son journal, *L'Ami du Peuple*, des articles d'une violence inouïe. Cette violence fait qu'on l'admire jusqu'à la frénésie – ou bien, comme Charlotte de Corday, qu'on le hait à mort.

Nous voici donc au 13 juillet. Charlotte a frappé à la porte de Marat. Elle s'est levée tôt ce matin-là. Il fait beau, peut-être est-elle encore incertaine ? Pourtant, dans les jardins du Palais-Royal où elle a erré, attendant son heure, elle n'a fait qu'une acquisition : dans une boutique quelconque, elle a acheté un humble couteau de table, protégé par une gaine, qu'elle a glissé dans son corsage. Ce n'est pas une arme, c'est un couteau de quarante sols, le plus ordinaire qu'on puisse voir. Car elle pense, elle l'a dit plus tard, « que Marat ne mérite pas plus d'honneur ».

Une servante vient lui ouvrir la porte, et Simonne Evrard survient aussitôt.

« Le citoyen Marat ? demande Charlotte.

— Il est malade, et ne peut pas recevoir.

— J'ai de graves nouvelles à lui communiquer. Dites-moi quand je pourrai le voir ?

— Inutile, vous dis-je. Il est dans son bain. Vous ne le verrez pas ».

Et pour clore la discussion, Simonne Evrard referme la porte avec fracas.

Déçue, Charlotte descend lentement l'escalier. Sa voiture l'a attendue, et elle rentre à l'hôtel de la Providence.

Faut-il remettre à plus tard cet acte nécessaire, qui doit sauver la Patrie ? Faut-il, après tant d'efforts, rentrer à Caen, sans avoir supprimé le tyran ? Pour raffermir son courage, elle prend entre ses doigts la lame dure et froide du couteau. Son âme doit être comme cette lame. Ce qu'elle a décidé, il faut l'accomplir.

Et Charlotte, qui jamais n'a menti, se fait perfide, pour atteindre son but. Elle écrit à Marat, pour lui révéler le vaste complot de Caen, et s'offre à lui livrer, avec les détails, les noms des coupables.

Sa lettre reste sans réponse.

Elle en écrit une seconde, plus pitoyable, où elle insiste encore et termine ainsi :

« Suffit que je sois bien malheureuse pour avoir droit à votre

protection. »

Aucune de ces lettres ne parvient à destination.

Il reste à Charlotte un dernier moyen de forcer la porte de Marat.

À supposer qu'elle puisse entrer, il faut être belle : car Marat, dit-on, apprécie les jolies personnes. Charlotte n'est pas coquette, elle ne sait pas seulement qu'elle est belle : ce jour-là pourtant, elle cherche à se parer d'une robe bien seyante, puis elle fait appeler un garçon perruquier qui la coiffe, la parfume, lui met enfin, suivant la mode du jour, un « œil de poudre ».

À sept heures du soir, elle sort, hèle un fiacre. Cette fois le sort en est jeté.



Dans son corsage, à côté du couteau vengeur, elle a glissé son acte de naissance, épinglé à une large feuille de papier pliée en huit et qui porte comme en-tête : « Adresse aux Français ».

Dans cet écrit, elle explique au peuple les raisons de son meurtre.

« J'ai frappé, dit-elle, la bête sauvage engraisée de votre sang..., le plus vil des scélérats dont le nom seul présente l'image de tous les crimes... Je veux être la dernière victime. L'univers vengé déclarera que j'ai bien mérité de l'humanité... »

Quant la servante de Marat l'introduit dans le vestibule, Simonne Evrard, une fois encore, lui barre le chemin.

« On n'entre pas !

— Le citoyen Marat n'a-t-il pas reçu ma lettre ? fait Charlotte à très haute voix, dans l'espoir d'être entendue du journaliste.

— Je ne sais, répond la servante, le citoyen reçoit chaque jour une volumineuse correspondance. Je ne puis rien vous dire.

— Sortez, reprend Simonne Evrard en poussant Charlotte vers la porte, je vous dis que Marat ne peut vous recevoir.

— Qui est-ce ? fait alors la voix de Marat, que me veut-on ? Laisse pénétrer cette citoyenne, Simonne. »

À regret, Simonne Evrard s'écarte enfin. Charlotte, guidée par la servante, est introduite auprès de Marat.

Une pièce minuscule : la baignoire, en forme de sabot, l'occupe presque entière. Marat, dans la baignoire, écrit sur une planche qui lui sert de pupitre, l'encrier est à côté de lui, sur un billot de bois.

Charlotte est seule avec Marat, qui ajoute quelques mots au bas d'un article. Elle le regarde.

Une serviette imbibée de vinaigre cache son vaste front, qui est beau, dit-on. Le reste du visage est d'une laideur repoussante. L'éclat

des yeux gris-jaune est si dur que la résolution de Charlotte s'en accroît encore. On sent que cet homme est sans pitié. Il n'en doit donc inspirer aucune.

Charlotte fait le récit de ce qui s'est passé à Caen depuis un mois. Elle dit comment les députés girondins y préparent, avec le général Wimpfen, une armée pour attaquer Paris et la Commune.

Marat sait à peu près ces choses, par les émissaires de la Convention. Mais il attend des détails, et Charlotte les lui donne afin d'occuper son attention et de le distraire de ses gestes.

Marat étend la main vers son encrier, découvrant ainsi sa poitrine, qui est nue.

— C'est bien, citoyenne, dit-il. Maintenant, j'exige de toi les noms de ces députés. N'en omets pas. Ils seront tous guillotins. »

À ces mots, fondent les dernières hésitations de Charlotte. Sa main, armée du couteau, se détend avec vigueur et l'arme s'enfonce dans la poitrine de Marat.

Un grand cri...

Aussitôt Simonne Evrard, la servante, un plieur de journaux qui attend, dans le vestibule, les derniers numéros de *L'Ami du Peuple*, se ruent dans l'étroite pièce.

Marat, les yeux et la bouche béants, remue la langue sans prononcer un mot. On le porte sur son lit. Les clameurs de douleur des femmes s'élèvent. La rue se remplit de monde en un clin d'œil.

« On assassine Marat ! »

Ce qui passe sur la foule, court les rues : chacun est bouleversé. L'appartement se remplit de patriotes qui hurlent de colère.

Charlotte de Corday, le meurtre accompli, n'a pas fait de grandes tentatives pour s'enfuir. Terrassée par le plieur de journaux, Le Bas, les mains liées derrière le dos, elle subit, adossée à la cheminée du salon, les menaces et les outrages de la foule.

« Notre père est mort ! cria-t-elle. On va te dépecer ! On te mangera le cœur !

— N'y touchez pas ! dit avec autorité un commissaire de la Commune. Ne la tuez pas. Il s'agit d'un vaste complot contre le peuple. Nous saurons par cette femme les noms de ses complices.

— N'es-tu pas venue ce matin chez moi ? demande à Charlotte un obscur député, averti du drame par les clameurs de la foule.

— Non, dit Charlotte avec dédain. Je n'avais pas besoin de vous tuer, vous n'êtes pas de taille à être le tyran de votre pays.

— Comment as-tu pu frapper Marat si juste, droit au cœur ? demanda quelqu'un.

— Mon cœur a moi était si plein d'indignation, répond fièrement la jeune fille, qu'il m'a montré la route. »

Charlotte s'attendait à être déchirée immédiatement par le peuple en

fureur. Ô joie de vivre encore ! Elle défaille, au moment où, encadrée de gendarmes, elle descend dans la rue. Elle est poussée en voiture, on la conduit à la prison de l'Abbaye. Déjà, elle a repris tout son empire sur elle-même... Elle est sereine et calme.



Tous ceux qui la voient, depuis les concierges de la prison jusqu'à son avocat, lui trouvent cette même sérénité qui occupe son âme depuis qu'elle sait la mort de Marat.

« Je jouis délicieusement de la paix, écrit-elle à ses amis girondins. Le bonheur de mon pays fait le mien. »

Elle n'a pas l'ombre de remords, puisque, elle qui était si pieuse, elle ne demande pas à se confesser. Elle croit avoir travaillé à la délivrance du pays.

« On a le droit et le devoir de tuer un chien enragé », dit-elle.

À un autre moment, ayant marché par mégarde sur la patte d'un chat :

« Pauvre bête, dit-elle, j'ai plus de peine de t'avoir fait mal que d'avoir puni Marat ! »

Devant ses juges, Charlotte est sans peur, pleine de douceur, de droiture et de calme. Elle revendique, seule, la responsabilité de l'attentat. Sa fière attitude en impose tellement, que tous ceux qui sont venus pour couvrir de huées la « virago normande », n'osent pas applaudir à sa condamnation.

Chauveau-Lagarde, l'avocat que le tribunal lui a choisi d'office, impressionné par le noble maintien de Charlotte, ne dit pas, comme tant d'autres, pour sauver la tête de sa cliente : « L'accusée est une folle ».

L'attitude, les réponses de Charlotte prouvent trop bien l'entière maîtrise de son esprit.

« C'est le fanatisme politique qui a armé sa main, dit-il, et qui lui donne ce calme et cette sublime abnégation. Je m'en remets à la prudence du jury. »

Le président lit à Charlotte de Corday son arrêt de mort. Elle l'écoute, impassible, et demande comme seule faveur d'être conduite auprès de son défenseur.

« Monsieur, lui dit-elle, je voudrais vous témoigner ma reconnaissance, mais ces messieurs ayant confisqué mes biens, je ne puis vous donner d'autre remerciement que de compter encore sur votre générosité. Je vous prie de bien vouloir payer pour moi les trente-six livres assignats que je dois à la prison. »

Lorsque, quelques heures plus tard, le bourreau de Paris, Sanson, entre avec le greffier dans la cellule de Charlotte, elle a d'abord un léger sursaut d'émoi :

« Déjà ! » dit-elle.

Mais elle se reprend vite. Elle confie aux assistants la lettre d'adieu qu'elle a écrite à son père, et celle où elle raconte à Barbaroux, un de ses amis girondins de Caen, la fin tragique de son voyage.

Elle demande au peintre Haner, qui a obtenu de la Convention la permission de faire son portrait, d'apporter quelques retouches à son œuvre.

Puis, après avoir remercié de leurs bontés pour elle le concierge de la prison, Richard, et sa femme, elle procède elle-même à sa toilette, et coupe ses longues boucles châtain. On la revêt de la chemise rouge, réservée aux assassins.

Elle est, pendant tous ces préparatifs, d'une telle douceur que les assistants en sont bouleversés d'émotion, et qu'elle attendrit jusqu'à Sanson ! Une seule pensée la préoccupe.

« Croyez-vous qu'on osera porter Marat au Panthéon ? » demande-t-elle à Richard, en passant le seuil de la prison.

Avec le même calme, elle monte dans la charrette, et pendant tout le parcours, effectué au pas, elle ne cesse de contempler avec une pitié paisible la foule des « patriotes » qui l'insulte.

« Le chemin est bien long, n'est-ce pas ? lui demande Sanson.

— Bah ! répond-elle en souriant à demi, nous sommes toujours sûrs d'arriver. »

Quand la charrette s'arrête devant la guillotine, Sanson essaye de lui cacher la funèbre machine.

« Laissez-la-moi voir, dit-elle d'un ton calme, je n'en ai jamais vu. »

Et, tout en gravissant les marches :

« Ô peuple aveugle, murmure-t-elle, tu es assez lâche pour adorer tes tyrans ! »

Elle s'étend elle-même sur la bascule. L'arrière-petite-fille de Corneille est morte en héroïne.

Quand le couteau tombe, un orage mêle les roulements de son tonnerre aux hurlements du peuple qui crie :

« Vive la nation ! »

Ceci s'est passé le 17 juillet 1793.



Grandeur et décadence d'un enfant de Paris



L était une fois un pauvre fripier qui devint général...

Ceci n'est pas un conte de fées : c'est la très véridique histoire du citoyen Charles Sepher, ravaudeur près St-Germain-l'Auxerrois, que la Révolution fit général en chef de l'armée des Côtes de Cherbourg.

Fripier, fils de fripier, Charles Sepher était né ambitieux. Tout en vendant les draps éliminés, les costumes hors d'usage, il caressait l'espoir téméraire de se faire... tailleur ! N'était-ce point un noble métier, qui consistait à couper, dans de beau velours neuf, pourpoints et culottes pour les jeunes bourgeois du quartier ?

Il faut vous dire que Charles avait brillamment débuté dans la vie : il avait été enrôlé, tout jeune, au service du roi, dans les dragons. Dame ! c'était un grand et beau garçon. Il avait mené joyeuse vie. Pouvait-il, après cela, végéter, moisir dans l'échoppe paternelle, et vendre de vieux habits ?

Son parti fut vite pris. À peine marié, un beau-frère lui donne quelques leçons de coupe, et le voilà qui s'installe à son compte.

Hélas ! les pratiques n'affluent pas dans la sombre boutique. Le métier est dur, il y a de la concurrence. On a un enfant, bientôt deux, puis trois. La vie est difficile, il faut pourtant bien nourrir toute sa petite famille.

Sepher cherche, s'enquiert, se renseigne...

Or, à l'église Saint-Eustache, l'une des plus vastes et des plus belles de Paris, l'emploi de suisse est vacant.

Être suisse ! Mais c'est le métier rêvé ! Vêtu d'un uniforme rutilant, l'on va, précédant le clergé, le maintien noble et imposant. On domine la foule des fidèles prosternés. Il faut de la prestance, une haute

stature.

L'ancien dragon a toutes les qualités requises : sans doute sait-il les faire valoir, car il est agréé par monsieur le curé Poupart, confesseur de Sa Majesté la reine.

Voilà comme un modeste tailleur sans pratique devient personnage influent dans le quartier.

Messire Sepher assiste aux sermons de monsieur le curé, à celui des vicaires. Il est au courant des nouvelles. Il s'instruit.

Ses avis sont de quelque poids maintenant : songez donc, un homme de six pieds de haut et que l'on voit marcher en tête des cortèges, aux grands jours de procession !

A-t-il eu l'occasion de ravauder l'habit de quelque laquais de Son Altesse ? Toujours est-il qu'il se proclame fièrement « Tailleur de son Altesse Royale Monseigneur le Comte d'Artois, frère du Roi ». Son prestige grandit encore.

Le voilà décidément engagé dans la voie des honneurs.



Il n'est bruit, dans le quartier Saint-Eustache, que de la réunion des prochains États-Généraux.

Le vicaire Audoin, jeune prêtre de vingt-trois ans, passionné par les idées nouvelles, explique, dans ses sermons, comment le bonheur universel va régner sur la terre, quand les hommes seront tous libres et égaux en droits.

Tout ce qu'il a entendu à l'église, Sepher le répète à qui veut l'entendre, à ses parents, à ses voisins.

Bientôt après la réunion des États-Généraux, les bourgeois prennent l'habitude de se réunir entre habitants du même quartier, pour parler des événements, de la façon dont il convient d'agir : c'est la naissance de la politique.

Ces réunions de quartier, on les appelle les sections. Et les sections de Paris seront les plus fermes soutiens de la Révolution.

Déjà, au 14 juillet, ces braves gens, dans chaque quartier de Paris, gentilshommes, bourgeois, boutiquiers, compagnons, se sont réunis pour se défendre et pour défendre cette liberté qu'ils attendent et qu'ils aiment déjà.

Des gens à mines patibulaires pillent les boutiques, dévalisent les honnêtes citoyens : la ville est envahie de brigands. Les sections de Paris constituent des milices, avec des bataillons, des compagnies, des officiers. Chacun s'arme soi-même.

À la division de la rue Coquillière, Charles Sepher est élu,

d'acclamations, sous-lieutenant : c'est le début de sa gloire militaire.

Quelques jours plus tard, on réorganisait les milices, qui formaient la Garde nationale. Sepher gardait seulement le grade de sergent. Mais qu'importe ? Il était toujours ponctuel et zélé. Il était aussi imposant, dans son uniforme militaire, que dans sa livrée de suisse. Quant à l'humble boutique, qui y pensait encore ?

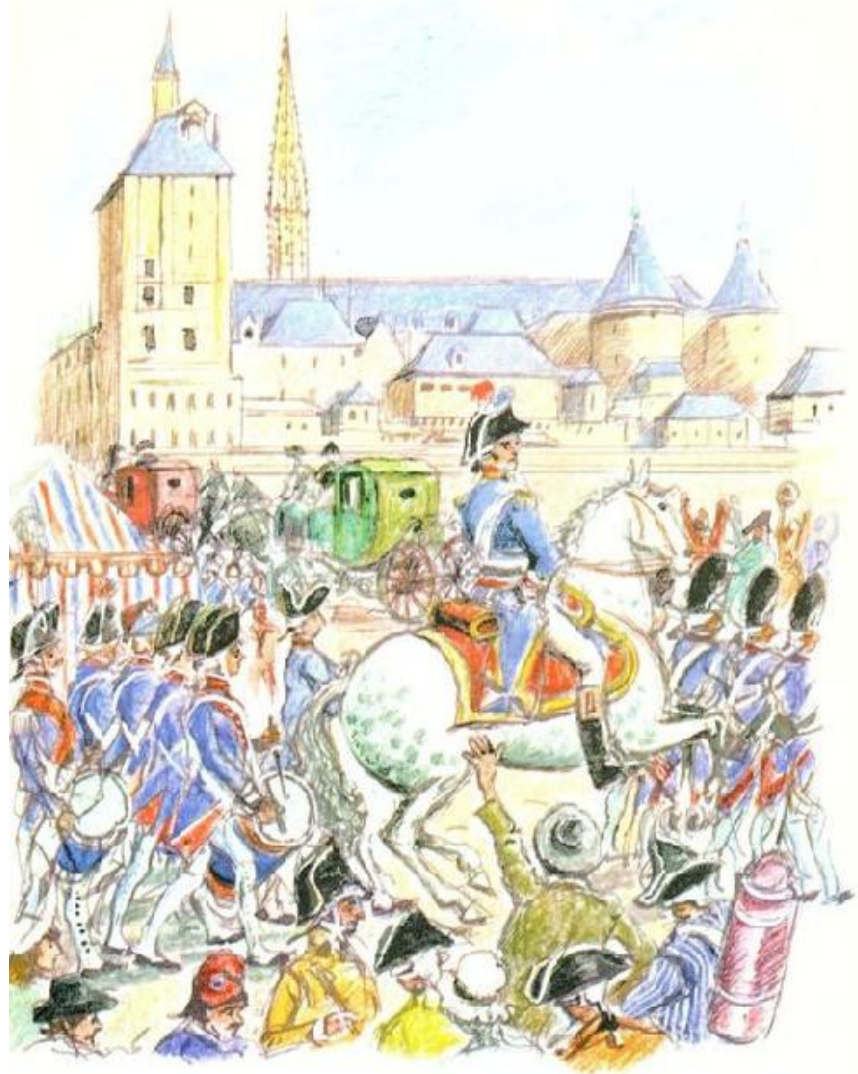
Il y avait, à la section, un jeune compagnon orfèvre du nom de Boulanger. C'était un partisan très convaincu des idées nouvelles, et Sepher écoutait avec joie ses discours enflammés. Sepher pensait comme pensait Boulanger. Seulement, il ne savait pas dire lui-même ce qu'il désirait et tout ce que représentaient pour lui les beaux mots de liberté, d'égalité, de justice. Boulanger expliquait tout cela, et si bien, que c'était plaisir de l'entendre. Sepher se prit d'amitié pour Boulanger. Et Boulanger, qui était un ouvrier étranger sans ressources, était fier de l'appui du beau suisse, commerçant patenté, aimé dans le quartier.

Sitôt sa formation, Boulanger s'inscrit au Club des Jacobins. Sepher et lui se poussent l'un l'autre. Boulanger se fait connaître par l'ardeur de sa parole, Sepher en impose toujours par sa belle prestance. Il devient capitaine, et son ami lieutenant.

Après cela, qui s'occuperait de savoir si la boutique est vide et l'argent rare à la maison ? Car on est officier sans solde, dans la Garde nationale.

À l'église Saint-Eustache elle-même, les idées nouvelles ont fait leur chemin : le curé Poupart a prêté serment de fidélité à la Constitution, ce qui est considéré comme une trahison par la famille royale. Le vicaire Xavier Audoin a fait mieux : il est « défroqué », c'est-à-dire qu'il n'est plus prêtre. Il fait partie de la terrible « Commune » de Paris, plus révolutionnaire que les grandes assemblées révolutionnaires. Avec son ami Pache, il est de ceux qui prennent part à la journée du 10 août 1792.

Sepher et Boulanger y sont aussi, comme officiers. Aussitôt ils reçoivent de l'avancement. Sepher est commandant, et Boulanger, commandant en second. Sepher, c'est tout de même un suisse d'église, les patriotes pourraient se méfier de lui. Mais Boulanger est un pur entre les purs, un ami du grand Robespierre... Ils sont dignes, tous deux, de toucher une solde, et Sepher abandonne joyeusement sa fonction de suisse.



Sepler est tout gonflé d'orgueil.

Audoin, de son côté, monte toujours plus haut. Son ami Pache est ministre de la Guerre, puis maire de Paris. Il le suit dans son ascension, et occupe au ministère un poste très important.

Sepher est tout gonflé d'orgueil. Il a de si hautes relations que son ambition ne connaît plus de bornes.

Et vive la République qui l'a fait commandant !

La citoyenne Sepher est moins enthousiaste. C'est elle qui fait la queue des heures aux portes du boulanger, elle qui s'ingénie pour parer au manque de viande, pour que ses trois petits mangent à leur faim. Elle est fière de son beau mari, bien sûr, mais elle pense tout de même que la boutique est vide, et elle a peur du lendemain.

Le lendemain, c'est bien autre chose encore ! Les Girondins, à Caen, s'agitent. On parle d'une armée en marche sur Paris, le général Wimpfen à sa tête. Qui va-t-on lui opposer ? Il faut un homme sûr, un Jacobin, un sans-culotte, incapable de trahir le peuple. C'est Audoin précisément qui organise cette armée. Il n'y a pas tant d'hommes, autour de lui, dont il soit sûr. Il y a Sepher, doublé de son inséparable Boulanger, le révolutionnaire à tous crins. Pourquoi pas lui ? Lui, l'ancien suisse qui buvait ses paroles, jadis, à l'église Saint-Eustache. Celui là, du moins, ne trahira pas.

Voilà comment, à quarante ans, Sepher devient général de brigade. Boulanger le suit encore, pour le seconder, pour le surveiller aussi, peut-être. Il reçoit le grade d'adjudant-général.

La joie de Sepher, qui pourrait la décrire ? Qui dira son orgueil, sa fierté, son enthousiasme pour la République qui le comble ?



Ce n'est pas tout d'être général, encore faut-il en être digne : d'abord, posséder un équipement éblouissant, ce qui ne va pas sans grosses dépenses ; et puis cela suppose aussi quelque compétence. Voilà qui est moins aisé à obtenir.

Sepher part en campagne contre des insurgés ; il lui faut connaître la science des batailles. Il lui faut savoir encore comment l'on pacifie, comment l'on peut conquérir les cœurs par d'habiles discours, de convaincantes paroles.

Sepher n'est pas très sûr d'être un grand stratège ; il est tout à fait sûr de n'être pas un orateur...

Et tout s'arrange, comme par enchantement !

Audoin, venu lui-même voir se qui se passe à l'armée, se charge des discours ; Sepher se contente de l'écouter et de l'admirer, comme autrefois, à l'église Saint-Eustache.

Pour l'art militaire, notre général, tout à fait incompetent, est encore bien entouré : outre Boulanger, qui n'a pas plus de lumières que lui, il a sous ses ordres l'adjudant-général Brune, qui est homme de grand mérite, secondé par une pléiade d'excellents officiers.

Ô comble de bonne fortune, la bataille décisive se livre... avant l'arrivée du général, qui fait son apparition, caracolant sur son fin coursier, en tenue d'apparat, juste à temps pour recueillir le fruit de sa victoire. Et quelle victoire ! La plus belle qui soit, la victoire obtenue sans coup férir : l'ennemi se replie, les villes cèdent, les populations acclament les troupes victorieuses.

Ah ! maintenant Sepher ne craint plus personne, il se sent à la hauteur de sa tâche : passer la revue de ses armées, comme font les généraux vainqueurs, c'est là sa vraie vocation. On admire sa prestance, et il devient d'emblée très populaire.

L'ascension continue. Sepher est nommé au commandement de l'armée des Côtes de Cherbourg : une des principales armées de France, celle qui surveille les côtes et les protège contre les Anglais. Wimpfen, qui commandait cette armée, a trahi ; il est décrété d'accusation et a trouvé plus prudent de fuir.

Voici notre héros général de division, commandant d'armée, au sommet de la hiérarchie militaire. Ses succès lui donnent confiance et il se prend maintenant, tout de bon, pour un grand capitaine. Le débonnaire petit tailleur de la rue Coquillière est loin...

Le général en chef de l'armée des Côtes de Cherbourg fait, noblement, son entrée à Caen. Quels honneurs on lui rend ! Comme il est admiré, encensé, applaudi !

C'est bien simple, tout cède à sa seule approche et il n'y a plus d'opposition. On lui donne un logis digne de lui : l'Hôtel de l'intendance, le plus magnifique de la ville, celui que viennent de quitter les représentants girondins, celui qu'occupait, avant la Révolution, l'intendant de la province lui-même.

Voilà de quoi donner confiance en soi. Peut-on être inférieur à sa tâche, sous ses lambris dorés ? Sepher se sent pousser des ailes ! Il essaye à parler en public : il a entendu tant de discours qu'il ne s'en tire pas trop mal. C'était donc si facile ?

Les femmes ne sont pas très républicaines, à Caen, et l'on craint la colère des commères, car la vie est de jour en jour plus difficile, plus chère. Qu'à cela ne tienne ! Le beau général se présente à ces femmes en furie, et les quelques mots pleins de bonhomie qu'il leur dit, amadouent les mégères qui se déclarent aussitôt satisfaites.

Que la vie est belle ! Le soir on danse, on fait bombance.

Reste la question militaire : un général doit avoir tout de même quelques devoirs militaires...

La première mission consiste à inspecter les forts de la côte, et

surtout Cherbourg.

La place est commandée par un ci-devant, le comte de Tilly – un peu ulcéré d'obéir, lui qui a fait la guerre de Sept ans, celle d'Amérique, à l'humble tailleur parisien, bombardé généralissime ! Pour l'instant il se tait, il attend son heure. Tout se passe bien.

Quant aux soldats, les uns menacent à tout bout de champ de rentrer à Paris, les autres fraternisent tant et si bien avec les paysans que leur foi républicaine pourrait bien être ébranlée.

Cependant la Société des Jacobins écrit à Sepher :

« Continue à vaincre sans effusion de sang, tu seras au-dessus de César... »



Il s'agit bien d'être un nouveau César : les nouvelles ne sont pas bonnes. La flotte anglaise croise dans la Manche ; les royalistes de Vendée passent la Loire, se dirigent vers Avranches. Sans doute cherchent-ils à joindre les Anglais, à favoriser un débarquement.

La patrie est en danger, sans doute, et de Sepher dépend le salut !

C'est alors que Boulanger, l'ami de toujours, le conseiller, est rappelé à Paris. Que décider, que faire sans l'ami Boulanger ? Audoin, Brune sont partis pour des fortunes diverses.

Pauvre Sepher ! Son adjoint est maintenant Tilly, qui le jalouse et le dédaigne – et l'intimide un peu. La convention délègue un de ses membres auprès de lui : un nommé Laplanche, homme vil et méprisable, cruel, lâche, qui le perdra.

Les Vendéens avancent. Domfront, puis Mayenne et Laval tombent entre leurs mains, puis encore Fougères.

Ils triomphent sans coup férir. Ils n'ont pas beaucoup d'armes, ils n'ont pas du tout de discipline ; ils vont, comme une horde sauvage. Tels sont les « Brigands », qui effraient les soldats républicains, et surtout, qui terrorisent Laplanche.

Granville maintenant est menacée ; le danger devient imminent, et Sepher le sent bien. Il faut à tout prix sauver Granville, qui est un grand port, et si près des îles anglaises...

Un grand conseil de guerre se réunit.

Sepher propose de marcher à l'ennemi.

Laplanche ne tient pas à voir les Vendéens de trop près ; il affirme sur un ton péremptoire qu'il ne saurait en être question.

« Selon moi, notre devoir est de protéger Granville, énonce timidement le général.

— Quelle simplicité ! Général, un mouvement tournant, croyez-moi,

un mouvement tournant, voilà quelle doit être notre tactique. »

Sepher ouvre de grands yeux. Il regarde Tilly, impassible et dédaigneux, il regarde Laplanche blanc de terreur, et si sûr de lui... Va pour un mouvement tournant !

L'armée s'ébranle en direction de Falaise, puis de Vire, de Coutances.

Cependant voici Granville investie, et Sepher bourrelé de remords. Un bruit confus de bataille arrive jusqu'à lui. Il veut marcher au canon. Laplanche s'y refuse encore. Tilly se tait toujours, il attend son heure : l'armée des Côtes de Cherbourg sera à lui, car Sepher, une fois de plus, cède à Laplanche, son mauvais génie.

Granville se défend héroïquement, et fait si bien qu'elle parvient, toute seule, à faire reculer les redoutables « Brigands » !

Puisqu'il en est ainsi, Sepher n'hésite plus, et vole courageusement au secours de la victoire. Les Vendéens battent en retraite. Gloire au brave général ! À son approche, à son seul nom, voilà l'ennemi en fuite !

« Sus à l'ennemi ! Nous les tenons enfin ! Changeons leur retraite en déroute ! » s'écrie le général, enthousiasmé.

Mais Laplanche a vite fait de glacer cette trop vive ardeur ! Les troupes ne sont pas sûres, et puis elles sont là pour couvrir Cherbourg, et non pas pour s'aventurer aux confins inquiétants et mal connus de la Bretagne et de la Vendée.

L'armée reste donc à Coutances, où elle se repose sur ses lauriers. Les Brigands ont tous loisirs pour se reformer, un peu plus loin...

L'honneur de réduire la Vendée n'était pas dévolu à l'incapable général Sepher.

Hélas ! la Convention est instruite de tout et ne garde pas ses illusions sur le beau général. Elle envoie à l'armée des Côtes de Cherbourg un représentant énergique et avisé : Jean Bon Saint-André. Et Jean Bon Saint-André voit un général sans action sur ses troupes, qui tourne sur lui-même, qui ne prend aucune décision. D'autorité, il prend le commandement, et dirige l'armée vers Pontorson, où se trouvent les Vendéens, qu'il faut anéantir.

Demande-t-il son avis à Sepher ? Le général balbutie, ne sait que dire. Tilly, avec autorité, explique sa tactique, la façon dont il faut conduire les opérations.

Jean Bon Saint-André adresse à Paris son rapport.

La réponse ne se fait pas attendre. Le général Sepher est suspendu de ses fonctions. Ses chevaux et ses armes sont mis en réquisition pour le service de la République. Il doit se retirer lui-même à vingt lieues des armées.

Le beau rêve s'est écroulé. Il y a des contes de fées qui finissent mal.

Le pauvre homme, par la suite, a demandé à servir comme commandant, comme capitaine, comme homme de troupe même. On ne lui a jamais répondu.

Il a fallu retourner à Paris. La modeste maison familiale, au 10 de la Coquillière, l'a de nouveau accueilli. Pour un général en disgrâce, n'est-ce pas beaucoup déjà, d'avoir la vie sauve ?

Pauvre Sepher ! Sa vie se termine tristement solitaire. Sa femme, puis successivement tous ses enfants sont morts avant lui. Il succombe à quatre-vingt-quatre ans, sans amis, sans argent. Pour toute consolation seul lui restait le beau rêve de sa jeunesse...



Le « Vengeur »



— VEZ-VOUS pu joindre l'amiral avant l'embarquement, mon frère ? N'est-il pas trop inquiet ?

— Hélas ! mon frère, on le serait à moins. Il est monté à bord du vaisseau « La Montagne » avec le représentant en mission dès qu'on a annoncé l'approche du convoi.

— Il est bien important, n'est-ce pas, ce convoi américain ?

— Songez donc, mon frère : c'est une flotte entière qui nous apporte des grains et du blé, de Chesapeake en Amérique. À combien de dangers n'a-t-elle pas échappé déjà, avec tous ces Anglais qui infestent les mers ! Si elle débarque à Brest, nous voilà rassurés, nos fils et nos compagnes mangeront à leur faim. Mais quelle affreuse famine, si les Anglais parviennent à les détourner ! Quelle angoisse pour l'amiral Villaret de Joyeuse ! »

Le contre-amiral Renaudin hocha pensivement la tête. Autour de lui, son état-major écoutait avidement la conversation qu'il avait avec son frère, Mathieu Renaudin, commandant en second, tous deux à bord du « Vengeur ».

« Et voici l'ennemi, là-bas, vers l'Ouest, reprit Renaudin, qui scrutait l'horizon de sa longue-vue.

— Ce serait trop de malheur, fit un capitaine nommé Basire, quand l'amiral Vanstabel a pu mener ici les deux cents bâtiments du convoi, de les voir s'éloigner docilement, comme un troupeau d'inoffensifs moutons, au brumeux pays des « Habits-Rouges ». Nom d'un sabord, j'y perdrais plutôt mon nom ! »

Enthousiastes, les jeunes officiers écoutaient, et les matelots, tout en s'activant à la besogne, ne perdaient pas un mot de la conversation de leurs chefs.

« Ces diables d'Anglais, murmura un vieux canonnier, ils n'auront pas volé les pruneaux que je vais leur servir, dussé-je envoyer ma tête

avec ! »

Renaudin regarda tout autour de lui.

« Je crois que tout le monde est d'accord, fit-il, avec un sourire qui éclaira sa face tannée de vieux « bourlingueur ». Aucun de vous, mes braves, n'aimerait voir le « Vengeur » en cale sèche en ce moment. Et si l'amiral l'ordonne...

— Qu'il l'ordonne ! s'écria l'équipage. On ne veut pas se croiser les bras !

— Soyez tranquilles, reprit Renaudin, il l'ordonne. Voyez les signaux, les préparatifs de la « Montagne ». Hardi ! les gars, allons sus à l'Anglais ! »

Une immense clameur lui répondit. Les chapeaux volaient en l'air, et les cris de joie des matelots s'unissaient à d'autres cris de joie venus des vaisseaux voisins :

« Voilà ceux du « Terrible » qui chantent », cria un quartier-maître, l'Anglais va la danser !

Et les plaisanteries fusèrent de toutes parts.

Mais au sifflet des maîtres d'équipage le bruit cessa comme par enchantement, et, avec une hâte silencieuse dont la précision montrait combien ces braves en avaient acquis l'habitude, le branle-bas de combat commença à bord du « Vengeur ».

On hissa les voiles, et, suivant le mouvement du vaisseau-amiral, le « Vengeur » mit le cap à l'Ouest. Au loin, les maisons grises de Brest et la forêt de mâts qui hérissait le port disparaissaient dans une brume chaude.

Dix-huit vaisseaux et huit frégates formaient la flotte de l'amiral Villaret de Joyeuse, et celui-ci regardait avec fierté les carènes solides. Allons, ces ministres de la marine n'étaient pas des bavards, et la République, malgré les tâches écrasantes auxquelles elle avait dû faire face, avait eu pour la flotte française la même sollicitude que le défunt Capet !

Mais si la flotte de Villaret était imposante, celle de l'amiral ennemi, Howe, qui se composait de trente vaisseaux de premier rang, lui était terriblement supérieure en force.

Le convoi à sauver... l'enthousiasme des marins... Villaret de Joyeuse s'était déterminé à tenter ce combat inégal.

Tandis que le « Vengeur », sans quitter sa ligne de bataille, glissait sur la mer calme, dont les profondes lames ondulaient avec un murmure amorti, Renaudin et son frère continuaient leur conversation, mais à voix basse et comme pour ne pas troubler l'attente silencieuse du combat.

« Avant la fin de la journée, disait le contre-amiral, nous rencontrerons l'Anglais, et dans deux heures au plus, la liaison avec les bâtiments américains sera établie. Tout est préparé ?

— Oui, citoyen commandant.

— Bien. Il faut que le « Vengeur » justifie son nom, « Le Vengeur du Peuple ». Il faut qu'il se souvienne que depuis plus d'un siècle il a pris la mesure des boulets anglais. Il faut que la Convention puisse nous dire : « Citoyens, vous avez bien mérité de la patrie ! »

— Pas un seul des sept cent vingt-trois hommes du « Vengeur » qui connaisse la peur ! répondit Mathieu avec fierté. Officiers et matelots sauront mourir, et vous verrez d'abord s'ils sont de taille à faire passer l'arme à gauche à ces diables d'Habits Rouges ! »

Le soir, à l'heure prévue par Renaudin, la flotte anglaise, dont on avait vu lentement grandir les voiles blanches, tira les premiers coups de canon.

C'était le 13 Prairial de l'an II.



Entre les bâtiments américains, lourdement chargés, qui se hâtaient de leur mieux sous la garde des vaisseaux convoyeurs, et la flotte de Howe, Villaret de Joyeuse se plaça dans un coin.

La bataille fut, dès l'abord, formidable. Les vaisseaux de ligne crachaient des flammes, tandis que les frégates, moins bien protégées, mais plus rapides, faisaient des préparatifs d'abordage.

Les canons grondaient, en un roulement de tonnerre ininterrompu ; une épaisse fumée s'élevait du combat ; les adversaires, à travers ce nuage, s'entrevoyaient vaguement, tels des vaisseaux fantômes.

Le vieux « Vengeur », bien connu – et redouté ! – des Anglais, avait pris à partie, à lui seul, trois bâtiments de premier rang. L'habileté de son pilote et la précision des manœuvres donnaient à sa marche une allure fantastique. Il courait d'un bord à l'autre avec rapidité, crachant sa mitraille. Parfois, il se glissait audacieusement entre deux de ses adversaires, ses batteries de bâbord et de tribord tonnait furieusement à la fois. Les plaintes des blessés se mêlaient au bruit monotone de la mer.

Toute la nuit, tout le jour suivant, la bataille fit rage.

Les bâtiments du convoi américain, silencieux, se glissaient au travers de cet enfer. Seuls, huit d'entre eux furent saisis par l'ennemi.

Howe, furieux de voir sa proie lui échapper, ne ménageait pas sa poudre ; et les canonniers anglais visaient juste.

Puis les Français avaient le diable au corps.

« Ils sont comme des cailloux, plus on les frappe plus ils donnent de feu », murmurait Howe avec un dépit admiratif, en homme qui sait apprécier le courage.

C'était vrai. La destruction, la mort ne parvenaient pas à semer la peur dans les équipages. Parfois même des rires d'énorme gaieté secouaient les matelots. Des acclamations saluaient les coups adroits de canonniers, tandis que des sarcasmes accueillaient les boulets ennemis.

« Encore un qui ne nous enverra pas régaler les poissons ! criait un loustic. Mais qu'il n'y revienne pas ! »



Au matin du second jour de lutte, alors que les hommes, ivres de fatigue et de bruit, croyaient vivre en un tragique cauchemar, le contre-amiral Renaudin, parcourant son « Vengeur », poussa un soupir de douleur.

Le navire était à l'agonie. Les coups de canon l'avaient criblé ; tous ses mâts étaient brisés, ses vergues couvraient le pont désemparé. Dans la cale, des voies d'eau qu'on cherchait vainement à aveugler, émettaient un glouglou surnois. Des cadavres encombraient l'entrepont et, dans l'infirmerie, la charpie manquait pour tant de blessures.

Il suffisait d'un boulet, bien pointé, dans les œuvres vives pour que, tel une épave, le navire s'engloutit.

Les Anglais le savaient. Prévoyant déjà le naufrage, ils s'apprêtaient à jeter des embarcations à la mer.

« Messieurs, dit Renaudin aux officiers qui lui restaient..., citoyens, veux-je dire, le « Vengeur » touche à son heure dernière. Notre suivant de ligne, le « Terrible », a coulé bas ; dans peu d'instant nous l'aurons rejoint. Du moins avons-nous cette joie de savoir que notre devoir est accompli. La France est assurée de son ravitaillement. Voilà qui nous paye de nos peines ! »

Des acclamations répondirent au commandant, et toutes ces faces noircies de poudre et aveuglées de sang s'illuminèrent à la pensée de l'échec ennemi.

« Voici, reprit Renaudin en baissant la voix, car un soudain silence s'établissait, voici que l'Anglais veut nous parler. Écoutons. »

Du vaisseau ennemi le plus proche, un officier tenant en main un porte-voix, criait :

« Rendez-vous ! Nous mettons des chaloupes à la mer pour vous secourir.

— Nous rendre ! s'écria Renaudin après un bref regard autour de lui. Voilà un mot que nous ne comprenons guère, n'est-ce pas, citoyens ? Et la République ne l'a encore inscrit dans aucune de ses lois.

— Bravo ! cria l'équipage, oubliant fatigue et souffrances. Bien parlé, mon commandant !

— Nous n'en sommes pas là encore, murmurèrent quelques voix.

— Si, mes amis, nous en sommes là, fit gravement Renaudin. Dans une heure au plus, un quart d'heure, peut-être, le « Vengeur » aura coulé. »

Un frémissement courut parmi ces braves, mais chacun d'eux pensait au vaisseau avant de penser à soi. Des larmes brillèrent dans bien des yeux.

« Pauvre « Vengeur » ! soupira un matelot.

— Non, héroïque « Vengeur », dit Renaudin d'une voix émue, mais ferme. Et nous serons dignes de lui, n'est-ce pas ? Sachons mourir ! Plutôt la mort que la captivité ! »

Une clameur immense s'éleva :

« Vive la Nation ! »

Les matelots agitaient leurs coiffures au bout des sabres et des fusils. Les blessés eux-mêmes s'étaient traînés sur le pont et unissaient leurs voix à celles de leurs camarades.

Renaudin regarda son équipage avec une fierté inexprimable :

« Pas un lâche ! » fit-il. Et en prenant son porte-voix :

« À vos postes, tous ! cria-t-il. Basire, clouez le drapeau aux débris du grand mât. Canonniers, à vos pièces. Que jusqu'au bout on entende la voix du « Vengeur » !

Puis, tournant son porte-voix vers les marins anglais :

« Au revoir, messieurs ! hurla-t-il. Nous ne nous en irons pas seuls ! »

Le tonnerre des canons du « Vengeur » retentit saccadé. Les Anglais répondirent.

Bientôt ils s'arrêtaient de nouveau. Le bâtiment français, lentement, s'enfonçait.

Une à une ses batteries se turent, à mesure que l'eau envahissait les étages. Tandis que le grondement des canons s'assourdissait, sur le pont, toujours plus ardent, s'élevait un chant :

« Allons, enfants de la Patrie !... »

Les voix des hommes vibraient d'enthousiasme, de sublime dévouement. L'hymne grandissait, couvrait les bruits de la bataille, exaltait les équipages des vaisseaux les plus proches.

« Vive la Nation ! Vive la République ! » damait toute la flotte à l'exemple de ceux du « Vengeur ».

Et les Anglais admiraient ces gens qui mouraient en chantant.

Bientôt l'eau atteignit le pont, tandis que le navire, s'inclinant légèrement, se mit à tourner sur lui-même.

« Au revoir, les enfants ! » cria Renaudin.

Les hommes le saluèrent sans arrêter leur chant.

Le « Vengeur » tournoya encore.

Et puis tout se tut.



Quelques minutes plus tard, quand le tourbillon de l'eau se fut calmé, les barques anglaises recueillirent les survivants du glorieux naufrage. Renaudin et son frère furent parmi les deux cent cinquante rescapés.

En mettant le pied sur le pont du vaisseau anglais, Renaudin ne put retenir des larmes de honte. Il se tourna vers son frère :

« Et Basire ? demanda-t-il.

— Disparu avec le « Vengeur ».

— Je l'envie ! » soupira Renaudin.

Et il descendit à la prison qui lui était assignée.

La bataille était finie ; la flotte de Howe s'éloignait des côtes de France. Dans le port de Brest s'alignaient les bâtiments chargés de blé, et Villaret de Joyeuse écrivait avec fierté son rapport pour la Convention.

Le pays allait applaudir à ce succès, les siècles se feraient l'écho de ce courage.

Et dans la clameur et dans le murmure de la mer bretonne, ceux qui savent écouter perçoivent à jamais le chant du « Vengeur ».



Le martyr des Girondins



Le premier soin de la Convention nationale chargée de donner un gouvernement à la France, qui n'a plus de roi, a été de proclamer la « République française Une et Indivisible ».

Or, la Convention elle-même est divisée en deux partis qui s'affrontent et s'opposent chaque jour davantage.

Il y a les Girondins, élus des départements pour la plupart. Ce sont des beaux parleurs et de braves gens, pétris des meilleures intentions du monde. La Révolution est leur enfant, ils la veulent belle et douce ainsi qu'ils l'ont rêvée. Ils souffrent de la voir souillée de sang : au 10 août, déjà, et plus encore lors des massacres de Septembre. Ils ont peur de Paris, la grande ville qui s'arroge le droit de gouverner la France entière. À bas la tyrannie ! Tyrannie du monarque absolu ou tyrannie de la Ville aux faubourgs menaçants.

Les Montagnards aiment ce Paris enfiévré, Paris prompt à l'action, Paris sanglant au besoin, mais sûr de soi, convaincu, sans défaillance. La France souhaitait sans doute la République. Paris seul a pu l'imposer. C'est une force sur laquelle on peut compter.

Les Girondins méconnaissent cette force de Paris. C'est elle qui va les briser.

Un homme personnifie pour eux la force brutale de la Ville qu'ils détestent : Marat. Ils s'acharnent contre lui. Mais la Ville, plus forte qu'eux, impose l'acquittement de son grand homme.

La France, à ce moment, est en guerre avec l'Europe entière. Plusieurs départements sont envahis. D'autres se soulèvent contre la Convention nationale. Est-ce qu'elle pourra vaincre tant d'ennemis si elle s'épuise en luttes fratricides ?

Les Montagnards le comprennent. Pour rester les seuls maîtres de l'Assemblée, ils accusent les Girondins de fomenter les révoltes de la province, et Paris prend fait et cause pour eux : la force armée de la

Commune de Paris est alliée de la Montagne.

La Convention hésiterait à se prononcer, entre les discours persuasifs et brillants des Girondins et la farouche indignation des Montagnards.

Mais Paris braque sur la Convention les canons de son général Hanriot. Dans les tribunes la voix du peuple de Paris dicte à la Convention sa sentence.

Et la Convention « décrète d'accusation » vingt-deux de ses membres, le 2 juin 1793.

La Montagne, et Paris son allié, ont triomphé.

Les Girondins, cependant, ne se croient pas vaincus. Paris est perdu pour eux. Il leur reste la France.



Comme ils ont méconnu Paris, ils ont tort de ne pas voir grandir autour d'eux les fameux « clubs » révolutionnaires.

Le plus célèbre, le plus dangereux aussi, est le Club des Jacobins.

Les Girondins ignorent que dans toute la France, à l'imitation de celui de Paris, se sont formés des clubs de Jacobins qui répandent partout les idées des Montagnards. Robespierre et ses amis y font la loi. Grâce aux Jacobins ils vont régner sur la France comme ils règnent sur Paris.

Cependant une province très proche s'offre aux Girondins, toute prête à la révolte : la Normandie. Une armée se prépare à Caen, sous le commandement de Wimpfen, les volontaires affluent, des bataillons de Bretagne se joignent à eux.

Point de ralliement : Caen ! C'est de Caen que les Girondins décident de partir à la conquête de la France.

S'échapper de Paris est déjà un problème, que chacun résout à sa façon.

Guadet, Girondin de la Gironde, natif de Saint-Émilion, et député de Bordeaux, doit faire en un seul jour vingt-deux lieues (quatre-vingt-huit kilomètres) à pied !

Kervélégan, du Finistère, est un homme d'une loyauté proverbiale. Et ses geôliers ont exigé de lui le serment de ne pas s'enfuir... sans les en avertir.

L'heure venue, il a ouvert la porte, et, un pied dehors, il a crié :

« Citoyens, je vous avertis que je m'en vais : adieu ! »

Puis il a fermé la porte à double tour, et il est arrivé à s'échapper.

Louvet, l'auteur d'un roman qui fait fureur, *Faublas*, s'est sauvé de Paris en compagnie de sa très chère amie Lodoïska (Lodoïska s'appelle en réalité Marguerite Demuelle ; c'est une bonne et brave Parisienne

qu'il a affublée de ce nom parce que c'est celui d'une de ses héroïnes).

Le « beau Pétion » a été d'idole de Paris. À cette heure, il est heureux de trouver refuge dans la minuscule chambre de deux petites lingères. Il s'en échappe, en voiture, muni de faux papiers.

Buzot, qui est d'Evreux, est arrivé à Caen parmi les premiers. On remarque sa mine sombre et farouche : c'est qu'il porte au cœur un grand amour malheureux, celui de la belle Manon Roland, la femme du ministre Roland, fidèle à son mari malgré leur bel amour, et pour l'heure, prisonnière à Paris.

En même temps que lui, Salle, le rude médecin de campagne, intègre et bon, serviable et adroit, Barbaroux, le joyeux Marseillais, perpétuellement amoureux et volage, et plusieurs autres, s'installent dans la ville normande.

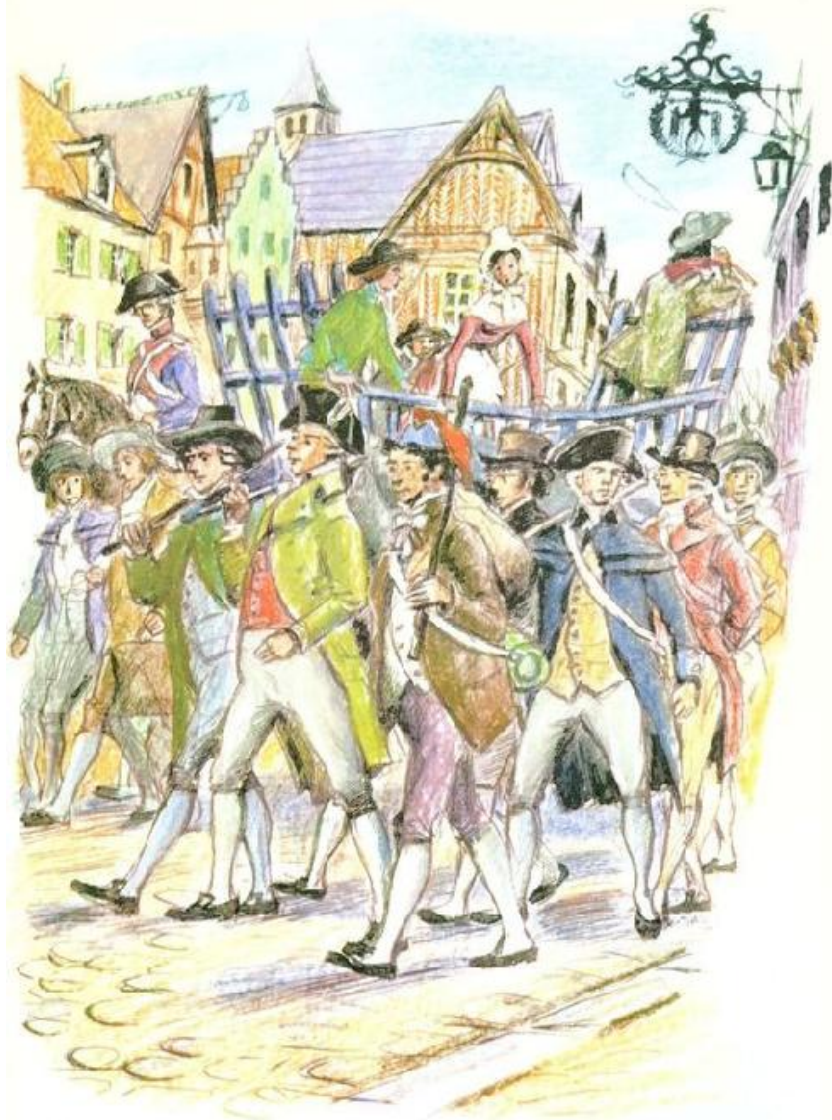
Le joyeux accueil qu'on leur fait ne tarde pas à leur faire oublier leurs tribulations de naguère. On leur raconte que soixante-neuf départements se soulèvent contre les tyrans de Paris, et, sûrs de vaincre, ils se reposent, ils font venir leurs femmes, leurs enfants, leurs amis, et jouissent de ce calme après les semaines orageuses de Paris.

Cependant Charlotte de Corday, apprenant à les connaître, mûrit sa résolution ; cependant Madame Roland, dans sa prison, craint à juste titre qu'ils « n'emploient à rêver le bien public le temps qu'il fallait consacrer à l'opérer... »

L'armée de Wimpfen, sur ces entrefaites, part en campagne : les deux armées se font si peur mutuellement qu'elles prennent toutes deux la fuite.

Prudemment, l'armée de Wimpfen rentre à Caen.

Peu de jours après, on apprend la mort de Marat, assassiné par une jeune fille de la ville, au nom des principes girondins. Du coup, les braves bourgeois prennent peur. s'il allait y avoir de terribles représailles contre les Girondins, et contre la ville qui les héberge ?



Ils partent sac au dos à travers la campagne normande.

Les bataillons bretons, venus combattre sous Wimpfen sont priés poliment de déguerpir. Et l'on affiche sur la porte de l'Hôtel de l'intendance, où logent les Girondins, le décret de la Convention qui les déclare « traîtres à la patrie » et « hors la loi ».

Les Girondins sont chassés de Caen, comme ils ont été chassés de Paris. Ils sont « hors la loi », cela signifie que quiconque les aura reconnus pourra les abattre comme des chiens. Cela veut dire que tout, que chacun doit leur être suspect, qu'ils doivent vivre sur le qui-vive et ne se fier qu'aux amis les plus sûrs, les plus éprouvés.

Or, ils sont jeunes et sûrs de la victoire : ils partent gaiement avec les volontaires bretons, sac au dos, à travers la campagne normande.

Les débuts sont charmants : le pays est beau, les compagnons de route pleins de prévenances, et cette vie de troupiers, nouvelle pour eux, leur paraît pleine d'attraits.

Puis les choses se gâtent. On n'a pas d'argent, les villes qu'il faut traverser deviennent hostiles.

Kervélégan les a décidés à rallier Quimper, dont il est député-maire, où il est très aimé. Il se fait fort d'assurer à tous des amis dévoués et un asile sûr qui leur permettront d'attendre le moment favorable pour se mettre à la tête de la fameuse insurrection de la province contre Paris. Il ne s'agira plus que de joindre Bordeaux, la ville tout acquise à leurs idées, ce qui leur paraît la chose la plus simple du monde.

En attendant, il y a toute la Bretagne à traverser, une terre inconnue pour eux, hostile souvent.

Kervélégan les a précédés pour préparer les voies. Puis ils quittent tous le bataillon breton qui doit suivre la route au parcours dangereux : leur allure n'est-elle pas déjà suspecte ? Il faut avant tout qu'ils évitent les villes où ils risquent d'être reconnus et dénoncés aux autorités.

Le commandant du bataillon, avant de les laisser partir, leur arme de pied en cap, leur fournit à chacun un sarreau de toile semblable à ceux des soldats et détache auprès d'eux six hommes très sûrs, dont deux sous-officiers, qui leur serviront de guides. Enfin, ils partent par des chemins de traverse.

Avant de toucher au but, que d'émotions ! Sont-ils accueillis dans un château, et traités avec munificence ? Ils ne peuvent y croire, et s'attendent à une trahison. Couchent-ils dans une grange ? Au milieu de la nuit, retentit le cri qui résonne, lugubre, aux oreilles des rebelles de tous les temps et de tous les pays : « Au nom de la loi, ouvrez ! »

Ils sont réveillés en sursaut, ils croient leur dernière heure venue. Ce n'est qu'une fausse alerte.

Épuisés par la marche, ils laissent presque à chaque étape, derrière eux, un écopé qui se déclare incapable de poursuivre. L'un a la goutte, un autre une entorse ; tel autre, les pieds en sang, marche

toujours. Partis plus de vingt, ils arrivent douze : un seul de leurs guides leur reste.

Ils sont au but. Ils sont à Quimper, ou Kervélégan fait la loi, et ainsi qu'il l'a promis, trouve un gîte pour chacun.

Aussitôt ils se croient sauvés, et cessent de prendre aucune précaution. Un des leurs, Duchâtel, s'installe à l'Hôtel sous son propre nom ! Lodoïska, l'amie de Louvet, après un court passage à Paris où elle a vendu tous ses bijoux pour se procurer de l'argent, les a rejoints au cours de leurs tribulations, et loue une ravissante maison à Penhars, près de Quimper. La femme de Buzot, qu'à vrai dire il n'aime guère, car elle est vieille et laide, s'est sauvée d'Evreux et se trouve là aussi. Tout cela ne contribue pas à les faire passer inaperçus !

Pour comble de malheur, Barbaroux tombe malade de la petite vérole. Précisément, Duchâtel vient enfin de découvrir une barque, la « Diligente », dont le patron consent à les conduire à Bordeaux avec ses amis. Impossible de laisser partir Barbaroux dans l'état où il est ! Buzot, Pétion, Guadet, Louvet restent avec lui. Duchâtel et quelques autres s'embarquent tout de même pour la Gironde, bienheureuse terre d'asile...

En Bretagne, plus de répit pour leurs amis, qui sont signalés maintenant. Leur tête est mise à prix ; ils n'échappent à un danger que pour risquer leur vie un peu plus loin. Le dévouement des Bretons les sauve maintes fois de la mort, les protège contre leurs puissants ennemis, au mépris de leur propre vie.

Barbaroux guéri, ils ne songent plus qu'à rejoindre à leur tour Bordeaux. Comme on doit les attendre fiévreusement là-bas ! Guadet énumère les amis fidèles et puissants qui, au premier appel, soulèveront la ville entière, prête à les suivre.

« Qu'on me donne une barque seulement, dit Guadet. Une fois à Bordeaux, je me charge du reste ! »

Un brave homme, un nommé Chappuis, parvient à s'entendre avec le capitaine du navire l'« Industrie », en partance pour le Sud, qui accepte d'embarquer cinq passagers inconnus...

À travers mille difficultés, le 20 septembre, à minuit, les cinq proscrits arrivent au petit port de Lanvéoc, dans la rade de Brest, où ils doivent retrouver la chaloupe de l'« Industrie ».

La chaloupe n'est pas au port. Angoissés, ils essayent de souper, sans entrain, et reviennent au rivage : toujours rien. À prix d'or, ils décident un pêcheur à appareiller, en pleine nuit. Mais comment retrouver le navire, dans cette obscurité ? À l'aube, ils errent encore sur la rade. Chaque heure qui s'écoule accroît leur inquiétude. Enfin, voici l'« Industrie » ! Les malheureux accostent, et cette fois encore se croient au bout de leurs peines.

La traversée dure deux jours. (En cours de route un de leurs amis, Valady, a pu se joindre à eux.) On les débarque au Bec d'Ambès, ils foulent enfin, joyeux, cette terre de Gironde qui leur a donné son nom, devant l'histoire.

Guadet dirige les opérations, maintenant. Il laisse ses cinq amis à l'auberge, et va frapper à la porte d'une maison de campagne qui appartient à son beau-père Dupeyrat. Un paysan voisin se décide, non sans peine, à lui ouvrir la maison, et il retourne chercher ses compagnons...

Il les trouve effondrés ! La Terreur règne à Bordeaux, les Girondins y sont traqués, l'aubergiste lui-même qui les héberge est un Jacobin dangereux. Au reste, la ville est en état de siège, et quiconque prêterait assistance à un « proscrit du 2 juin » serait mis hors la loi.

Guadet a attiré ses amis dans un piège. Ils sont pris comme dans un guet-apens ! Grand Dieu ! Lui qui pensait les sauver, prendre avec eux la tête de l'insurrection triomphante !

Il les conduit à la maison Dupeyrat, asile provisoire et combien précaire ! Il se sent responsable de leur malheureux sort, et se multiplie pour les tirer de ce mauvais pas. Deux fois élu par Bordeaux, il y a d'excellents amis, la population l'acclamait naguère : il y court... Plus un ami ! Des visages hostiles, des maisons qui se ferment. Il doit s'enfuir, la nuit, pour n'être pas reconnu.

À Saint-Émilion, sa ville natale, après deux jours de vaines recherches, on lui propose un abri incertain, pour deux d'entre eux. Or ils sont sept maintenant, car Salle – au prix de combien de difficultés ! – les a rejoints à son tour.

La mort dans l'âme, ils déclarent qu'ils vont se séparer. Louvet veut rejoindre Lodoïska à Paris, et entraîne Barbaroux et Valady ; Pétion et Buzot choisissent la Suisse, Guadet et Salle l'Espagne.

Ils ne vont pas si loin. À Saint-Émilion même, une femme admirable, Madame Bouquey, va leur assurer un répit de quelques semaines.

Madame Bouquey est la belle-sœur de Guadet, la fille de Dupeyrat. Elle habite Fontainebleau avec son mari, régisseur du château. Une lettre de son père lui apprend la pénible extrémité où se trouvent Guadet et ses amis. Sans hésiter, elle prend la diligence aussitôt, et arrive à Saint-Émilion à temps pour accueillir Guadet et Salle.

Il faut dire que la petite ville de Saint-Émilion est bâtie au-dessus de vastes catacombes qui forment un lacis inextricable de souterrains superposés. La maison de Madame Bouquey, ainsi que d'autres, communique avec ces souterrains, qui lui servent de caves, par un puits aux parois glissantes, aux points d'appui incertains. En s'aidant

d'une corde, on accède ainsi à une salle souterraine : dans cette salle s'ouvre une espèce de grotte où l'on parvient en se laissant glisser par un trou.

Pour les fuyards, cette cachette, c'est peut-être le salut !

Louvet et ses compagnons ne sont pas allés loin, eux non plus : couchant tantôt dans une grange, tantôt dans le grenier d'un curé de campagne compatissant, tantôt dehors, sous la pluie, sur la terre humide d'un petit bois, ils ont connu le refuge de Guadet. Transis, grelottant de fièvre, ils sont à leur tour recueillis par Madame Bouquey, qui trouve le moyen d'attirer encore chez elle Buzot et Pétion.

Madame Bouquey s'ingénie d'abord à rendre sa cave habitable. Elle jette dans son trou des meubles, des couvertures, une lanterne, un « moine » pour réchauffer ses « enfants ».

Ensuite elle fait mieux, et aménage une cachette presque aussi sûre, et plus confortable, dans son grenier. Enfin, elle s'enhardit et leur ouvre toute la maison. À chaque alerte, ils regagnent leur trou.

La difficulté est de nourrir sept hommes en ces temps de restrictions, sans donner l'alarme aux autorités. Madame Bouquey et sa servante se privent de tout. La basse-cour supplée au manque de viande ; la provision de pommes de terre et de haricots leur permet de vivre quelque temps.

Pour s'occuper, ils lisent les gazettes, ils écrivent leurs mémoires : ceux de Louvet sont venus jusqu'à nous. Salle, toujours gai, toujours en train, fait des vers.

Dans le courant d'octobre, les mauvaises nouvelles se succèdent. Gorsas, un de leurs compagnons de Caen, périt le premier sur l'échafaud. Le 31 octobre, les grands chefs de la Gironde, Brissot, Vergniaud, Deperret, l'ami de Barbaroux à qui il a adressé Charlotte de Corday quelques mois plus tôt ; Duchâtel, qui s'est embarqué à Quimper pour venir se faire prendre à Bordeaux, et tant d'autres, sont à leur tour guillotins.

Pris de peur M. Bouquey interdit à sa femme de s'exposer plus longtemps aux fureurs des Jacobins. Le 13 novembre, les malheureux doivent reprendre leur vie errante.

Ils se séparent encore. Buzot, Pétion, Barbaroux se dirigent vers la mer. Valady part seul se confier à l'humanité d'un parent. Louvet et Salle accompagnent Guadet chez une dame qui a été sa cliente et qu'il a sauvée du déshonneur. Elle lui a fait des promesses d'éternelle reconnaissance et ne peut lui refuser un abri, fût-ce de quelques heures... Elle vibrait de gratitude pour le brillant Guadet d'autrefois. Mais sans doute juge-t-elle qu'elle ne doit rien au misérable proscrit qui vient frapper suppliant, à sa porte. Elle ne lui ouvre même pas.

Cette fois, c'en est trop. Louvet, à bout de force, quitte pour toujours

ses compagnons. Puisqu'il faut mourir, il mourra au moins dans un dernier effort pour rejoindre Lodoïska.

En vain, ses camarades essayent de le retenir : il ne connaît pas la région, il est sans vivres, tremblant de froid, il marche avec peine, car il s'est blessé à une jambe. Mais son parti est pris. Il serre sur son cœur ses compagnons, il partage avec eux les quelques sous qui lui restent, et puis il part. Toujours inventif, il trouve moyen, à l'aide d'une vieille perruque, de se grimer en Jacobin ; et, clopin-clopant, épuisé, sans espoir, il part. Les larmes aux yeux, ses amis le suivent de loin. Ils ne peuvent se résoudre à l'abandonner dans cette marche à la mort...

Lui seul survivra à la tourmente.

À l'aide d'un faux passeport, de deux bons pistolets cachés dans ses poches et d'une espingole sous sa pèlerine, mais surtout grâce à son esprit et à son astuce, il parcourut les cent lieues qui le séparent Paris.

D'abord, il se fait passer pour un soldat qui regagne ses foyers, et naturellement affecte à tout propos le langage le plus farouchement montagnard.

Il trouve moyen de faire une grande partie de la route sous la bâche d'un voiturier qui transporte des paysans d'un marché à l'autre. Il amuse ses compagnons de route, il les grise, enfin s'entend si bien avec eux qu'ils l'aident à échapper aux autorités en cas d'alerte.

À Paris, il retrouve Lodoïska, pleine de ressources, elle aussi. C'est grâce à son amie qu'il trouve un refuge en Suisse, d'où il reviendra en France quand un Girondin y pourra vivre en paix...



Guadet et Salle, harassés, sentent à leur tour leurs forces les abandonner. Dans une caverne où ils ont échoué la nuit qui a suivi le départ de Louvet, Guadet a failli mourir de détresse et d'épuisement.

Alors ils reprennent, une fois encore, le chemin de Saint-Émilion. Il y a dans la bourgade une porte à laquelle ils n'ont point frappé : celle de M. Guadet le père, où deux volontaires, nuit et jour, montent la garde, afin d'éviter toute correspondance entre lui et son « mauvais fils ».

Contre toute attente, les deux proscrits parviennent à s'introduire dans la maison sans être vus ni entendus.

Le père Guadet les accueille à bras ouverts. Il tente, désespérément, de les arracher à leur destin.

Plusieurs mois, les malheureux ont vécu dans une étroite cache pratiquée dans le grenier, trop basse pour s'y tenir debout, trop courte pour y être couché. Les poursuites, peu à peu, se sont faites moins

après. Même, le père Guadet a obtenu la suppression de la garde, aux portes de sa maison : c'est alors, à Bordeaux, le règne de Tallien, un conventionnel plus habile que sanguinaire, qui songe alors à ses amours, beaucoup plus qu'à faire la chasse aux députés girondins.

L'hiver passe ainsi, puis le printemps. Tallien est remplacé par un jeune protégé de Robespierre, un Jacobin « enragé » : Marc-Antoine Jullien. Et comme, hélas ! on n'ignore pas la présence des proscrits à Saint-Émilion, si l'on n'a jamais pu les découvrir, Jullien lance une expédition militaire contre les rebelles.

Saint-Émilion est donc investi, et la petite maison de M. Guadet cernée par les valeureuses troupes du proconsul Jullien. Il faut ouvrir les portes, laisser fouiller la maison de fond en comble. Les recherches durent depuis cinq heures sans résultat. Les commissaires vont les abandonner, quand ils remarquent, au plafond, quelques planches mal jointes...

« On dirait, dit l'un d'eux, que ces planches ont été récemment déplacées ? »

Le vieillard balbutie une explication quelconque, son embarras augmente les soupçons. On envoie quérir un charpentier, qui monte sur le toit et commence à déplacer les tuiles.

Alors retentit une voix :

« Ceux que vous cherchez sont ici. Nous nous rendons. »

Les fugitifs déplacent eux-mêmes les planches du plafond et se laissent glisser par une échelle. Ils se livrent aux commissaires.

Quelques heures plus tard, une charrette entraîne lentement vers Bordeaux, à travers les rues de la ville, les « hors-la-loi » dûment garrottés, et leurs « complices » : Guadet le père, sa sœur, son autre fils, Madame Bouquey, son mari et son père, le vieux Dupeyrat, tous coupables de n'avoir pas dénoncé les malheureux proscrits, d'avoir conservé un peu de pitié humaine.

On dit qu'au cours de cette même journée, les lieutenants de Jullien, à la recherche de Pétion, de Barbaroux, de Buzot ont lancé contre eux, dans les souterrains de la ville, où ils n'ont pas osé s'aventurer eux-mêmes, une meute de chiens féroces. Mais ceux qu'ils cherchent ne sont pas dans ces souterrains.

Entrés à Bordeaux, le 18 juin, Guadet et ses amis sont condamnés à mort le 19, et guillotins un mois plus tard, le 1^{er} Thermidor : quelques jours à peine avant la mort de Robespierre, qui les eût tous sauvés.

Ils sont morts avec une grande dignité. Tel était le sang-froid de Salle, par exemple, qu'il a réparé lui-même, pour le bourreau qui n'y parvenait pas, le mécanisme de la guillotine.

Madame Bouquey s'est écriée :

« Monstres ! Si l'humanité est un crime, nous méritons la mort ! »

Le 17 juin, sur le passage de la tragique charrette, tous les bourgeois de Saint-Émilion ont frissonné d'horreur.

À une fenêtre étroite, en plein centre de la ville, il y a trois hommes. Ils ont tant souffert qu'ils n'ont plus de force. Leurs cheveux sont tout blancs, et ils paraissent très vieux. C'étaient pourtant des hommes jeunes, très beaux, très aimés, quelques mois plus tôt. Ils regardent l'affreux spectacle ; et leurs yeux n'ont plus de larmes pour pleurer leurs amis.

Comme toute la ville, ils entendent les sanglots de Guadet :

« Mon père, c'est moi qui vous tue ! Mon père ! C'est moi qui vous conduis à l'échafaud ! »

La charrette est déjà loin, et l'écho de ce désespoir résonne encore en eux.

Buzot, Pétion, Barbaroux ont assisté à la suprême épreuve de leurs amis.

S'ils sont là, vivants, à l'abri, c'est à Madame Bouquey qu'ils le doivent : Madame Bouquey, qu'ils voient partir, garrottée comme une criminelle, pour la prison et pour la mort.

Quand ils ont dû quitter la maison de leur bienfaitrice, ils ne sont pas allés bien loin. Ils ont erré à travers la campagne. Les paysans ne savaient pas qui ils étaient : on les appelait souvent « les trois émigrés ». Quand ils sortaient des bois, à la nuit tombante, les gens prenaient peur et se sauvaient. Il faut dire que les paysans, de ce côté-là, ne sont pas très au courant de la politique, et ne connaissent ni « Girondins » ni « Montagnards ».

Parfois, un vieux couvent leur servait d'asile ; parfois, une meule de foin, ou le grenier d'un brave fermier.

Et puis, quand leurs forces les ont tout à fait abandonnés, eux aussi, ils sont retournés à la ville. Alors pour la deuxième fois, Madame Bouquey les a sauvés.

C'est ainsi que ce 17 juin, ils sont bien à l'abri, sous le toit d'un brave perruquier nommé Troquart, qui ne sait pas au juste qui ils sont. Sans doute préfère-t-il ne pas le savoir. M. Bouquey, les messieurs Guadet sont de ses clients. Ils lui ont demandé d'héberger trois particuliers, le prix du loyer est raisonnable ; cinq cents francs payés comptant. Ma foi, pourquoi aurait-il refusé ?

Au-dessus de la boutique bien achalandée du perruquier, les trois proscrits ont vécu des semaines, sans que personne ne les découvre. Troquart, quand il le pouvait, se faisait payer en nature, c'est-à-dire qu'en échange de ses bons soins on lui donnait, qui des victuailles, qui du bois à brûler. Madame Bouquey non plus n'oubliait pas ses protégés.

Maintenant, ils sont las de vivre. Cette ville leur fait horreur, qui a vu le départ de leurs amis pour la guillotine. Ils partent pour fuir ce

cauchemar. Pour être sûrs, aussi, de ne pas connaître, à leur tour, pareille infamie.

Ils partent. C'est l'été, comme au temps de leur folle espérance. Les blés sont hauts dans les champs et la nature leur fait fête. Mais eux ne voient rien, n'entendent rien. Ils marchent et leurs pas malhabiles les ramènent bientôt à leur point de départ.

Alors, ils s'asseyent sous un vieux mûrier. Ils essayent de manger. Mais à quoi bon ? Ils ne songent guère à vivre.

Une troupe passe dans le lointain : de jeunes volontaires, qui chantent.

« Ils nous ont dépistés... C'est la fin... »

Barbaroux n'a pas la force de se lever. Buzot et Pétion se trament jusqu'à un petit bois, à quelques pas.

Le bataillon s'éloigne déjà, quand retentit un coup de pistolet : c'est Barbaroux qui ne veut pas tomber vivant entre les mains de ses ennemis... et qui signale ainsi sa présence.

Les soldats accourent. Barbaroux n'est pas mort. Il vivra assez longtemps pour être transporté à Bordeaux, où Marc-Antoine Jullien aura la joie de le faire condamner, puis de le transporter, moribond, sur l'échafaud, le 25 juin.

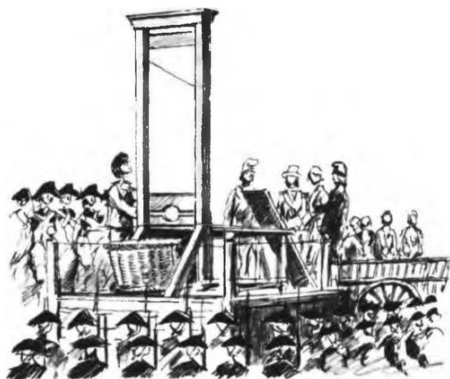
Ce même 25 juin, quelques paysans découvrent, dans un petit bois, deux cadavres affreusement mutilés et décomposés. Auprès d'eux est un chien qui hurle à la mort.

Les autorités viennent les identifier.

Ce sont les corps de Pétion et Buzot. Ils ont trouvé, contre leurs ennemis, le refuge suprême.

On les a enterrés, côte à côte – si près, que leurs deux tombes semblent n'en former qu'une.

Leur souvenir, dans le pays, est si bien effacé, que ce coin de terre où, de longtemps, rien n'a poussé, s'appelle encore le « Champ des Émigrés ».



Un pur héros de la Révolution : Philippe Le Bas



PHILIPPE-FRANÇOIS-JOSEPH LE BAS est né à Frévent, dans le Pas-de-Calais, le 4 novembre 1764. Il est l'aîné d'une famille de treize enfants et son père a peiné durement pour assurer à chacun une bonne instruction : il en est heureux, car n'est-ce pas le plus beau don qu'il leur puisse faire ? Ses enfants l'aiment et le respectent. À son exemple ils aiment aussi la Justice et la Liberté que promettent les philosophes.

Philippe se fait avocat, pour mieux défendre les idées qui lui sont chères.

Ses concitoyens le nomment administrateur de département, et bientôt, le 16 septembre 1792, député à la Convention nationale.

Il fait ses études à Paris, et n'y est pas dépaycé. Pourtant il est heureux de retrouver des compatriotes, tels que les deux frères Robespierre, Maximilien et Augustin, qu'il a connus à Arras.

Leurs idées sont les mêmes, et ils sympathisent chaque jour davantage.

La grande affaire, c'est d'abord le procès du roi. À ce sujet encore, ils sont bien d'accord. « Louis est le chef des conspirateurs. » Il mérite la mort, car il a trahi son peuple. Seuls des traîtres comme lui peuvent le défendre. Tous trois s'inquiètent au spectacle de la Convention, qui est bien divisée. Il y a de faux patriotes, qui crient plus fort que les vrais, pour égarer l'opinion. Les aristocrates sont plus insolents que jamais ; les ennemis du peuple relèvent la tête.

Cependant la mort du roi est votée.

« C'est un grand acte de justice, qui a sauvé la République, dit Le Bas. Les chemins sont rompus derrière nous. C'est à présent surtout que l'on peut dire : Vivre libre, ou mourir ! »

L'armée se couvre de gloire. Le général Custine a pris la ville de Spire.

« Ce qu'il y a de plus beau, c'est que notre brave armée ne s'est livrée à aucun excès, dans une ville prise de vive force. »

Maximilien Robespierre prend, chaque jour, un plus grand ascendant sur l'Assemblée.

Le Bas admire son énergie de fer, sa probité, la puissance de son intelligence. Il ne cherche pas un instant à lui disputer la première place. Il ne pense qu'au salut de la République. Fi de toute vaine gloriole personnelle !

« L'essentiel est de bien faire, dit-il, de bien écouter, et de ne parler que quand on a une vérité à dire qui sans vous échapperait aux autres. »

Le roi mort, la Convention prépare aussitôt une nouvelle Constitution : c'est la Constitution de l'an I, œuvre des Girondins.

Ces Girondins, ces beaux parleurs, voilà donc de quoi ils sont capables ! Impossible d'appliquer des lois pareilles : tous les principes démocratiques y sont outrés, et rien n'est plus propre à faire haïr la République.

Plus de doute maintenant. Les Girondins sont les ennemis de la nation.

Aussi Le Bas est-il dévoré d'inquiétude quand il apprend que les Girondins font mettre Marat en état d'arrestation. Ils « écartent un surveillant incommode ».

Déjà leur ami Dumouriez a trahi la France. La vigilance est à l'ordre du jour plus que jamais.

Marat est acquitté. Marat est libéré, acclamé, porté en triomphe à la Convention, le 25 avril.

C'est un bien beau jour. Le peuple se presse en foule dans les tribunes. Parmi les nombreux spectateurs, les yeux de Le Bas cherchent au hasard quelques amis, quelques figures de connaissance. Ils s'arrêtent soudain sur un jeune minois frais et enjoué, aux beaux yeux étonnés et rieurs qui se font bien grands pour mieux voir et mieux retenir des événements si fameux. Que de jeunesse, que de grâce en ce visage de toute jeune fille ! Précisément, n'est-ce pas Charlotte Robespierre, la sœur de Maximilien et d'Augustin, qui accompagne la charmante inconnue ?

D'un bond, Philippe gagne les tribunes du public. Il va présenter ses devoirs à Charlotte.

« Vous êtes avec une amie, Charlotte ? Serait-il indiscret de vous demander...

— Comment ? Vous ne connaissez pas Elisabeth Duplay ? La fille de Duplay, le menuisier, chez qui loge mon frère Maximilien depuis tantôt deux ans ? Il est bien heureux d'avoir trouvé des hôtes tels que

ceux-là : dévoués, vertueux ; de bons républicains, je vous en réponds ! C'est aux Jacobins que mon frère a connu M. Duplay le père. L'heure venue où Maximilien s'est trouvé en danger, M. Duplay lui a offert de si bonne grâce l'hospitalité dans sa maison et à la table familiale, qu'il a accepté d'y transporter ses pénates. Et ma foi, il y est encore ! »

La fille de Duplay ! Une bonne républicaine ! Déjà rien ne compte plus aux yeux de Philippe que la gentille enfant mutine qui fait mine de s'intéresser prodigieusement à la séance.

Le Bas n'ose s'attarder davantage, mais avant de se retirer il prévient Charlotte que tel jour il y aura une séance importante : qu'elle ne manque pas d'y assister surtout – ni d'amener son amie !

Les deux jeunes filles n'ont garde d'oublier cette recommandation. Philippe, cette fois, ose parler à Elisabeth. Elisabeth l'écoute, toute confuse et rougissante. Quelle émotion d'être distinguée par un citoyen de cette importance, un représentant du peuple ! Elle, la petite Elisabeth que sa mère et ses sœurs traitent encore en enfant !

Plusieurs fois, Elisabeth accompagne Charlotte à l'Assemblée, de jour, de nuit. Chaque fois Philippe Le Bas prend la peine de monter jusqu'à elles. Il lui dit « de bien bonnes choses » ; ils sont de vrais camarades maintenant.

Un beau jour, Charlotte cesse de proposer à Elisabeth de l'emmener à la Convention. Un peu plus tard, elle lui apprend que Le Bas est très malade et ne vient plus à l'Assemblée.

La petite fille espiègle et gaie change à vue d'œil : elle se fait triste et rêveuse, elle pâlit, elle n'a plus d'appétit. On l'envoie passer quelques jours à la campagne ; en vain. À sa mère, à ses sœurs, à Robespierre lui-même qui s'inquiète, elle ne peut expliquer son mal. Le connaît-elle seulement ? À personne elle ne parle du beau conventionnel grave et doux qui venait si galamment à elle aux jours de séances, qui est malade et qu'elle ne voit plus.

Et puis, certain jour, Madame Duplay envoie sa fille retenir des places aux Jacobins, Robespierre doit parler, il faut s'y prendre d'avance si l'on veut entrer !

Qui Elisabeth aperçoit-elle, sitôt son arrivée ? Le beau représentant auquel elle pense en secret depuis deux mois ! Quel bonheur pour tous deux de se revoir ! D'abord ils n'osent se parler. Ils échangent les politesses d'usage. Et brusquement Le Bas change de ton.

Il parle mariage, toilettes et plaisirs. Une jeune demoiselle doit bien songer à toutes ces choses ?

Elisabeth écoute, troublée, émue.

« Je veux vous prier de me chercher une femme. Je la veux belle et qui aime les divertissements et les plaisirs. Qu'elle ne songe pas à s'encombrer d'enfants à élever, à nourrir ! Ce ne serait pas de mon

goût, car elle ne pourrait s'amuser, comme il convient à la jeunesse ! »

Elisabeth change de visage. Voilà donc les pensées de cet homme qui paraissait vertueux et bon ! Elle qui se sentait déjà prête à l'aimer ! Elle voudrait être à cent pieds sous terre.

Mais le visage de Philippe s'épanouit autant que celui d'Élisabeth s'allonge.

Ce n'était qu'une épreuve ! Elisabeth est sage et bonne, Philippe l'aime et, dès ce soir, veut demander sa main à ses parents.

Toute saisie de joie, Elisabeth croit rêver.

Et maman Duplay est bien interloquée quand, après les Jacobins, ce M. Le Bas qu'elle n'a jamais vu l'entraîne aux Tuileries et sans plus de formes, lui demande de but en blanc la main d'Élisabeth. La benjamine ! La petite étourdie de la famille ! Elle refuse d'abord. Mais sitôt de retour, elle met le papa au courant, on consulte Maximilien. Et Maximilien est d'avis qu'Élisabeth est tout à fait capable de faire le bonheur de son Philippe. Quant au prétendu, c'est le plus digne des hommes, « un homme de talent, que j'estime et que j'aime », ajoute-t-il.

Le mariage est décidé. La maison Duplay compte un ami de plus.

Aux soirées familiales, il écoutera Robespierre lire des tragédies de Racine ou de Corneille ; ou bien, il chantera, tandis qu'un ami joue de clavecin, tandis qu'Élisabeth le contemple avec extase.

Le Décadi – jour de repos – toute la famille s'égaille dans les champs et dans les bois. Le Bas en est, bien sûr ! Ainsi que Maximilien, et son chien Bromort, qui ne le quitte pas.

Le mariage doit avoir lieu au début du mois d'août.

Or le 2 août, la Convention décrète que deux de ses membres, le citoyen Le Bas et son cousin Duquesnoy, « se rendront sur-le-champ à l'armée du Nord pour y correspondre avec le Comité de Salut public et prendre toutes les mesures qu'exige l'intérêt de la République ».

N'oublions pas que nous sommes en 1793 ! Les frontières de la France sont envahies par les armées de tous les rois de l'Europe coalisés contre elle. Les armées françaises sont désorganisées par l'émigration. La patrie a besoin de tous ses enfants et aucun d'eux n'a le droit de penser à son bonheur quand le salut public est en jeu.

C'est ce que pense Robespierre, qui a sans doute désigné Le Bas parce qu'il le sait ferme et juste, et qu'il y a des abus à réprimer, à l'armée du Nord. C'est ce que pense Le Bas lui-même.

Mais il est dur de voir s'envoler le bonheur, au moment même de le saisir !

Dans quel état se trouve la déplorable armée du Nord ! Les officiers s'enivrent, les soldats ne sont pas instruits, les postes abandonnés.

Le Bas, muni d'une autorité absolue, ne tarde pas à rétablir l'ordre. Il l'a annoncé dès son arrivée :

« Je ne ferai aucune distinction de grade ; le général sera soumis à la loi aussi bien que le dernier soldat de l'armée. »

Maintenant que tout va bien, la petite fiancée occupe son cœur tout entier, à nouveau. Qu'un autre prenne sa place, puisque tout danger est conjuré.

Elisabeth, de son côté, supplie son « bon frère » Maximilien de laisser revenir Philippe. L'« Incorruptible » se laisse attendrir. Philippe revient et se marie aussitôt à la « Maison commune », en présence d'Hébert, le substitut du procureur de la Commune, du grand peintre Louis David, de Maximilien, naturellement, et d'un oncle d'Élisabeth, le menuisier Vaugeois.

La vie s'annonce heureuse et brillante pour les jeunes époux. Les parents Duplay leur offrent un joli logement. Le Bas vient de remplir glorieusement sa mission. Avec son ami Robespierre, maître incontesté à cette heure de la Convention et des tout-puissants comités, il contribue à faire régner partout plus de justice, plus de bonheur. Grâce à lui et à ses amis, le sol de la patrie va être délivré des armées étrangères. Les tyrans apprennent à trembler devant la volonté du peuple souverain !

Les honneurs succèdent aux honneurs : le 14 septembre, Le Bas est nommé membre du Comité de Sûreté générale. Mais le 17 octobre il faut repartir, à l'armée du Rhin, cette fois, car tout va de mal en pis.

Saint-Just l'accompagne. C'est un grand patriote, mais un homme dur et violent qui ne recule devant rien, pas même devant une injustice. Le Bas le calme souvent.

À eux deux, avec l'aide des grands généraux, des hommes intrépides qui les servent, ils sauvent les frontières.

Aux autorités civiles et militaires, ils dictent leurs ordres.

Les soldats sont-ils en haillons ?

« Dix mille hommes sont nu-pieds dans l'armée, il faut que vous déchaussiez tous les aristocrates et que demain, à dix heures du matin, les dix mille paires de souliers soient en marche pour le quartier général », écrivent-ils à la municipalité de Strasbourg.

Les hôpitaux sont insuffisants, mal tenus :

« La municipalité de Strasbourg tiendra deux mille lits prêts dans vingt-quatre heures chez les riches de Strasbourg pour être délivrés aux soldats. Ils y seront soignés avec le respect dû à la vertu et aux défenseurs de la liberté. »

Une pareille énergie porte ses fruits ; le courage revit, l'armée renaît à l'espoir.

Cependant la petite épousée se morfond dans son nid solitaire. Allons ! il ne faut pas être inhumain. Philippe revient la chercher et l'installe au quartier général à Saverne. Ainsi pourront-ils se voir au moins de temps à autre, et la séparation est moins dure.

Enfin sonne l'heure du retour. Mais ne n'est pas encore le repos ! À peine rentré, on repart vers le Nord.

Elisabeth séjourne à Frévent, chez M. Le Bas le père, tandis que Philippe accomplit des prouesses à l'armée de Sambre-et-Meuse, accompagné de son fidèle Saint-Just : toujours à l'avant-garde, leur panache tricolore au chapeau, c'est miracle s'ils ne sont pas tués vingt fois.

Charleroi va tomber entre les mains des Autrichiens. Un officier ennemi apporte aux Représentants un projet de capitulation, auquel il ne manque que leurs signatures.

« J'ai laissé ma plume à Paris, lui dit Saint-Just, et n'ai apporté que mon épée. »

Quelques jours après, Charleroi est délivré.

Soudain le Comité envoie l'ordre de rallier Paris sur l'heure.

Aussitôt, et sans perdre même le temps de dire adieu au vieux père, Le Bas et sa femme volent vers Paris.

On ne discute pas les ordres du Comité.



Qu'importent le dur labeur et les dangers ! La vie est belle !

Le 18 juin 1794, un beau petit garçon est né, qui a reçu le nom de son père : Philippe.

Le papa et la maman sont au comble du bonheur. Que pourraient-ils désirer encore ?

La France est partout triomphante. Aux frontières, la victoire de Fleurus consacre la ruine des tyrans. À Paris, Robespierre l'Incorruptible, Robespierre le Juste est le maître : ses ennemis, qui sont les ennemis de la Liberté et les ennemis de la Vertu, ont été immolés, ou ont dû s'incliner. Le peuple de Paris, le peuple de la France entière l'acclame. Mais lui, passe sans rien voir, sans rien entendre. Seule compte à ses yeux la tâche qu'il veut accomplir.

Cette tâche, elle n'est pas achevée : il est encore à la Convention – et Robespierre le sait – des hommes qui conspirent contre le bien public.

Robespierre a décidé d'en finir avec eux, afin de bâtir la République de ses rêves.

Il annonce ses intentions, mais sans nommer personne.

Aussitôt la Convention tout entière tremble d'inquiétude. Les vrais coupables sèment la panique, propagent des listes de suspects qui sont de pure fantaisie. Quiconque s'est cru visé par Robespierre devient à l'instant son ennemi mortel.

Le 27 juillet – 9 Thermidor, selon le calendrier nouveau – se livre la

suprême bataille.

D'un côté, Robespierre et ses fidèles amis Saint-Just, Le Bas, quelques autres, le peuple des tribunes et de la rue ; la force armée, s'il ose en faire usage.

De l'autre, la masse inquiète et lâche de ceux qui n'ont pas la conscience pure ; les Conventionnels qui ont peur de l'« Incorruptible ».

La séance est ouverte. Saint-Just, le premier, monte à la tribune ; les conjurés couvrent sa voix. C'est le signal ; le tumulte est à son comble.

Des hommes qui s'appellent Tallien, Billaud-Varenne, Vadier, Barère, plats valets de Robespierre jusqu'à ce jour, vomissent sur lui les pires injures.

Robespierre veut-il répondre, le président agite sa sonnette et l'empêche de parler.

On entend des cris : « À bas le tyran ! À mort ! »

Du haut en bas de l'Assemblée, pas un regard ami, pas un mot pour défendre ces hommes que l'on suivait aveuglément naguère.

« Pour la dernière fois, me donneras-tu la parole, président d'assassins ? » s'écrie Robespierre, épuisé de fatigue et de rage.

La sonnette du président s'agite sans discontinuer.

« Il insulte le président, hurle un député. Je demande l'arrestation de Robespierre. »

De toutes parts monte une approbation frénétique.

« Je suis aussi coupable que mon frère. Je partage ses vertus ; je veux partager son sort ! » dit Augustin Robespierre.

À l'unanimité, on vote l'arrestation des deux Robespierre, de Saint-Just et de leur ami Couthon.

« Je ne veux pas partager l'opprobre de ce décret. Je demande aussi l'arrestation ! » s'écrie Le Bas.

Le président donne l'ordre d'arrêter les cinq amis. Mais les huissiers atterrés n'osent obéir. Ce sont les accusés eux-mêmes qui vont se mettre entre les mains des gendarmes. On les conduit en diverses prisons. Le Bas est incarcéré à la Conciergerie.

À cette heure, cependant, la partie n'est pas perdue.

La Commune de Paris veille, elle va au secours de son grand homme. Les Jacobins la secondent de leur mieux. Les prisonniers sont délivrés, des proclamations couvrent les murs de Paris.

« Peuple, lève-toi ! Ne perdons pas le fruit du 10 août, précipitons au tombeau tous les traîtres ! »

Le tocsin sonne à l'Hôtel de Ville.

Le peuple de Paris et les soldats de la Commune arrachent à leur prison tous les accusés. Au moment où Le Bas sort de la Conciergerie, Elisabeth éplorée, tremblante, descend d'un fiacre : elle lui apportait un matelas, une couverture, de menus objets.

Quelle émotion de le voir sortir libre, acclamé par une foule en délire ! Elle se jette dans ses bras, refuse de le quitter. Elle rit et pleure tout à la fois. Comme elle a eu peur ! Comme elle est heureuse maintenant !

Philippe reste grave. Il ne partage pas cette joie, qui est celle de la foule qui le porte presque en triomphe.

Durant la tragique séance de la Convention, il a senti passer le souffle de la mort. Quelque chose lui dit qu'il ne s'en relèvera pas.

Il considère sa jeune femme de vingt ans. Avec elle il a connu le parfait bonheur... pendant une courte année, hélas ! Il lègue un fardeau bien lourd pour de si jeunes épaules : ce fils, qui n'a pas six semaines ; et tant d'ennemis !...

Les minutes sont trop courtes pour tout ce qu'il faudrait dire.

« Nourris-le de ton lait, dit-il. Apprends-lui à ne pas haïr les assassins de son père. Inspire-lui l'amour de sa patrie ; dis-lui bien que son père est mort pour elle. Adieu, mon Elisabeth, adieu ! Vis pour notre fils. Inspire-lui de nobles sentiments, tu en es digne. Adieu, adieu ! »

Pour la dernière fois, Elisabeth lève vers lui ses grands yeux confiants et tendres. Et puis elle le quitte pour lui obéir.

Escorté par la foule de ses partisans. Le Bas va à l'Hôtel de Ville. Il y retrouve Saint-Just et les frères Robespierre. On presse Maximilien de signer un appel à l'insurrection contre la Convention. Ce serait le salut.

Va-t-il s'élever contre ce pouvoir, qu'il a tout fait pour édifier, qu'il a voulu fort, durable ? Va-t-il donner à toute sa vie ce désaveu éclatant ? Il ne peut s'y résoudre.

Cependant, à la lueur de torches fumeuses, la Convention siège toujours.

L'angoisse a succédé au tumulte.

Robespierre et ses partisans règnent à l'Hôtel de Ville : l'Assemblée est perdue !

Mais non. Rien ne se passe. L'armée n'a pas bougé. Rassurée, l'Assemblée prend un nouveau décret : Robespierre et ses amis sont mis « hors-la-loi ». Puis elle lance des appels au peuple.

Robespierre a laissé passer son heure. Quelques instants après, un gendarme nommé Merda se glisse traîtreusement derrière lui, et d'un coup de pistolet, lui fracasse la mâchoire.

Le Bas le voit tomber et le croit mort. Il se fait sauter la cervelle.

Lui seul échappe à la guillotine où l'on traînera blessés, mourants, les deux frères Robespierre ; où Saint-Just, méprisant et dur, montera sans rien abdiquer de sa fierté.

La famille Duplay tout entière, le vieux père Le Bas et tous ses enfants, ont connu à leur tour le dur calvaire des prisons. Madame

Duplay en est morte au bout de deux jours.

La petite Elisabeth est restée depuis lors la « veuve Le Bas » : c'est un nom dont elle est fière. Elle a élevé son fils Philippe dans le culte des idées républicaines. Elle a su en faire un grand savant qui a honoré son pays et son temps.



L'odyssée des vaincus du 18 Fructidor



LES élections de l'an V ont envoyé dans les Conseils une majorité royaliste.

Quelle joie chez les aristocrates ! Quels espoirs aussi. Le peuple de France commence à voir clair, et va rappeler lui-même son bon roi Louis XVIII. Les obstacles tombent les uns après les autres. Les grands chefs de la Révolution se sont entretués. De grands généraux vainqueurs, tel Willot, tel surtout Pichegru, le triomphateur de Hollande, sont tout acquis maintenant à l'idée royale.

Les chefs royalistes s'assemblent. Ils tiennent de longs conciliabules. Ils discutent, car un coup d'État doit être minutieusement préparé, et les Directeurs sont habiles et puissants.

Ils sont cinq qui partagent le pouvoir avec les Conseils, et le dernier élu seul, Barthélémy, est un royaliste. Parmi les quatre autres, Barras, Reubel et Laréveillère-Lepeaux sont les vrais chefs du gouvernement : on les appelle les triumvirs. Ce sont des ambitieux sans scrupules qui captent la République à leur profit. Il faut être plus fort et plus malin qu'eux, ce n'est peut-être pas si facile. Quant à Carnot, l'« Organisateur de la Victoire », c'est un républicain convaincu et sincère : il est plus difficile encore à manier...

Dans la nuit du 17 au 18 Fructidor, après avoir longuement palabré, les chefs royalistes se séparent en acclamant le coup d'État prochain.

Les « triumvirs » ont tenu conseil, eux aussi, et puis ils ont agi. Augereau, lieutenant de Bonaparte à l'armée d'Italie, a été mandé secrètement. À la faveur de la nuit, il cerne les Conseils, et les demeures des principaux chefs royalistes.

L'austère Carnot va être une des premières victimes car il est plus dangereux qu'un royaliste factieux. Le premier soin de Barras est d'envoyer à son domicile, au Petit-Luxembourg, un peloton de gardes chargés de s'assurer de sa personne.

Le grand homme est en chemise. Il ne prend pas même le temps de se vêtir et saute à demi nu dans le jardin du Luxembourg. Il va frapper chez un de ses amis qui habite non loin de là. Malédiction ! L'ami est absent. Il faut que, dans son modeste équipage, Carnot se confie au portier qui lui offre un asile dans sa loge. Au bout de quelques jours, il réussit à gagner la frontière.

Un autre membre influent du Conseil des Cinq Cents, Larue, est tiré soudain de son sommeil par des bruits insolites. Il se lève, et voit sa maison tout entourée de soldats en armes, et jusqu'à deux pièces de canon ! De toute évidence, il est l'objet de ces mesures militaires. Mais sont-elles pour ou contre sa sûreté ? Ses amis royalistes auraient-ils décidé de brusquer les choses et le moment serait-il venu de s'emparer du pouvoir ?

Pour s'en assurer, il sort, armé de pistolets qu'il cache dans les poches de sa redingote.

Tout va d'abord au mieux, on le laisse passer.

Encouragé, il s'élance vers les Tuileries où ses amis, sans nul doute, délibèrent. Il traverse les troupes qui en encombre les abords. À la porte de la salle, l'officier de garde le laisse entrer. De plus en plus il est convaincu que son parti est le maître de l'heure.

Cruelle déconvenue ! Il est venu se jeter dans la gueule du loup. Avec lui sont Pichegru, Willot, Barthélémy, d'autres encore. D'un coup de filet, les triumvirs, sans coup férir, n'ont plus qu'à s'emparer de leurs ennemis jurés.

Effectivement, un général vient leur intimer à tous l'ordre de le suivre au Temple.

Comme des soldats s'approchent, Pichegru se découvre la poitrine :

« Frappez ! leur dit-il. Nous ne sortirons d'ici que morts. Assassinez celui que vous vous êtes fait un honneur de suivre sur les champs de bataille ! Rougissez de sang les lauriers qu'il a moissonnés avec vous ! »

Cependant, sans laisser aux hommes le temps de se reprendre, les officiers d'Augereau, de vive force, entraînent les conjurés aux voitures et les conduisent à la Tour du Temple : prison tristement célèbre que vient de quitter Madame Royale.

Le 22 Fructidor, au milieu de la nuit, on vient les réveiller et leur annoncer qu'ils vont partir. Pour où ? Mystère. Point de procès ni de jugement. On les entasse à seize dans quelques voitures étroites, sans leur laisser faire d'adieu à qui que ce soit, sans leur laisser emporter quoi que ce soit, et de cachot en cachot ils aboutissent enfin à Rochefort.

Ils embarquent aussitôt à bord de la corvette « La Vaillante ». Ils vont donc être déportés au delà des mers.

Aux lèvres du général Willot erre un sourire amer.

Il y a peu de mois, il montait à bord de ce même bateau. C'était la joyeuse cérémonie du lancement, du baptême... Le général était le parrain de cette corvette qui, aujourd'hui, le conduit à l'exil.

Le traversée est dure. Ils sont confinés à seize dans deux petites cases de l'entrepont, où l'espace est si restreint que les hamacs se touchent. L'air et la lumière filtrent à peine par une mince écrouille dans ce réduit brûlant où ils ne peuvent se tenir debout. Pour toute nourriture, on leur octroie généreusement quelques biscuits, de l'eau infecte et des légumes secs avariés.

Quoi d'étonnant à ce que tous aient été plus ou moins malades, avant même de débarquer ?

Le terme du voyage – ils l'apprennent en arrivant au port – c'est Cayenne, dans la Guyane française. Ils restent quinze jours prisonniers dans l'hôpital militaire. Puis on les transfère, comme des forçats, dans la partie la plus insalubre du pays : près de Sinnamary, à vingt-cinq lieues de Cayenne. C'est une région si déshéritée que les Européens ont presque tous renoncé à y vivre : quelques masures en ruines, humides et basses, dans un désert.

Pour garde-chiourme, une vingtaine de soldats sous le commandement d'un officier qui mesure chichement leurs rations de chaque jour.

Les malheureux essayent de chasser, avec des moyens de fortune : il faut bien améliorer un peu l'ordinaire.

Les Indiens du voisinage, eux-mêmes, ont pitié d'eux et leur apportent des poissons, des fruits qui les réconfortent un peu.

Mais vient la longue et accablante saison des pluies : toute la région de Sinnamary se transforme en marais aux exhalaisons pestilentielles. Les fièvres ne tardent pas à terrasser les misérables déportés. Ils sont atteints l'un après l'autre, et puis la mort vient, peu à peu, les délivrer. Ainsi, le député Rovère, qui se désespérait, loin de sa femme, de ses petits enfants. Au prix de mille difficultés, bravant tous les dangers, ils viennent le rejoindre – et c'est trop tard, le malheureux est mort sans les avoir revus.

Six d'entre eux disparaissaient ainsi en quelques mois. Pourtant le courage des survivants n'est pas abattu.

« Plutôt mourir à Sinnamary sans reproche que vivre coupable à Paris ! » a dit en mourant l'un d'eux.

Ces malheureux se révoltent enfin. Ils veulent échapper à cet enfer. Ils veulent s'évader.

Or, à quelque cent vingt lieues de là se trouve la colonie hollandaise de Surinam. Toute terre étrangère est pour eux terre d'asile. Leurs ennemis ne sauraient les y atteindre, c'est un refuge, c'est le salut...

Les Indiens connaissent bien Surinam. Ils s'y rendent souvent, pour leur commerce, sur de légères pirogues qu'ils fabriquent eux-mêmes.

Les côtes n'ont pas de secrets pour eux, ils savent les moindres écueils, les havres, les îlots et les grèves.

Nos amis vont donc trouver les Indiens, et sous le prétexte de quelque pêche, proposent de leur acheter une pirogue.

Le chef indien les reçoit très mal.

« Vous méchants, vous boire le sang de votre capitaine ! » s'écrie-t-il.

Collot d'Herbois et Billaud-Varennes, les fameux régicides, ont été déportés quelques années plus tôt, en ce même pays : pour les bons sauvages de la Guyane tous les Français déportés ont assassiné leur roi. Pichegru a beaucoup de peine à les détromper et à gagner leur confiance.

Enfin, le malentendu est dissipé, le chef a promis une pirogue. Mais, plein de zèle, il veut servir au plus vite ses nouveaux clients. Pour gagner du temps il va trouver le maire de Sinnamary lui-même, à qui il construit précisément une pirogue, et lui propose de la céder à Pichegru ! Le maire feint d'accepter, mais retarde si bien la fabrication qu'au bout d'un mois la barque n'est pas plus avancée. Et les chaleurs approchent, la saison à laquelle on ne résiste pas, où toute fuite devient impossible.

Le désespoir leur suggère un nouveau moyen de fuite.

De l'autre côté de la rivière habite un colon allemand qui possède une assez grande pirogue. Il emploie, pour son commerce, des Indiens qui pilotent son embarcation. Or, un bruit court avec persistance. Le gouvernement français songe à envoyer les proscrits à l'autre extrémité de la Guyane, bien loin de la mer, là où toute évasion deviendra impossible. Plus de doute. Il faut fuir tandis qu'il en est temps encore.

Le bon voisin se laisse facilement convaincre de céder sa pirogue, un baril de biscuits, un autre d'eau. Pour n'être pas inquiété par les autorités de Sinnamary, il se plaindra que les fuyards lui aient volé sa pirogue et ses provisions. Il se charge d'engager deux Indiens comme pilotes.

Nouvel incident : les Indiens refusent de partir.

« N'importe ! s'écrie Pichegru. Mieux vaut être dévoré par les requins que périr ici. Rien ne me fera changer de résolution, je fuirais plutôt à la nage ! »

Muets et angoissés, ses compagnons contemplent le vaste océan inconnu où sont toutes leurs espérances... Ce point noir, à l'horizon, ne serait-ce pas un vaisseau ? Il grossit, il se rapproche. On distingue nettement deux navires : une goélette de forme étrangère, et un voilier semblable à ceux des corsaires de Guyane. La goélette est captive du corsaire. Les vents les poussent au rivage. Ils approchent. Ils sont là, à l'embouchure de la rivière, les deux vaisseaux immobiles ; les équipages descendent à terre.

Le capitaine a noble allure. Il considère le petit groupe anxieux des Français déportés. Puis il va droit à eux. Il les reconnaît ; il se présente : Capitaine Tilly, de la marine américaine, venu tout exprès en Guyane pour tenter de sauver le général Pichegru et ses amis !

Généreuse entreprise, qu'il lui faut bien abandonner, puisque le voilà prisonnier des corsaires, sans navire et sans argent.

C'est pourtant la Providence qui l'envoie. Nos amis avaient leur bateau, leurs vivres ; toutes dispositions étaient prises. Un pilote, seul, leur manquait : le pilote de la goélette, Barrick, s'offre d'enthousiasme à les accompagner. On convient de partir cette nuit-même.

Le brave Tilly n'accompagne pas ses amis. Il faut éviter d'attirer l'attention, et sa disparition serait signalée aussitôt.

Vogue la galère ! Pichegru est au gouvernail. La frêle embarcation est si rase que la moindre vague l'emplit d'eau : durant toute la nuit il faut la vider qui avec une calebasse, qui avec son chapeau.

Au petit matin, l'on se retrouve en pleine mer. La terre n'est plus en vue ! Après trois heures d'efforts Barrick parvient à la rejoindre. Mais ce sont des terreurs nouvelles. S'en éloigne-t-elle, la petite barque peut s'égarer. S'en rapproche-t-elle, elle risque d'être attaquée, car l'évasion doit être connue déjà dans ces parages.

Le lendemain, plus un souffle de vent. C'est le calme plat, on ne peut avancer. Le jour suivant, enfin, la pirogue est en vue des terres hollandaises. C'est le salut !...

Pas encore, car une terrible tempête s'élève ; la pirogue, battue par les flots, ne tarde pas à chavirer. Les voyageurs sont rejetés, après une lutte désespérée, sur une côte déserte. Leurs provisions, leurs armes ont disparu avec la barque.

Quels sont ces sinistres hurlements qui s'enflent et résonnent à travers les grands bois ? Les tigres ? Vite, un grand feu de bois sec pour les tenir en respect. Bon ! Voici un danger écarté, un autre surgit aussitôt : une nuée d'insectes les attaque de toutes parts, ils ne savent plus à quel saint se vouer.

Durant tout le jour suivant, les naufragés recueillent les épaves de leur pirogue brisée.

Pour toute nourriture, ils trouvent de rares coquillages et une eau nauséabonde.

La nuit tombe à nouveau, et avec elle une pluie torrentielle qui éteint tous les feux.

À l'aube du huitième jour, enfin, le soleil luit. Barrick part à la découverte.

Ô joie ! Deux hommes apparaissent à l'horizon. Il leur fait de grands signaux d'amitié, mais eux paraissent n'en avoir cure, ils le couchent en joue, ils vont tirer... Cependant ils hésitent, car Barrick s'est jeté à genoux. Ses signaux de détresse sont si poignants que les hommes se

décident à approcher.

Ce sont deux militaires au service de la Hollande. Les naufragés exhibent des passeports et cherchent à se faire passer pour de paisibles citoyens de Cayenne victimes de la tempête. Les soldats restent méfiants et incrédules.

Allons ! il ne faut pas compter sur eux. Quel soulagement, déjà, de se savoir en territoire hollandais !

Larue et Barthélémy, les plus vaillants de la petite troupe, partent en éclaireurs. Ils se traînent péniblement jusqu'au fort le plus proche, qui a nom Orange. Le gouverneur de ce fort, plus confiant que les soldats, leur donne des ouvriers pour réparer la pirogue, des vivres. Ils peuvent enfin atteindre un vrai port, où on leur réserve le meilleur accueil : Monte-Krich.

Chez le commandant, leur cœur se serre. Au mur pend un tableau qui porte les noms et signalement de tous les déportés de la Guyane... Les Hollandais n'y prêtent aucune attention, personne ne les reconnaît.

Au reste, le gouverneur de la colonie de Surinam est au courant de leurs projets d'évasion et a promis son assistance. Un messenger vient lui faire part du succès de l'entreprise dans sa capitale de Paramaribo. Et il s'empresse d'envoyer une belle gondole, chargée de vêtements et de vivres. Voici nos amis reçus à bras ouverts, fêtés par tous les colons. Ils se croient au bout de leurs peines.

Cependant la puissance du Directoire est grande. La petite Hollande ne peut se permettre d'offenser son puissant voisin.

Vient un message du proconsul de la Guyane, qui avertit le gouverneur de l'évasion et le prie de faire rechercher les coupables et de les arrêter s'ils sont, comme il paraît probable, sur son territoire.

Les Français comprennent qu'ils ne doivent pas exposer leurs amis aux foudres du Directoire. Il leur faut donc fuir encore et sans retard.

Barthélémy et Letellier sont malades, épuisés. La mort dans l'âme, leurs camarades les abandonnent.

Puis ils poursuivent leur rude voyage sur une frégate prêtée par un généreux habitant de Paramaribo.

À peine en mer, un corsaire les attaque : c'est un corsaire anglais, ils se nomment et le capitaine se confond en excuses. On les laisse aller.

Quelques heures après, un second corsaire les mitraille de ses balles. Cette fois, c'est plus grave. Le gouvernail échappe au pilote, les voiles sont percées. Il faut amarrer. Sur le pont du navire ennemi, des nègres les hèlent en français... Ils se sentent perdus. N'ont-ils couru tant de dangers que pour retomber aux mains de leurs tortionnaires ?

Quel soulagement quand le capitaine corsaire s'approche ! C'est un Anglais, il se montre plein de prévenances et d'égards. Il les aide à réparer leurs avaries.

Après mille autres dangers, mille embûches, ils parviennent à la colonie anglaise de Demerary. Une fièvre très maligne vient encore terrasser deux d'entre eux : Aubry et Willot. Impossible de les soigner, de les attendre. Il faut les laisser à leur triste sort. Aubry meurt, le jour même du départ. Willot, plus tard, sera sauvé et rejoindra ses amis en Angleterre.

C'est là que la frégate l'« Aimable » les conduit enfin, épuisés, malades.

Il y a un an, jour pour jour, ils embarquaient à Rochefort. Ils étaient seize alors ; huit encore au départ de Sinnamary. Ils débarquent à quatre, ce 21 septembre 1798.

Ils retrouvent Tilly, le premier artisan de leur fuite, le bon Tilly qui a failli payer de sa vie sa générosité.

L'agent du Directoire à Cayenne a conçu quelques soupçons sur lui.

Il l'invite à prendre le thé, et, bon apôtre, lui parle de l'évasion des déportés comme s'il avait été le meilleur de leurs amis. Il feint d'en ressentir une grande joie, il remercie Tilly de la part qu'il y a prise.

Tilly se laisse prendre à ces beaux discours... et l'autre ne tarde pas à lui faire avouer tout ce qu'il est venu faire, tout ce qu'il a fait.

Alors il montre son vrai visage. Le pauvre Tilly est chargé de chaînes et jeté dans un sombre cachot où il reste deux longs mois. Puis, toujours enchaîné, on le conduit à un vaisseau qui doit le mener en France où il sera jugé.

Une chance providentielle veut que les Anglais aient attaqué ce vaisseau, délivré le prisonnier qui, tout joyeux, retrouve enfin à Londres ses protégés – ou le peu qui en reste.

Après la grande tourmente, la France découvrira quelques-uns de ses enfants, sauvés ainsi par ses ennemis...



Vers l'Empire

Un soldat : Junot



LE 24 septembre 1771 est né, dans un petit village de Bourgogne, à Bussy-le-Grand, un enfant du sexe masculin, que l'on affuble du singulier prénom d'Andoche. Ses parents, M. et Mme Junot, sont de bonne bourgeoisie aisée ; ses oncles sont, l'un médecin en renom, l'autre chanoine pourvu de gras bénéfices.

Le petit Andoche fait de bonnes études, au village prochain de Montbard, d'abord, puis au collège de Châtillon-sur-Seine. Ses parents veulent qu'il soit un avocat. Son camarade Marmont, élève comme lui du collège de Châtillon, se grise, ainsi que lui, d'histoires militaires, de récits des exploits d'autrefois. Mais quoi ? un petit bourgeois ne va pas à la guerre.

Il paraît pourtant mieux fait pour porter l'habit militaire que la robe, ce garçon impétueux, dur aux autres comme à lui-même, et irritable à l'excès. Au demeurant, un cœur d'or, généreux et loyal.

Il n'a pas vingt ans quand éclate la tourmente révolutionnaire. Peu après, c'est la guerre. La vocation de Junot s'éveille aussitôt. Le futur avocat jette la robe aux orties, et s'engage comme grenadier dans le bataillon des « Volontaires de la Côte-d'Or ».

Il ne tarde pas à prendre, par la seule vertu de son caractère, un grand ascendant sur ses camarades. Dans les circonstances graves, il sait leur imposer son opinion.

Le régiment campe à Châlons ; or, le bruit court que la famille royale cherche à faire sortir de France les diamants de la couronne. On dit qu'une très grande dame s'est chargée de les mettre en sûreté : Madame de Brionne, la propre mère du prince de Lambesc, celui qui a fait couler le sang du peuple, naguère, aux Tuileries...

Madame de Brionne passe en effet au grand galop de ses chevaux.

On décide de l'arrêter. Mais Junot insiste pour qu'on la conduise à la meilleure auberge de la ville, et pour qu'on lui témoigne tous les égards dus à sa qualité. Il persuade les gens de la mairie d'aller l'interroger chez elle.

« C'est une femme. Vous n'avez pas mission de l'arrêter, rien ne vous prouve qu'elle est coupable, et les avis que vous avez reçus peuvent être mauvais. Il faut donc agir comme si vous doutiez d'avoir raison. Et puis, je vous le répète, elle est femme, et nous sommes Français. »

Les conseils de Junot sont approuvés d'enthousiasme. Malheureusement, le maire, absent, est pour lors remplacé par un lourdaud et grossier personnage qui n'entend rien aux usages du monde, cependant que la comtesse, outrée de voir son voyage interrompu, est en fort mauvaise disposition.

Le gros homme, en arrivant, se jette d'abord dans un fauteuil et dit à Madame de Brionne :

« Je vous demande excuse, citoyenne, mais je suis puissant, comme vous voyez (il voulait parler de son poids, qui était de plus de cent kilos), et, sauf votre respect, je m'assiérai. »

Madame de Brionne le considère avec hauteur.

— De quel droit, monsieur, interrompez-vous mon voyage ? s'écrie-t-elle. Est-ce donc ainsi qu'on est libre en France aujourd'hui ? Je vous somme de me laisser continuer ma route à l'instant même. »

Le bonhomme, sans se laisser émouvoir, se borne à demander à la comtesse, suffoquée de colère et de rage muette, qui elle est, et comment elle se nomme.

« Car, enfin, après tout, faut-il savoir quelle est votre profession !

— Marie-Louise de Rohan, comtesse de Brionne, dit-elle enfin. Quant au fait dont vous avez la sottise, plus encore que l'infamie, de m'accuser (à un valet de chambre), qu'on leur montre mes bagages ! Ils verront que j'ai d'autres richesses que celles que je viendrais dérober à la France ! »

Les Châlonnais prennent tout le temps de se convaincre que Madame de Brionne est au-dessus de tout soupçon et enfin ils la laissent libre. Mais durant toute cette scène et jusqu'au départ de la comtesse, Junot s'est efforcé d'adoucir, autant qu'il est en son pouvoir, ce qu'il y a de pénible dans le sort de la digne femme.

Madame de Brionne s'en aperçoit, et dit à mi-voix au jeune soldat qui s'empresse auprès d'elle :

« Monsieur, vous devez bien souffrir en portant cet habit et en vivant avec de pareils hommes. C'est sans doute Monsieur votre père, dont les opinions vous ont contraint... Hélas ! dans ces temps désastreux on ne voit que trop de gens de notre caste passer du côté de la canaille !

— Madame, lui répond Junot en riant, je dois vous empêcher d'aller

plus loin, et vous dire que mon père et moi nous sommes de même opinion, et de plus, que nous avons le malheur d'être pour vous, Madame, de véritables parias ; enfin, dois-je le dire ? Je suis roturier et même très républicain.

— Impossible ! s'écrie Madame de Brionne, aussi étonnée que si Junot lui eût appris qu'il est un paria des bords du Gange. Impossible !

— Eh bien ! ajoute Madame de Brionne, en se tournant vers une jeune femme qui l'accompagne, il y a bien de nos jeunes fous à Versailles qui n'auraient été ni aussi prévenants ni aussi polis pour une femme de mon âge. »

Le même Junot, quelques semaines plus tard, se montre si bouillant au combat, que ses compagnons d'armes lui donnent le beau surnom de « La Tempête ».

Ses premiers galons, c'est aussi à ses camarades qu'il les doit : ce sont eux qui l'ont nommé sergent par acclamation, sur le champ de bataille. L'officier l'a confirmé dans son grade, et il a été porté en triomphe par tous, sur un pavois fait de baïonnettes encore sanglantes. C'est là le plus magnifique souvenir de toute sa carrière, car, dit-il lui-même, « pas un de ses camarades qui ne soit au moins aussi brave que lui ».

Le bataillon combat dans l'Est, puis il est envoyé à Toulon. Les Anglais se sont emparés du port, il s'agit de les en déloger.

Or, les opérations sont conduites depuis quelques jours par un jeune commandant d'artillerie, venu de Paris, et qui porte un nom bien obscur : Bonaparte.

Il se trouve un jour à la batterie des « Sans-Culottes » — celle de Junot. Il demande un jeune sous-officier audacieux et intelligent. Le lieutenant désigne aussitôt « La Tempête ».

« Tu vas quitter ton habit, et tu iras sur ce point de la côte, que tu vois, là-bas, dans les lignes anglaises. Il me faut tel et tel renseignement. »

Le jeune sergent devient rouge comme une grenade et ses yeux lancent des éclairs.

« Je ne suis pas un espion. Cherchez un autre que moi pour exécuter vos ordres.

— Tu refuses d'obéir ? Sais-tu bien à quoi tu t'exposes ?

— Je suis prêt à obéir, mais j'irai où vous m'envoyez avec mon uniforme, ou je n'irai pas. C'est encore bien de l'honneur pour ces b... d'Anglais !

— Mais ils te tueront !

— Que vous importe ? Vous ne me connaissez pas et quant à moi, ça m'est égal. Allons, je pars comme je suis, n'est-ce pas ! »

Il met la main à sa giberne.

« Avec ces dragées-là et avec mon sabre, du moins, la conversation

ne languira pas si ces Messieurs veulent causer. »

Et le commandant d'artillerie inscrit le nom du jeune sergent sur ses tablettes.

« Il fera son chemin », pense-t-il.

Quelques jours plus tard, Bonaparte demande un homme qui ait une belle écriture. Junot se propose et le commandant lui dicte une lettre qu'il écrit sur l'affût d'un canon.

Une bombe éclate à ses pieds, qui le couvre de terre, ainsi que la lettre à peine achevée.

« Bon ! Nous n'avions pas de sable pour sécher l'encre. »

Pas un muscle de son visage n'a tressailli.

Le commandant l'observe, apprécie son sang-froid et finalement le garde auprès de lui. Le jeune sergent Junot ne retournera plus à son corps.

Quand, après la victoire, le commandant est nommé général, Junot demande et obtient d'être son premier aide de camp.

Adieu le bel avancement qui lui était promis dans son régiment ! Il ne peut déjà plus se séparer d'un chef qu'il adore.

Son père est assez inquiet d'une aussi aventureuse résolution :

« Pourquoi as-tu quitté le commandant Laborde ? lui écrit-il. Pourquoi avoir quitté ton corps ? Qu'est-ce que c'est que ce général Bonaparte ? Où a-t-il servi ? Personne ne connaît ça.

— Je vous dirai, lui répond Junot, que c'est un de ces hommes dont la nature est avare et qu'elle ne jette sur le globe que de siècle en siècle. »



L'événement semble donner raison au père Junot. À peine effleuré par la gloire, le jeune général, victime d'odieuses machinations, est arrêté, jeté en prison. Junot se multiplie pour le tirer, par la force ou par la ruse, des griffes de ses ennemis.

Bonaparte refuse.

« Ma conscience est calme. Ne fais rien, tu me compromettrais. »

Junot réclame alors de partager sa détention, « dût-elle être éternelle ! »

Il faut que son général lui prouve qu'il lui sera plus utile en restant libre. La défense que Bonaparte présente à ses accusateurs est en effet écrite tout entière de la main de Junot ; c'est lui qui obtient enfin la mise en liberté provisoire de son chef. Après quoi, c'est l'acquiescement.

Cependant, sur le pavé de Paris, le vainqueur de Toulon se retrouve comme au temps de sa première jeunesse : il est pauvre et

malheureux, il est sans argent et sans amis ; on l'a radié du tableau des officiers généraux.

Alors que tout l'accable, son fidèle compagnon lui reste. Grâce à lui, il peut encore manger à sa faim.

« La diligence de Bourgogne n'est pas arrivée. Si elle ne vient pas ce soir, nous ne dînerons pas demain... »

Madame Junot, la mère, envoie à son fils deux ou trois cents francs, qu'il partage avec son général.

« C'est toujours moi qui ai la plus grosse part », dit Bonaparte.

Cependant la fortune est changeante et la jeune République ne put pas se passer longtemps d'un de ses fils les plus brillants.

Lors de la terrible crise du 13 Vendémiaire, la Convention, pour maîtriser l'émeute, fait appel à lui. Il est heureux, il force la victoire. C'est bien son étoile qui se lève, cette fois, son étoile qui le conduira de triomphe en triomphe. Le voilà général en chef de l'armée d'Italie.

Il n'oublie pas l'ami des mauvais jours. Junot est à ses côtés, aide de camp comme par le passé. Le petit sergent en même temps que son chef a monté en grade. D'autres aides de camp lui ont été adjoints : parmi eux Marmont, le vieux camarade du collège de Châtillon.

Pendant la prestigieuse campagne d'Italie, Junot est de toutes les victoires : Arcole, Lodi, Castiglione, Lonato, où il est grièvement blessé à la tête et où meurt un ami bien cher, Muiron ; le Tagliamento ; tant d'autres encore ! Y a-t-il une mission délicate à remplir, une ambassade périlleuse : c'est Junot qui est désigné. Et si, d'aventure, entre deux combats, on a quelque loisir, point de plus joyeux compagnon : il écrit, il dit les vers avec un égal bonheur et montre un vrai talent à jouer la comédie.

Il est désigné pour porter au Directoire les drapeaux pris à l'ennemi. Ah ! comme il est beau, le jeune aide de camp de vingt-cinq ans, dans son magnifique costume de colonel des hussards ! Au palais du Luxembourg, la foule se presse pour l'acclamer, pour fêter les drapeaux, pour admirer les brillantes toilettes des dames qui sont venues nombreuses à la réception offerte par les directeurs. Précisément, le voici qui descend ; à son bras droit. Madame Bonaparte (car le général est marié maintenant, il a épousé Joséphine de Beauharnais) ; au bras gauche, Madame Tallien ; toutes deux parmi les femmes les plus belles de ce temps-là.

« Tiens, c'est « Sa » femme ! « Son » aide de camp !

— Vive le général Bonaparte ! crie le peuple.

— Vive la citoyenne Bonaparte ! Elle est bonne pour le pauvre monde.

— Oui, oui, dit une grosse femme de la Halle, c'est bien Notre-Dame des Victoires, celle-là !

— Oui, dit une autre, tu as raison. Mais regarde à l'autre bras de

l'officier, c'est Notre-Dame de Septembre ! »

(Car la belle Madame Tallien est l'épouse d'un des plus impopulaires parmi les conventionnels et sa vue rappelle les sombres jours des massacres de septembre).

Le brillant aide de camp a une nouvelle mission de confiance à remplir : il escorte Madame Bonaparte, qui va rejoindre le glorieux général à l'armée d'Italie.

Si son général lui prodigue les marques d'affection, Junot sait lui donner les preuves de son héroïque dévouement. C'est ainsi qu'un soir, chez Madame Bonaparte, à Milan, le jeune homme est attablé avec quelques amis ; on joue au vingt-et-un, jeu de cartes préféré du général... à condition qu'il y gagne !

Junot est si bien absorbé par son jeu qu'il n'entend pas, derrière lui, s'ouvrir la porte. Bonaparte entre et croyant faire à son ami une bonne plaisanterie, il lui passe brusquement la main dans les cheveux, et tire. Horreur ! Il voit sa main couverte de sang : son geste a rouvert une blessure encore fraîche. Junot, malgré la souffrance, n'a pas un mot, pas un geste de reproche. Pâle comme un mort, il trouve encore la force de sourire à son général.



La paix signée en Italie, Bonaparte est attiré par l'Orient. Il croit aussi que c'est en Orient que l'on pourra enfin atteindre la plus redoutable ennemie de la France révolutionnaire : l'Angleterre. Il se fait donc envoyer en Égypte. Junot l'accompagne, bien entendu. Il se conduit même si vaillamment qu'il est bientôt nommé général : il n'a que vingt-sept ans !

Le croirait-on ? Ce n'est pas un bonheur pour lui. Il est général, il ne peut rester aide de camp. Et l'Égypte est trop vaste et il y a trop peu de généraux pour leur donner le choix de leur cantonnement.

Pour la première fois, Junot doit se résigner à quitter son chef, à se battre loin de celui qu'il aime « à l'égal de Dieu, peut-être plus ! »

Du moins veut-il se montrer digne de son amitié, et digne de son grade. Il se bat, plus vaillamment que jamais.

À l'armée d'Égypte, cependant, les cœurs ne sont plus tels qu'en Italie. Comme on se sent loin de France ! Sait-on si jamais on reverra femme, enfants, parents, amis ? L'amiral anglais Nelson a anéanti la flotte française. On se sent perdu, parmi ces sauvages, encerclé par les Anglais qui, sur mer, montent la garde. Pour la première fois, les généraux de la République doutent de leur chef. Certains affectent de ne pas lui obéir, tiennent ouvertement les propos les plus

malveillants : Kléber, lui-même, est du nombre. L'un des plus fougueux est le général Lanusse. Ses attaques sont si violentes que Junot, le fidèle Junot, sent, de jour en jour, s'enfler en son cœur une plus vive indignation. Il en vient à le haïr, oui, à haïr ce camarade qu'il estimait naguère, ce général jeune et brave comme lui.

Murat, pour les réconcilier, les invite à sa table avec quelques camarades : Lannes, Bessières, Lavalette. On joue aux cartes, tout en devisant, Lanusse parle des opérations de l'armée, et ricane. On contient Junot à grand'peine.

Lanusse s'interrompt soudain :

« Prête-moi dix louis ! dit-il à Junot, qui a un monceau de pièces d'or devant lui.

— Je ne les ai pas, répond Junot.

— Comment dois-je prendre ta réponse, Junot ?

— Comme il te plaira.

— Je t'ai demandé si tu voulais me prêter dix louis de l'argent que tu as devant toi.

— Et moi, je te réponds que j'ai bien de l'argent devant moi, mais qu'il n'y en a pas pour un traître comme toi.

— Il n'y a qu'un misérable qui puisse prononcer un pareil mot ! » s'écrie Lanusse hors de lui.

Junot, furieux, veut se jeter sur Lanusse. Ses camarades essayent en vain de les ramener tous deux à de meilleurs sentiments. Enfin, au prix d'un immense effort sur lui-même, Junot se calme.

— Écoute, Lanusse, dit-il, écoute-moi. Je t'ai dit que tu étais un traître. Je n'en crois rien. Tu m'as dit que j'étais un misérable, tu n'en crois rien non plus ; car nous sommes tous les deux de braves gens. Mais, vois-tu, il faut que nous nous battions. Il faut que l'un de nous y reste. Je te hais, parce que tu hais l'homme que j'aime le plus au monde. Battons-nous. Je te jure de ne me coucher ce soir qu'après avoir vidé cette affaire.

Le jardin de Murat est grand, il descend jusqu'au Nil. On fait allumer des torches, car il fait nuit noire, et l'on décide de se battre à l'instant même.

« Quelle arme prendrons-nous ? dit Junot.

— Belle question ! Le pistolet », répond Lanusse.

Junot est le meilleur tireur d'Europe au pistolet.

« Je ne me battrai pas au pistolet avec toi, répond-il froidement, tu ne sais pas tirer. Tu ne mettrais pas dans une porte cochère. La partie doit être égale entre nous. Nous avons nos sabres, marchons ! »

Murat et Bessières, les deux témoins de Junot, ont beau insister, car Lanusse est très fort à l'épée : Junot ne veut rien entendre.

On se rend donc au bord du fleuve. Les témoins examinent le terrain qui est glissant et fort inégal. On trébuche à chaque pas.

« Si c'était de jour encore ! s'écrie Murat. Mais vous ne pouvez vous battre là.

— Allons donc ! dit Junot, c'est un enfantillage. »

Il met bas sa veste, et Lanusse en fait autant.

Junot, le premier, attaque Lanusse d'un coup d'épée qui lui eût tranché la tête, si son chapeau ne l'avait protégé fort à propos. Mais il s'est découvert, et Lanusse en profite pour lui porter un coup de revers qui lui fait au ventre une très profonde blessure.

On le transporte chez lui avec mille précautions. De longs jours on craint pour sa vie. Mais enfin, malgré le climat souvent mortel pour de telles blessures, il se guérit, grâce au dévouement et au talent des chirurgiens.

Junot prie son ami Desgenettes de prévenir de sa blessure le général en chef.

Bonaparte est furieux.

« Eh ! quoi, ils vont s'égorger entre eux ? Ils ont été là, au milieu des roseaux du Nil, le disputer aux crocodiles et leur abandonner le cadavre de celui des deux que la mort aurait frappé ! N'ont-ils donc pas assez des Arabes, de la peste et des Mamelouks ? Vous mériteriez, monsieur Junot, vous mériteriez bien que je vous fisse garder les arrêts pendant un mois après votre guérison ! »

Dès le lendemain, en apprenant les circonstances du duel, il s'humanise.

« Mon pauvre Junot ! Blessé pour moi ! Aussi l'imbécile ! pourquoi ne s'est-il pas battu au pistolet ? »

Mot plus tendre pour Junot que pour Lanusse !



À quelque temps de là, en grand mystère, Bonaparte quitte l'Égypte. Il rentre en France, où des messages secrets lui ont fait savoir que le Directoire est de moins en moins populaire et que son heure est près de sonner.

Junot est à Suez, trop loin pour accompagner son chef. Mais en le laissant derrière lui, Bonaparte lui envoie par lettre ce témoignage de son amitié :

« Je quitte l'Égypte, mon cher Junot ; tu te trouves trop éloigné du lieu de l'embarquement pour que j'aie pu t'emmener avec moi. Mais je laisse l'ordre à Kléber de te faire partir dans le courant d'octobre. Enfin, dans quelque lieu, dans quelque position que je me trouve, sois sûr que je te donnerai des preuves positives de la tendre amitié que je t'ai vouée.

Malgré toute l'insistance de Kléber, Junot ne peut se résoudre à rester sur cette terre lointaine où son dieu n'est plus. Kléber lui fait donc tenir le passeport, grâce auquel il espère regagner sans encombre sa patrie.

Un bruit se répand dans l'armée, parmi les soldats troublés par le départ de Bonaparte, mal nourris, malades, mal payés : le général en chef a trouvé dans les Pyramides le trésor des Pharaons, il a chargé son fidèle compagnon de le lui apporter en France.

Ils vont au rivage et plusieurs montent à bord du vaisseau qui doit transporter Junot. Ils avisent quelques caisses, et s'écrient :

« Voilà notre paie ! Voilà de quoi manger à notre faim ! »

...Ils les éventrent et découvrent les effets personnels du général. Une caisse plus volumineuse attire leur attention : d'un coup de hache ils vont la mettre en pièces quand le maître charpentier accourt, tout affolé : la caisse contient simplement les outils de ce brave homme !

Junot est profondément blessé. Non seulement on lui a fait injure, mais on a soupçonné son général d'un crime et d'un crime contre ses soldats !

Pourtant, telle est sa joie de rentrer en France qu'il ne proteste pas. Il s'empresse de lever l'ancre et part plein d'espérance.

Mais le bruit qui a couru sur le soi-disant trésor des Pharaons est venu aux oreilles des Anglais, qui croient préférable de s'assurer de sa personne. Le vaisseau de guerre « Theseus », captain Steels, arrête le bateau marchand où navigue Junot et celui-ci est fait prisonnier, ainsi que son aide de camp Lallemand. Il retrouve sur le « Theseus » le plus vieux des généraux français de ce temps, Dumuy, en butte, malgré son grand âge, aux quolibets et aux mystifications de Steels. La lâcheté et l'impertinence de cet Anglais révoltent Junot et Lallemand. Auprès d'eux, du reste, il n'ose s'y frotter.

Quatre mois durant, Junot est le captif de Steels. Après quoi, à bout de patience, il parvient à se faire conduire avec ses compagnons à Jaffa, chez le commodore sir Sydney Smith, d'où il est envoyé à Chypre pour être rapatrié à Toulon sur le vaisseau « Le Vaillant ».

Auparavant, les prisonniers français doivent faire escale à Palerme, car il convient de prendre les ordres de l'amiral Nelson, commandant en chef de la flotte britannique.

Junot devise paisiblement avec Dumuy, quand Steels fait soudain irruption dans la pièce ; et sur un ton de suprême insolence :

« Messieurs, dit-il, montez sur le pont. Le grand amiral Nelson, notre héros, veut voir ses prisonniers. »

Junot regarde le capitaine et fait semblant de chercher de tous côtés un interlocuteur invisible ; puis ne voyant personne :

« C'est donc au général et à moi que vous vous adressez sur ce ton ? Eh bien ! chargez-vous donc de la réponse. Allez dire à votre amiral Nelson, qui n'est pour moi ni héros ni grand homme, car je suis habitué à une mesure où il est trop à l'aise, que je ne suis pas son prisonnier, mais celui de son gouvernement. Que, fussé-je le sien, je ne me rendrais pas à son commandement fait avec la brutalité qu'on emploierait envers des bêtes curieuses que vous auriez ramenées d'Égypte. Je ne prétends imposer mes opinions à personne, ajoute-t-il en se tournant vers Dumuy, qui n'a pas cessé durant cette diatribe de lui marcher sur les pieds et de le pousser du coude. J'ai dit ce que je pensais et voulais faire, libre à vous d'agir comme vous le voudrez. »

Le général Dumuy fait une figure à faire pitié. Cependant il n'ose obtempérer, et se contente de monter sur le pont, et d'y tourner comme un ours en cage. Quant à Junot, l'amiral, loin de se formaliser de sa réponse, en a sans doute apprécié la fierté, car le soir même il lui fait envoyer une corbeille de fruits et de vins.

Toutefois, il ne libère pas les prisonniers, qui sont envoyés à Mahon, où ils doivent attendre, sous les ordres du commodore sir Sydney Smith, la décision de l'Amirauté.

Sir Sydney Smith est un grand ennemi de Bonaparte. Il a été l'âme de la résistance, à Saint-Jean d'Acre, qui fut le premier échec peut-être du général en chef. Mais c'est un homme d'honneur. Junot et lui se lient d'une amitié qui durera, malgré la guerre. Il s'emploie à faire rapatrier Junot, pour qui leur bonne entente ne remplace ni la France ni son grand homme. Il obtient enfin un cartel d'échange qui autorise Junot à rentrer dans sa patrie, contre la mise en liberté de dix officiers anglais.

« ...Donné par nos mains et sous le sceau d'office à Londres, le 19 janvier 1801.

« Signé : GEORGE. »

Junot rentre en France. Il l'a quittée plus de deux années auparavant, en proie aux factions, incertaine de son avenir. L'avenir de la France s'est fixé depuis lors.

L'homme que Junot chérit à l'égal d'un dieu est maître de ses destinées. Il a capté, dit-on, la République à son profit.

Après tant d'espérances et de luttes, tant d'héroïsme et de rivalités, une monarchie nouvelle se profile à l'horizon, née du fracas des batailles, comme elles éclatante de gloire, et dangereuse comme elles.



Le 14 juillet 1789 à Paris, les journées d'octobre à Versailles, le roi en fuite, Valmy, le petit prince Louis XVII, Hoche, et Charlotte de Corday, et Philippe Le Bas, et Junot "la Tempête", et tant d'autres heures vibrantes et de figures qui ont marqué la Révolution française, revivent avec toute leur passion dans ces pages d'Histoire vraie entrées dans la légende.

